

eyes on Europe

Des regards croisés sur l'Europe

eyesoneurope.eu

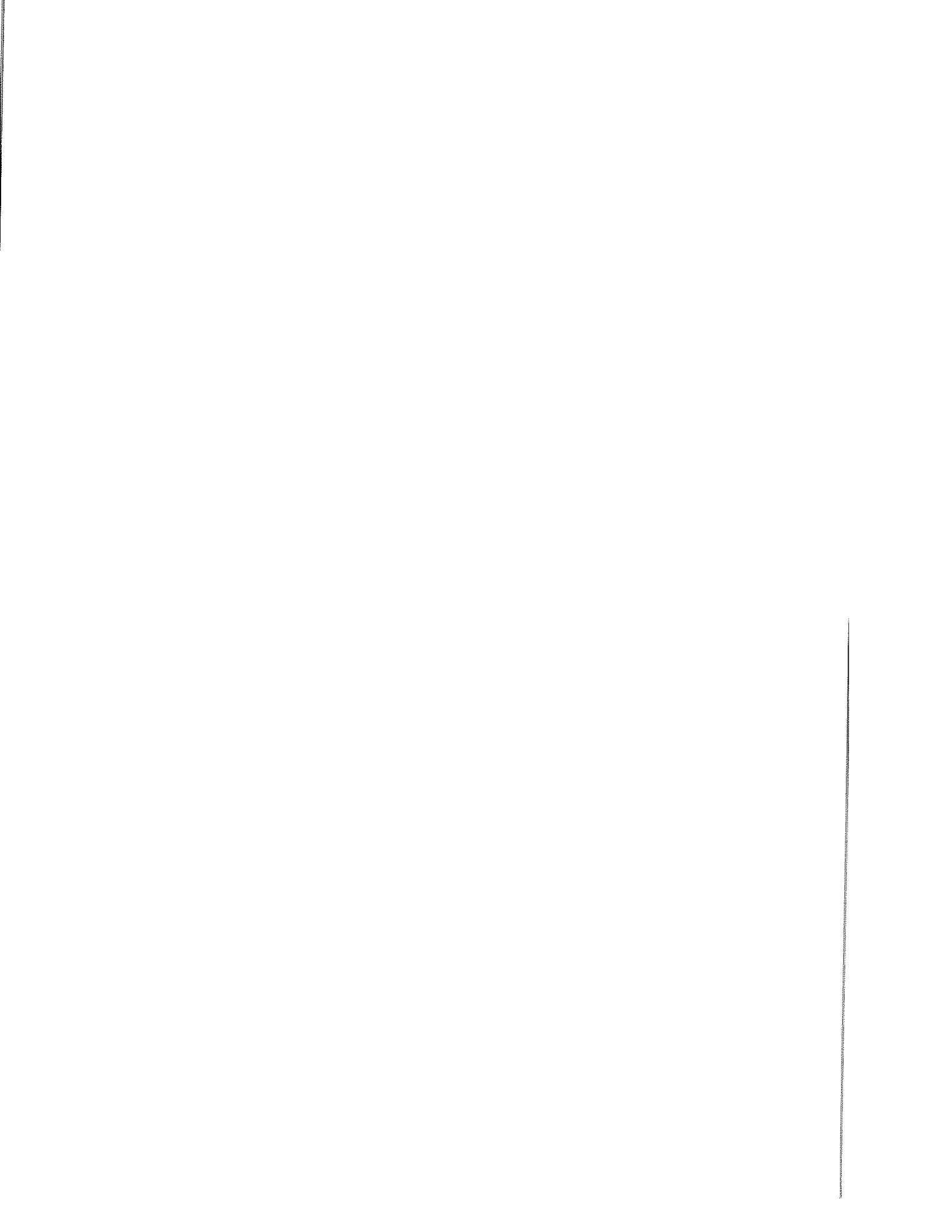
N°15/ Winter 2011

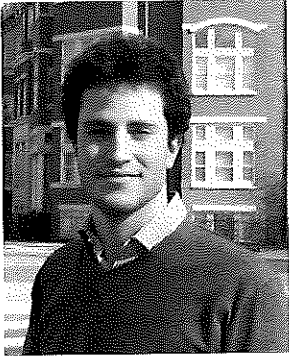
4€



- **DOSSIER** : The European Union and the Arab Revolutions
- **ECONOMIE** : La crise et la Gouvernance Economique
- **INTERVIEW** : Isabelle Durant

Vice présidente du Parlement européen





Chers lecteurs,

Cette quinzième édition d'Eyes on Europe vous propose deux sujets principaux, deux tentatives de décrypter des événements récents aux répercussions innombrables : la crise politique des pays arabes et la crise économique de l'Europe. L'une est remplie d'espoir et l'autre de craintes. Cependant, leur point commun est de nous plonger dans l'inconnu, de dépasser les prédictions des analystes les plus prophétiques.

Dans un premier temps, notre Dossier analyse l'impact que le « Printemps arabe » et ses multiples formes de révolutions ont pu avoir sur l'Union européenne. Cette nouvelle donne géopolitique, citoyenne et sociale entraîne une remise en question au sein de la région elle-même mais aussi chez ses voisins et dans le monde entier. Nous vous proposons cette problématique sous deux aspects. Premièrement, en cherchant à comprendre plus intimement ces « ongoing revolutions », par la voix de la jeunesse arabe dans l'interview de trois étudiants du Maghreb et par le décryptage du processus légal qui amène à la première élection démocratique en Egypte. Deuxièmement, en observant la réaction de l'Europe face à ces crises politiques et le repositionnement de sa politique de voisinage. Nos articles nous questionnent les différentes facettes de la puissance régionale de l'Europe : la puissance diplomatique dans l'article d'Eric Remacle sur le conflit israélo-palestinien, la puissance normative avec la réorientation de la politique migratoire européenne et la puissance économique avec l'adaptation du commerce entre ces deux régions.

Pour compléter ce Dossier, la rubrique Langue Invitée donne la parole à un égyptien qui décrit, en arabe, ses espoirs et ses craintes devant cette nouvelle société à construire. La traduction en anglais sera disponible dès Février sur notre nouveau site web.

Ensuite, la rubrique Economie aborde la crise économique et monétaire qui traverse notre quotidien depuis trois ans déjà. Nos articles dressent un panel de solutions envisagées pour contrôler cette crise, entre autre, la « nouvelle gouvernance économique » et le retour d'une force politique décisionnelle. Nous invitons aussi les principaux acteurs sociaux à s'exprimer sur la gestion et la résolution de cette crise.

Nous avons également le plaisir de vous proposer des articles de personnalités reconnues de la politique et de la recherche européenne. Vous pourrez lire une interview d'Isabelle Durand, Eurodéputée Ecolo et Vice présidente du Parlement européen et un article engagé de Nathalie Janne d'Othée, directrice de l'Institut Medea et chargée de communication à l'Association belgo-palestinienne, parmi nos autres contributions de grandes qualités.

Afin d'ancrer le journal dans son sujet et dans son temps, une rubrique Agenda a été créée. Elle vous raconte les derniers événements européens et les prochains rendez-vous à ne pas manquer.

Enfin, pour vous permettre de prolonger la lecture du magazine, nous vous préparons un site web entièrement renouvelé pour Février prochain. Vous pourrez y trouver ce magazine et les éditions précédentes entièrement numérisées, des articles inédits et le prolongement de certains articles (bibliographie, traduction, etc.). De plus, ce site permettra à nos lecteurs de se tenir au courant des avancées du magazine et de l'organisation de conférence et d'événements européens.

Comme chaque année, une conférence sera organisée pour le lancement officiel du magazine. Le thème propose un parallèle à notre dossier : « Hiver 2011 : Que retient l'Union européenne des bouleversements du Printemps arabe ? ». Nous aurons l'honneur d'accueillir Christian Jouret, conseiller politique auprès du Conseil de l'UE et du SAE ; Elyès Ghanmi de l'Assemblée Parlementaire Europe-méditerranée et Vincent Legrand, professeur sciences politiques à l'UCL et spécialiste des questions arabes.

J'aimerais remercier la nouvelle équipe d'Eyes on Europe pour le contenu du magazine, ses prolongements et tout le travail accompli. C'est grâce à ces étudiants d'horizon divers, que nous sommes capables de continuer à partager les deux passions de ce magazine : l'Europe et le journalisme. Merci à eux, merci à vous

Romain Gustot

Summary - Sommaire - Inhaltsverzeichnis

6. **EU Agenda**
8. **Invited Language - Langue invitée - Gastsprache**
Post revolution Egypt: Between the democratic transition and fear of the unknown - **Kareem Abdel**
10. **Citizenship - Citoyenneté - Bürgerschaft**
Interview sur la position des citoyens européens envers le processus électoral - **Isabelle Durant**
Von spontanem Protest zu europäischer Politik ? - **Ludger Kühnhardt**
Une Europe politique mais primaire - **Camescasse - Lepioufle**
Eurodyssée – Führt der Weg nach Europa über seine Regionen?
- **Kevin Kazimirek**
20. **Economy - Economie - Wirtschaft**
European Economic Governance: is the 'six pack' enough to prevent future debt crises? - **Leatilia Bouge**
La sortie de crise : la possibilité d'une revanche pour la politique ?
- **Anthony Ferreira et Domenico Mininni**
Dossier économie: Debt crisis did we forget something?
- **Anthony Ferreira, Steven d'Haeseleer, Patrick Itschert**
28. **Dossier: The European Union and the Arab Revolutions**
Entretien de la jeunesse arabe - **Damien Kerlouet**
A legal road to the Egyptian election - **Aziz El Kaissouni/Romain Gustot**
EU and Palestine After the Arab Spring - **Eric Remacle**
Migration et printemps arabe : Une autre politique migratoire s'impose
- **Mehdi Lahlou**
Auswirkungen des arabischen Frühlings auf den Außenhandel der EU
- **Martin Köhler**
The Road of Solidarity - **Pablo Garmon**
41. **International Relations - Relations internationales - Aussenbeziehungen**
The Republican Candidates and the EU - **Sara Mathews**
Élections présidentielles 2011 au Cameroun : défis démocratiques pluriels - **Yves Christian/Tsala Elouna**
China, the WTO and International Law: A Progressive Adherence
- **Leïla Choukroune**
Israel/Palestine : Europe's absence - **Nathalie Janne d'Othée**
48. **Tribune - Forum - Kommentar**
Exzessive Kapitalverkehrsfreiheit als Hemmnis für eine effektive Finanzmarktregulierung - **Michael Fehling**
51. **Recommended Books - Livres recommandés - Buchrezensionen**

Eyes on Europe is published twice a year by the ASBL Eyes on Europe, which is an association formed in the Institute for European Studies IEE/ULB

EDITOR-IN-CHIEF
Romain GUSTOT

EDITORIAL BOARD
Jonathan PEUCH
Damien KERLOUET
Anthony FERREIRA
Mikhail KOUMAKIS

DESIGN & LAY-OUT
Alexander KUCKART

COVER & ILLUSTRATIONS
Romain GUSTOT

ACADEMIC BOARD
Giovanna BONO
Carlos CLOSA MONTERO
Ben CRUM
Jean-Michel DE WAELE
Klaus GOETZ
Christian LEQUESNE
Nicolas LEVRAT
Jean-Victor LOUIS
Paul MAGNETTE
Anand MENON
Kalypso NICOLAIDIS
Eric REMACLE
George ROSS
André SAPIR
Reimund SEIDELMANN
John-Erik SUSUM
Mario TELO
Takako UETA
Anne WEYEMBERGH

EXECUTIVE BOARD OF EYES ON EUROPE, A.S.B.L.

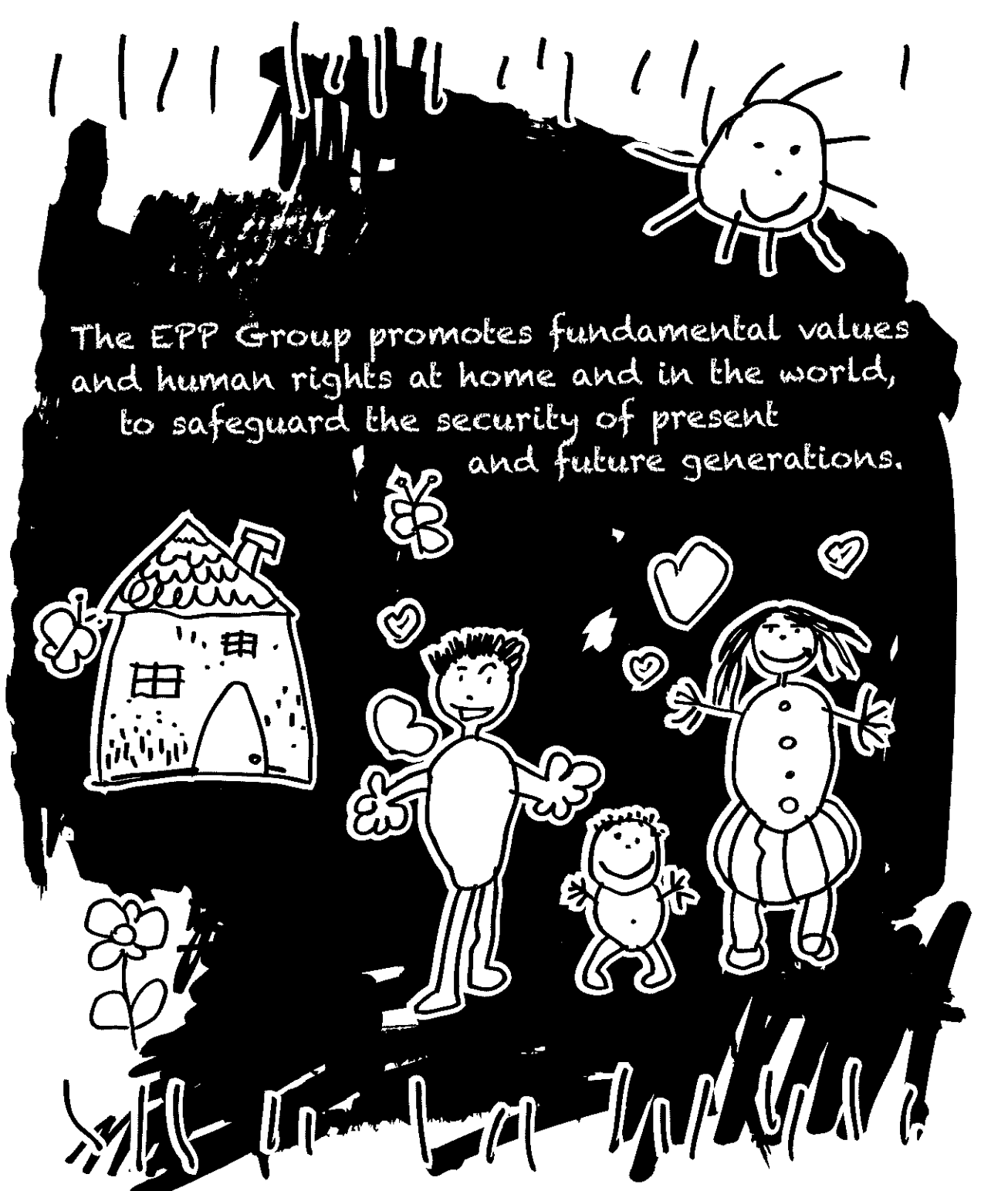
Pauline WARTEL (President)
Julien BOUYERON (Vice-President)
Clarisse HEUSQUIN (Secretary-General)
Romain GUSTOT (Editor-in-chief)
Javier RODRIGUEZ (Geneva Delegation)
Giovanna Maria ZAMBURLINI (Public Relations)
Bianca DORNEANU (Public Relations)

Eyes on Europe, c/o Institut d'Etudes européennes, Avenue Franklin Roosevelt 39, B-1050 Bruxelles

E-MAIL: eyesoneurope@gmail.com
WEBSITE: www.eyesoneurope.eu
(Starting in February)

With the contribution of:

A. DUMITRA TARALUNGA, N. BERGER, V. VINCENT-GENOR, M. FRANCOIS, M. BEHAR, T. MORCOM-HARNEIS, M. SIEMERS, A. DEMOLDER, C. MARTIN, A. CALBEAZA, S. LORANT, A. EL YONSI, A. DONNERSBACH, L. BOUGES, D. MININNI, M. CRISOTOFOLI, M. BAUER, C. TIMOFTE, G. WELLEMANS, S. ROSE, A. SHERASHIDZE, I. POLI, F. CHEMINAL, L. CUERVO, P. SCAVEE, B. BAUDOIN, D. MICHEZ, F. VIOT RABINEAU
Etudiants de la Katholieke Universiteit Leuven



The EPP Group promotes fundamental values
and human rights at home and in the world,
to safeguard the security of present
and future generations.

www.eppgroup.eu



EPP Group
in the European Parliament

EU Agenda:

Nous vous proposons un résumé des événements et sommets important À retenir et À venir de l'Union européenne. Cette rubrique est nouvelle dans Eyes on Europe et sera complétée par notre nouveau site web à partir de février !

Cet agenda ne prétend pas être exhaustif, cependant si vous aimeriez voir un événement précis dans la prochaine édition de Juin 2012, merci de nous envoyer un email à [HYPERLINK \(mailto:rgustof@ulb.ac.be\)](mailto:rgustof@ulb.ac.be)
Par Costina Timofte, étudiante en MA2 politique à l'Institut d'Etudes Européennes de l'ULB

À retenir / Recent events / Zur Erhaltung

31 Mai – 1er Juin 2011 : Rencontre de la Commission européenne avec la Commission de l'Union africaine au sujet de la démocratie et de la croissance.

Les deux institutions en charge du partenariat stratégique Afrique-Union Européenne se sont réunies à Bruxelles pour leur rencontre annuelle. La consolidation de la démocratie sur le continent africain était au cœur des discussions menées. Les commissaires, regroupés en groupes thématiques ont ainsi pu échanger d'avis sur des questions politiques, sociales, environnementales et économiques.

De son côté, José-Manuel Barroso, président de la Commission européenne a saisi cette occasion pour réaffirmer que «les changements historiques encourageants que connaissent le continent africain ouvrent des perspectives énormes pour renforcer les relations entre nos continents. Pour que le développement soit durable, la croissance et la démocratie sont nécessaires.»

Bruxelles, 21 Juillet 2011: Sommet extraordinaire des dirigeants des pays de la zone euro sur la crise de la dette et sur l'aide à la Grèce.

Malgré les nombreux plans d'austérité et de soutien, les dirigeants européens ont de nouveau dû convenir un sommet extraordinaire pour faire face à la pression des marchés financiers sur la Grèce. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE -Angela Merkel en tête- ont de nouveau dû élaborer un plan de sortie de crise. Ce nouveau plan, élaboré en collaboration avec le Fonds Monétaire Internationale (FMI) prévoit notamment une contribution du secteur privé. Les dirigeants envisagent également de soutenir la Grèce par un plan de couvrent de son déficit budgétaire estimé à environ 109 milliards d'euros. Dans leur déclaration finale, les dirigeants européens ont aussi tenu à réaffirmer leur détermination ferme à soutenir la monnaie commune.

Paris, 16 Aout 2011: Sommet franco-allemand

Lors d'une rencontre, le président français Nicolas Sarkozy et la Chancelière allemande Angela Merkel ont présenté des propositions visant à renforcer la coordination au sein de la zone euro. Les mesures proposées furent de nature institutionnelle (« gouvernement économique »), budgétaire (adoption par les pays de la zone euro de la « règle d'or » d'ici l'été 2012) et financière (taxation sur les transactions financières).

La discussion a beaucoup porté sur l'idée d'un « véritable gouvernement économique de la zone euro » qui ne réunirait que les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres la zone euro. Celui-ci se réunirait deux fois par an (à moins que les circonstances n'exigent autrement) et serait présidé par un président stable, élu pour deux ans et demi. Herman Van Rompuy, qui occupe actuellement le poste de président du Conseil européen devrait assumer cette nouvelle tâche.

Afrique du Sud, 15 Septembre 2011: Quatrième sommet Afrique du Sud - Union européenne.

Au cours d'une rencontre en Afrique du Sud, le président sud-africain Jacob Zuma et son homologue du Conseil européen, Herman van Rompuy ont réaffirmé leur attachement à un partenariat stratégique. Celui-ci serait fondé sur des valeurs et des intérêts communs, y compris la promotion de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme, de la démocratie, de l'Etat de droit et du développement durable. Dans le cadre de l'évaluation d'un plan d'action commun, les deux dirigeants ont également salué les nombreuses avancées dans la coopération entre les deux partenaires. On a ainsi cité l'institutionnalisation d'un dialogue sur les droits de l'homme, la mise en œuvre du programme d'aide au développement, le lancement du programme de soins de santé primaires et la coopération dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation. On a également évoqué la coopération dans le domaine de l'asile et de la traite des êtres humains, la mise en œuvre du programme d'échanges universitaires Erasmus Mundus et les négociations relatives à un accord Euratom-Afrique du Sud.

Bruxelles, 3-4 Octobre 2011 : Sommet UE-Brésil

Le cinquième sommet UE-Brésil a porté tant sur des questions bilatérales, régionales, que globales. Les dirigeants ont ainsi pu discuter, entre d'autres, du changement climatique, de la Conférence des Nations Unies sur Développement Durable « Rio+20 », de la situation financière et économique internationale et des droits de l'homme. Il a également été question d'énergie, des négociations en cours pour un Accord entre l'UE et le Mercosur, d'investissements et de commerce. Enfin, les dirigeants ont aussi échangé de points de vue sur la situation politique en Afrique du Nord et dans le Moyen Orient.

Washington DC, 28 Novembre 2011: Sommet UE - Etats-Unis

A l'invitation du Président Obama, le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy, la Haute représentante de l'UE Catherine Ashton et le Président de la Commission Européenne José Manuel Barroso ont représenté l'Union Européenne au sommet de Washington.

Les discussions ont notamment portées sur l'économie mondiale, sur les relations bilatérales et sur les moyens de promouvoir la croissance et l'emploi. La politique étrangère, en particulier les moyens pour stimuler la démocratie et la prospérité en Afrique du Nord et au Moyen Orient ont également été le sujet des réunions.

Ce sommet fut également l'occasion d'analyser les progrès obtenus en matière de sécurité depuis le dernier sommet à Lisbonne en 2010.

À venir / Upcoming events /und Zukunft.

Munich, 1-2 Decembre: 10ème Réunion de la Table Ronde UE – Chine

Le Comité Economique et Social de l'UE accueillera à Munich la dixième Table ronde entre la société civile chinoise et européenne. Les discussions porteront principalement sur les thèmes de « Développement durable urbain » et de « Population âgée et la Sécurité sociale ».

Bruxelles, 23 -24 Janvier 2012 : Euro Summit

Réunissant les principaux acteurs européens du domaine de la santé, ce sommet aura comme thème principal la réforme des méthodes de paiement dans le but d'améliorer la qualité des soins de santé et d'encourager les investissements durables dans le secteur. Il sera ainsi question du contexte, design et implémentation des dernières innovations technologiques en matière de paiements. Les différents acteurs échangeront également leurs expériences et points de vue sur le développement durable du secteur médical.

9 Bruxelles, Février 2012 : 10ème Conférence européenne annuelle des services financiers – The Financial World Tomorrow – organisé par Assonime, Kreab Anderson et Bank of America Merrill Lynch.

La conférence aura comme but la recherche des moyens pour consolider et stabiliser le secteur bancaire après la crise économique. Il s'agira également de trouver des solutions pour renforcer la position de l'UE sur le marché international. Les débats porteront aussi sur la façon d'adapter les systèmes actuels afin d'accroître les ressources et la souplesse dans le cadre du refinancement ou de la restructuration de la dette. Au cœur des discussions, les thèmes suivants :

Finances: à vapeur intense ou industrie en perte de vitesse?

Repenser la formule de négoce

Les dettes et l'avenir de l'eurozone.

Parmi les intervenants, on peut entre autres compter Michel Barnier (commissaire européen pour le Marché Intérieur et les Services), Jonathan Faull (Directeur général de la DG Marché Intérieur et Services), mais également Sharon Bowles (membre du Parlement européen, Présidente du Comité sur les affaires économiques et monétaires).

Pour compléter votre Agenda européen:

Site internet de Eyes on Europe (à partir de Février):
HYPERLINK «<http://www.eyesoneurope.eu>»

Le calendrier officiel des institutions européennes:
HYPERLINK «<http://europa.eu/eucalendar/>»

Agenda proposé par Euractiv:
HYPERLINK «<http://www.euractiv.com/Agenda>»

Le portail social d'EUagenda.eu pour tous les événements des affaires européennes:
HYPERLINK «<http://www.euagenda.eu>»



Invited Language

- Langue invitée - Gastsprache

لوحتلا نيب : قروثلا دعب ام رصم لوه جمل نم فوخل او يطارق مي دل

Kareem Abdel Monem

"My name is Kareem Abdel Monem. I am an American-Egyptian, who has been living in Cairo for 21 years. I am originally a pharmacist and currently working as a Science and Technology Assistant at the EU Delegation to Egypt. I hold a Masters in Public Policy from the American University in Cairo. A mix of liberalism and conservatism is pretty much my flavor."

يف يرصم لم بعشلا حجن ، ققالخو ةيملس ةروث نم اموي 18 دعب قروث تسكع . ق لظلم داسفلاو رهقلاو عمقلا نم اماع 30 ءانه . «بعشلا ءظلسلا» حلطصل يقي قحلا ينعمل ريان ي 25 يه ريان ي 25 ةروث هنا مالعال لئاسو ريراقت نم ديدعلا تركذ ةيسنرفلا نيتروثلا دعب) ةيرشبلا يف ةروث ربكأ ثلاث . لكراشلا ريهامجل شي ح نم ، (ةيسورلاو .



Jonathan Rashad © 2011

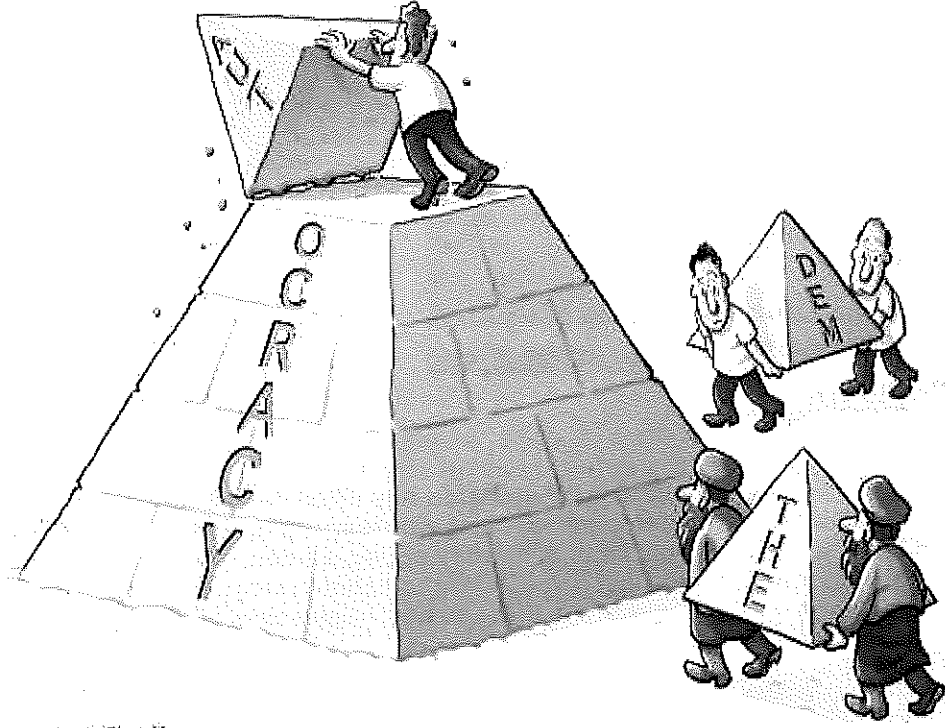
تظلللا هذو يتحو 2011 رياربف 12 ذم نكل و راسملا يلع رشوي امم ، موي لك ءديج تايديحت رصم هجاوت هذو لثمل حض او ببس دجوي ال . يطارق مي دل لاق تنال دحلم يف ارود بعليت لم او تعدد لكاه نكلو ، تايديحت و اشدوا حل تاوقلل يلعال سلجمل ةيسايسلا قربخلا صقن : لثم ، كلذ ؛ تمكاح دعاوق و تايقالخا الب مالعال لئاسو ؛ (SCAF) ءحلسملا دوجو مدعو قباسملا مظنلا لولف لقب نم ءداضملا قروثلا ءدايق نم حوارتت تايديحتلا هذو . تارارقلا ذاتا ءيلمع يف ءيفافشلا ءينيدلا تاروتوتلا و بتاور نيسحت لجا نم تاجاجتالا .

يتلا تاروتوتلا مظعم نع يبرعلا عيبرلا تاروتوت فالتخا رصنع بابشلا داق . ءددم ميعز دجوي ال هنا وه ابوروا قرش يف تمق ، ددم ميعز نود نكل و 2011 ريان ي 25 موي تاجاجتالا يرصملا يوقلا نم ديدعلا ءصرفلا حاتأ امم ، قروثلا راسم ديدحتل يعسلا و اهل قروثلا بسنل اديج اميظنت ءمظنملا ، ءيسايسلا نيملسم ناوخال ءامج يه قوقلا كلت هذو ، ارامث فطقل .

تاباختنا لوال راسملا يلع ءوضلا طيلست يف ءيلهالا لكراشلا رودو ءينيدلا يوقلا لضفت يتلا ، ءي ءامتجال فورظلك نكمي فيك شرقانتس ءلقملا هذو دوقع ذم رصم يف قرح ءيناملرب

: ءيلاربيلللا ءينيدلا يوقلا نيب تناعرصللا يلع امرثا ءي ءامتجال لكاشملا 9 تغلب ءل انبل او يم بعشلا نم % 30 يل او ح ، ءمسن نوي لم 83 دلب يف . يطارق مي دل لاق لوحتلا ءيلمع يف امساح ارود بعليت قريثك ءي ءامتجا لم او ح لكاه دالبل نم % 57 نا ن يه يف ، ءيرضلا قطنملا يف دالبل نم % 43 ربتعتو . ني يوحيسملا نم مه % 10 امنيب ، (ءنسل) نيملسملا نم مه ناكلسملا نم % 90 . لاق تنالا ءعرسو راسم ديدحت يف ايس يئر ارود بعليت تارشؤملا هذو . ءيفيرلا قطنملا يف

(ني يفسلا) ني فرطتملا ني يملسال او (لمسم ناوخال) لءتعمل فرطتملا نيب ، ءدعتملا ءتاجاتاب ، ني يملسال دوعص عم يتاي لوه جمل نم فوخل رووطتت يكل ليبللا اذو نم جي زمل ليبللا فورظلا رفو ، رققلا طخ تحت مهنم % 40 يل او ح ، نوي ام ناكلسملا نم % 30 عم ، ني دللا عم ءسايسلا جزم ليبللا . رودلا اذو لثم بعليت ءمدختسملا لئاسولا نم ءيسايسلا ءيناملربلا تاباختن الل حشرم ديديات و اني عم يسايس ركفل جيو رتلل دجاسملا مادختسا امدختسي يتلا ققيرظلا يلع احض او ارشؤم «قيدانصرلا ءوزغ» حلطصم ربتعتو . سرام يف ترح يتلا ءاتفتستالا جيئاتن وه كلذ يلع يسايسلا . ءسايسلا عم لامعتلا يف ني يفسلا ءيسايسلا ءجمل تناك . دالبل يف ءي لاق تنالا ءل حرملا عم لامعتست يتلا ءيسايسلا ءيروتستلا داوملا يلع قيديصتتل مذج 2011 سرام ءاتفتستا ءلوه ءيبللا غ . ال اولاق % 22 و ، مغب % 78 توصل . «روتسد لول لعفن نا انل يغبن يو «ال» و اديج روتسد دوجو لقب ءيناملربلا تاباختنالا «مغن» . «يملسا روتسدلل مغن» ربتعتي «مغن» نا اهل تجور انال «مغن» : لاق مدص عجو ، ءيفيرلا قطنملا نم تناك «مغن» اولاق ني دللا . يعولالو لوسملا نطووملا لكراشجو ، ءيناملرب تاباختنالا ءارجال ايبلس الماع نوكتست ءيمالا نا نيبت ءشملا هذو



Bennett Chathamanga Times Free Press

هيفاك نيسيل رتيوتو كوبسيفلا شاعمتجم : هينورتكلال ايندملا تفراشملا

بيرجلال يفا ارود تبخل يتح رصم يفا اصوصخ ، يبرعلا عيبرلا حاجن يفا تدهاس يتلا هيسيفيرلا تاودال انم رتيوتو كوبسيفلا تربت عاو
 تفراشملا او ايندملا يعولا يوتسم عفرل هيسو رتيوتو كوبسيفلا حبصا ، فوشلا دعب ، فوشلا قضا انملا او هديوملا شاعملا نيب هينورتكلال
 شاعلمتسا يفا تفراشملا بابشلا انم يفظلا هيبلا غلا ، رصم يفا شدي بيهرم لمع يا املع بست قرفاص هيه رتيوتو شاعمتجم او رصم يفا كوبسيفلا
 هيسايسلا يوقلا فلتتخم راطلا يفا هجان كوبسيفلا يفا يارلا شاعلمتسا تنكفو . هديارا نع ريبعتلل ، كوبسيفلا يفا تروح يتلا ، يارلا
 لوح هيعوشلا تالمح نم تلسلس . صايزلل نيحشرملا نع ، عيباسا 3 دمل ، كوبسيفلا يلع يار شاعلمتسا يراج SCAF نا دح يلا ، كوبسيفلا مديتساب
 كوبسيفلا نا هيه تلاكشمل . «دي هيس دلاخ انلك» لشم ، هيسيفيرلا تظننلا كوبسيفلا شاعمتجم لبق نم اضيا قديازتم هيه هيندملا تفراشملا او تيوصتلا
 رصم يفا شاعمتنلا هيق يوقلا جياشنتلا سركعت ال يتلا ، ادج ريغص (يرصم نويلم 83 لصر انم ، ني يالم 5 يلاوح) رصم يفا رتيوت /
 هيلمعلا مده ناف ، لفلذ عمو . ايندملا شاعمتجملا شاعمتنم اهب هوق يتلا شاعمتجملا لالخن نم هيسيفيرلا قطانملا او يواضلا يفا اضيا عافترا وه ايندملا يعولا
 تلبقمل هيندملا شاعمتنلا يفا رهظي نل هريثاتو ادج ال يوط اتقو قرغتست

هيندملا ماظن لباقم هيسايز ماظن

يفا شاقانم يرحشو هئارزو سرحم نيح يفا يذلا س ييرلا دي يفا تظسلا كيدل شيح ، هيسايز ماظن وه مكاحلا ماظنلا ناف ، لاشملا ليهيس يلع ، اينامور يفا
 هوقلا . هيندملا ي سايز ماظن دمت عيس ناملمربلا ناك اذا ام وه هيقاقتنالا قرتخلل هساح نوكت نا هئاش نم يرخا هيقضيق . نيحشرملا رايخا لوح ناملمربلا
 يتلا او ، هوكح ليكشمتل تظسلا ناملمربلا يفا هيبلا غالا يطعي نا هئاش نم يذلا او ، هيندملا ماظنلا حلاص يفا هيه ، ملسم ناوخالا او ، ضرالا يلع يربفلا
 يفا هيبلا اهب هيقو شاعمتنلا هيسايسلا بازالا تنك اذا ال ، رصم يفا بس انملا نم نوكتي دق هيندملا ماظنلا نا دقت عاو . ناملمربلا اماما هيلوم نوكت فوس
 . ناملمربلا يفا هلسا ملن هئارزو سرحم هيرومجلا س ييرلا لعتشو يققنملا نم نوكتي هيسايزلا ماظنلا نا دقت عاو ، نالا هيقاقتنالا عا يفا . عسوا ددخا اهو
 . هيندملا ماظنلا يفا هيلاملا دراوملا شيح نم ، عقاوا ضرأ يلع او اساملا دق يلع هيسايسلا بازالا تنك اذا

رصم لبق تسم

بعضلنا نا وه عيشملا ديحولا هيشلا ناف ، لفلذ عمو . ليقارغلا نم ددع اهدن هيطارقم يذلا يل رصم لوحنو ، هيسايسلا نيذلا جزمو هيمالا او رقفلا لشم عم
 شيح نم ، هب تندعو ام لعغت مل انماو نييمالسا انم هيبلا غاب عتبهتي ناملمربلا ناك اذا هئا نيح اده . ايموي هيسايسلا يعولا او قربخلا بسنتكي ييرصملا
 لوح هعضاو هلساير قروت ريان 25 ناكو . نيحشرملا هيجولويدي نا رظنلا ضغب ، يرخا قرع عفتت فوس رصمو ، لمعلا صرف قلوخو يفاصتقلا شاعمتنالا
 . هيندملا هيجولويدي ايل سيلو ، «تماركل او هيرحل او زبخل» ، سانلا هديري ام
 ميملا دبع ميرك

La langue invitée de cette édition est l'Arabe (Egypte). Vous pourrez trouver la traduction de cet article sur notre site web,
 à partir de février 2012. www.eyesoneurope.eu



Citizenship

- Citoyenneté - Bürgerschaft

Von spontanem Protest zu europäischer Politik ?

Ludger Kühnhardt: Direktor des Zentrums für Europäische Integrationsforschung (ZEI) und Professor des Instituts für Politische Wissenschaft und Soziologie der Universität Bonn.

«Wutbürger» ist das Wort, das 2010 in Deutschland zum «Wort des Jahres» gekürt wurde. In Deutschland und in aller Welt schlägt das Phänomen der Bürgerbeteiligung große Wellen. Viel diskutiert wird dabei die Frage, ob diese spontanen Proteste zu Bürgerbewegung werden, die sich langfristig auf politischer Ebene implantieren und reellen Einfluss auf aktuelle Fragen nehmen werden. Prof. Dr. Ludger Kühnhardt stellt sich diesem Thema und entwickelt eine These zu den Folgen einer institutionell integrierten Bürgerbewegung für die europäische Integration.



Ein Gespenst geht um in der Welt und das Gespenst heißt Bürgerbeteiligung. Ob in Kairo, Stuttgart oder New York - die Motive für Protest und Aufbruch sind enorm unterschiedlich und doch vereinigt die spontanen Demonstrationen in aller Welt eines: sie haben eine neue Dimension des Engagements von Bürgern in ihren eigenen Angelegenheiten zum Ausdruck gebracht. Sie sind höchst unterschiedlich motiviert und in ihren Zielsetzungen kaum miteinander zu vergleichen. Aber eines ist allen gemeinsam, die den Arabischen Frühling beförderten, die gegen das Modernisierungsprojekt des Stuttgarter Hauptbahnhofs protestierten oder die sich in allen Grosstädten der Welt zum Protest

gegen Finanzmacht und Währungskrisen trafen: Zusammengerufen und zusammengehalten werden sie durch die sozialen Netzwerke, durch das Internet. Man muss nicht mehr lange herum suchen, ob einem dieses oder jenes Programm einer politischen Partei gefällt oder diese oder jene Plattform einer Bürgerinitiative. Der Aufstand der Spontanen ist so spontan und vor allem so rasch wie die Geschwindigkeit von Twitter und Facebook. Dies besagt noch nichts über die langfristige Wirkung der Empörten, weder in Kairo noch in Stuttgart oder in New York. Weltweit hat sich im vergangenen Jahr eine neue Qualität des öffentlichen Engagements gezeigt. Spontan und

rasch, ohne langwierige Ankündigungen und Vorbereitungen, mit Schwung und gewaltigem Medienecho. Unklar ist, ob aus dem öffentlichen Engagement ein politischer Effekt von Dauer wird. Dazu ist es erfolgreich, dass der Referenzpunkt der Spontankultur sich auf einen angemessenen politischen Aktionsraum bezieht. Nach Stand der Dinge kann dies nur die Europäische Union sein.

Vielfach wird argumentiert, dass der aktuelle Bürgerprotest sich gegen die Auswüchse der Globalisierung richtet und daher die Weltgemeinschaft an sich als Adressaten hat. Oder es sei, so heisst es, ein diffuser Protest gegen den Kapitalismus, der bekanntermaßen kein Vaterland hat. Entsprechend wird häufig angenommen, dass die Protestwirkungen gering bleiben, weil sie sich außerhalb und jenseits der politischen Koordinatensysteme und Entscheidungsstrukturen bewegen. So mag es gewesen sein, so muss es aber keineswegs bleiben. Entscheidend ist die Antwort auf die Frage, in welchem Verhältnis der neu entstandene Bürgerprotest zum Projekt der europäischen Einigung steht.

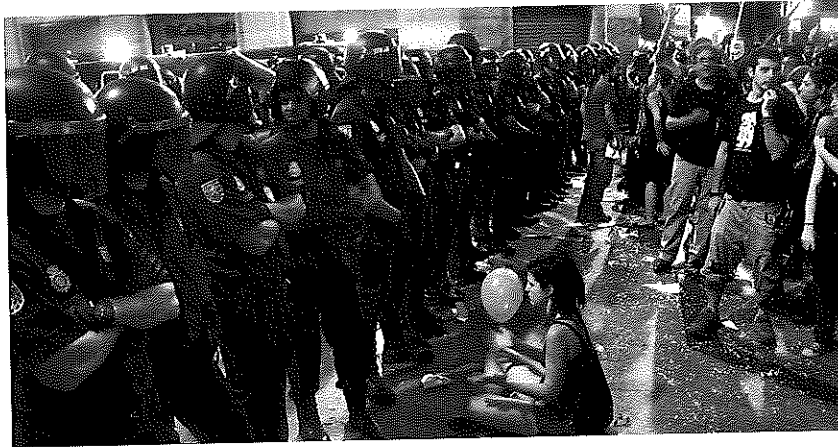
Fast ritualistisch ist von Skeptikern immer wieder ins Feld geführt worden, die EU sei zu bürokratisch und zu unpolitisch, um zu den großen Fragen unserer Zeit eine überzeugende Position abzugeben und Wirkung zu entfalten. Die Schuldenkrise hat es gezeigt: Das Gegenteil ist der Fall. Die EU ist kein Globalisierungsverhinderer, sondern sie ist eine Form der vorweggenommenen



Globalisierung in einer Region. Sie ist ein Regierungs- und Regulierungssystem, das in einer rechtlich verfassten Region das öffentliche Leben immer stärker gestalten kann. Das ist häufig quälend langsam, widersprüchlich und von dem eigenartigen medialen Vorgang begleitet, als seien die nationalen europäischen Regierungen für die guten Nachrichten zuständig, die EU aber für die schlechten. Die Schuldenkrise zeigt, dass das Gegenteil der Fall ist: einzelne nationale Regierungen haben versagt in der Bankenregulierung, in der Haushaltsdisziplin, in der Einhaltung europäischer Normen und Kriterien. So kann die Antwort nur lauten: Die EU benötigt eine vertiefte Integration, um mit den Folgen der innereuropäischen Schuldenkrise und der weltweiten Finanzmarktkrisen zurechtzukommen. In Bezug auf die dringend erforderliche Ausgestaltung einer europäischen Öffentlichkeit stellen sich zwei Perspektiven:

1. Wann und unter welchen Vorzeichen wird sich die spontane Bewegung europäischer Bürger zu einer Initiative mutieren, die ein Volksbegehren wie es nach dem Lissabon Vertrag möglich geworden ist, einleitet? Dazu ist eine Anzahl von 1 Million Unterschriften erforderlich, wodurch die Europäische Kommission sich gezwungen sähe, einen politischen Prozess der Befassung mit der eingeforderten Materie und mithin ein Gesetzgebungsverfahren, z.B. zu einem Aspekt der Finanzmarktregulierung, einzuleiten. Das Bürgerbegehren präjudiziert kein Ergebnis, denn dieses kann nur die Folge von Aushandlungsprozessen in den dafür legitimierten europäischen Organen sein. Aber ein europäisches Volksbegehren würde einen politischen Prozess einleiten, der sonst möglicherweise lange auf sich warten lassen würde.

2. Wann und unter welchen Vorzeichen wäre es denkbar, dass sich aus den spontanen Bürgerbewegungen der letzten Zeit eine europäische politische Partei herausbildet, die mit einer gemeinsamen Plattform bei den nächsten Wahlen zum Europäischen Parlament 2014 antritt? Schon während



des Wahlkampfes zum Europäischen Parlament 2009 hat es Bemühungen gegeben, einen pro-europäischen, Internet-gestützten Wahlkampf zu initiieren - mit noch schwachem Effekt. 2014 könnte dies anders werden, wenn die Möglichkeiten der sozialen Netzwerke effektiv genutzt werden.

Bürgerbeteiligung geht heute schneller denn je zu organisieren. Sie kann aber ebenso schnell wieder verpuffen, wenn sie sich nicht auf den Marsch in und durch die Institutionen einlässt. Dies haben Generationen von Bürgerbewegten immer wieder erfahren. Es ist heute nicht anders. Neu und anders aber ist die Tatsache, dass weder eine anonyme, abstrakte Weltgemeinschaft noch der zu eng und erstarrt gewordene Rahmen des Nationalstaates Referenzpunkt für die angemessene politische Befassung mit den wichtigsten politischen Materien der Gegenwart sein kann. Mit der Europäischen Union besteht ein spezifischer Raum des supranationalen Aushandlungsprozesses. Ihn zu gestalten ist Sache der Unionsbürger. Gewöhnlich entsteht Engagement nicht aus purer Langeweile und unter den Bedingungen einer entspannten Betrachtung der Dinge. Unmut und Druck sind stets Motoren von Aufbruch und Veränderung gewesen. Dieses im Rahmen der Europäischen Union zu initiieren, könnte, sollte und müsste die eigentlich bleibende historische Innovation sein, die sich aus der Spontانبürgerbewegung dieser Zeit

entfaltet. Der Sache nach kann es so sein, den Möglichkeiten nach ebenso. Bleibt allein die Frage, ob und wie die Empörten von heute zu Europäern von morgen werden.

In den vergangenen Jahren und Jahrzehnten wurde die EU als Europa der Institutionen gebaut. Gleichzeitig ist die EU eine Union ihrer Bürger. Die Kluft zwischen beiden - den Institutionen und den Bürgern - ist auch deshalb so groß, weil die intermediäre Ebene im bisherigen Europa kaum vorgekommen ist: die europäische Gesellschaft, die die Bürger zusammenführen kann und auf die Entscheidungsprozesse der Institutionen hin bezieht. Gesellschaften werden in der EU noch immer national definiert und wahrgenommen. Dies ist ein großes, nicht länger akzeptables Defizit. Denn die großen Fragen, die sich in verschiedener Form eine öffentliche Bahn gebrochen haben, sind Ausdruck einer gemeinsamen europäischen Gesellschaftssituation. Es kommt allein darauf an, einen neuen Gesellschaftsvertrag zwischen Unionsbürgern und der Ordnung der EU voranzubringen. Wo immer dies gelingt, wird der Protest, der so unterschiedliche Ursprünge und Ausdrucksformen hat, in aller gebotenen pluralistischen Vielfalt der Standpunkte und der Ziele zu einem neuen europäischen Aufbruch beitragen können. In diesem Sinne könnte 2011 doch noch als ein europäisches Jahr enden.



Le sentiment européen est-il le grand perdant de la crise ? Interview d'Isabelle Durand sur la citoyenneté européenne.

Isabelle Durand interviewée par Maxime Behar

En pleine crise économique et politique, Isabelle Durant, Eurodéputée Ecolo et Vice présidente du Parlement européen, revient sur la place des citoyens dans la vie politique de l'Union. Le travail d'Isabelle Durant vise à modifier le rapport qu'entretiennent les élus avec les quatre cent cinquante millions de citoyens européens. Elle prône notamment un retour à la méthode communautaire afin de rapprocher les peuples des décisions européennes.



Le système représentatif supranational européen ne permet pas aujourd'hui d'intégrer les citoyens dans un ensemble commun valorisé; les discours des principaux dirigeants des institutions européennes ne sont que peu relayés par les médias qui donnent une grande place aux positions des gouvernements nationaux. Comment expliquez-vous cette situation ?

Dans le cadre de la démocratie représentative européenne, le premier grand défaut porte sur le caractère national de l'élection des députés européens. Chacun élit ses députés européens sur une base strictement nationale, sans circonscription européenne, ce qui est un grand handicap lorsqu'il faut créer de la cohérence et de la trans-nationalité.

Le second défaut est la non-élection du président de la Commission et le fait que la Commission soit choisie par les parlements nationaux, ce qui n'est pas illégitime puisque les gouvernements nationaux sont élus, mais ça reste un

problème de fait. Concernant le Président de la Commission, il est choisi par ses pairs et le Parlement donne un avis mais celui-ci n'est pas déterminant. Je pense donc qu'il y a des défauts dans l'organisation de la démocratie représentative européenne.

Qu'apporterait un système électoral basé sur des circonscriptions transnationales et comment pourrait-il se formaliser ?

Je pense que si les citoyens avaient deux bulletins de vote, un pour élire un député d'origine nationale et un européen, ça les obligerait à s'intéresser à qui sont ces personnes qui se présentent en tant qu'eurodéputé, pour les représenter.

Prenons par exemple les libéraux : ils mettraient certainement comme candidat à caractère européen, Guy Verhofstadt. Ça voudrait dire que des citoyens finlandais par exemple, assisteraient à des débats où participe un candidat qu'ils n'ont pas l'habitude de voir et d'entendre sur des sujets qui les

concernent directement. Cela amènerait donc des débats européens vus par le prisme national.

Pensez-vous que la création de circonscriptions européennes peut dès lors combler les déficiences du sentiment d'appartenance à l'Union européenne chez les citoyens ?

La création de circonscriptions européennes, au même titre qu'une élection d'un président de la Commission dans le cadre d'une union plus fédérale, ne suffirait pas non plus à développer à mon sens la citoyenneté européenne. L'abstention aux élections nationales comme européennes montre combien la Démocratie est en crise, ce qu'illustre également la crise financière concernant la perte de confiance dans l'action du politique.

À côté du simple fait de l'amélioration de la démocratie représentative, il y a d'autres éléments qu'il faut travailler, qui viseraient à un rapprochement des européens entre eux, autant qu'avec leurs élus.

Mais aujourd'hui, les élus européens et le Parlement n'ont que très peu de visibilité, notamment lorsque le Conseil européen se réunit... Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas normal que le Conseil européen, sur les affaires européennes ait autant de poids au point d'occulter l'action du Parlement. Ce n'était pas dans la logique des pères fondateurs. Il y a toujours eu un chevauchement entre l'inter-gouvernementalisme et la méthode communautaire, mais aujourd'hui on a atteint un paroxysme de poids du Conseil européen, parce que la Commission est trop molle pour s'imposer, parce que le Parlement fait usage de ses nouvelles compétences mais peine par exemple à convoquer les acteurs européens avant les sommets. On a une dérive inter-gou-



vernementaliste énorme et même plus grave, ça en devient presque national, lorsque Mme Merkel va demander l'approbation de son Parlement. Est-ce normal qu'un parlement national décide de l'avenir de 450 millions de citoyens ? Il faut que l'on se serve de ce qui se passe aujourd'hui pour dénoncer les conseils à répétition super médiatisés accouchant de petites souris et instaurer plus de méthode communautaire.

Est-ce le moment, en temps de crise économique, sociale et politique de changer de méthode, ce qui passerait sans doute par une modification des traités ?

Non, ce n'est pas pour demain matin, mais je pense qu'il faut lancer un processus, il faut commencer à le dire, à informer, à faire entendre qu'il y a des choses à modifier ! La crise économique est un événement qui montre que tout le monde a compris qu'il faut en faire plus, et le Conseil n'aboutit à aucune décision forte.

Il y a d'autres réformes qui pourraient passer par des modifications des traités, à la fois en termes de transfert de compétences, de globalité de décision, sur les questions de majorité, sur la fiscalité notamment... Il faudra revenir sur tout ce que l'on a laissé en rade avec Lisbonne !

Justement, sur la question de transfert de compétences, les divers partis nationalistes européens basent une majeure partie de leur explication de la crise économique sur le fait d'avoir laissé ces prérogatives là à l'Europe. Quelle est votre position vis-à-vis de cet argument ?

C'est un discours mensonger ! Lorsqu'ils disent « on a laissé l'Europe faire ça ? », ils n'expliquent pas qui se trouve derrière ce « on ». L'Europe ne s'est pas faite toute seule, il y a eu de vraies décisions qui ont été prises. Eux se servent de l'Europe pour peser en tant qu'opposition pour leur projet national mais la décision européenne, qu'on l'aime ou pas, n'est pas illégitime et n'a pas

été imposée par des technocrates européens universalistes contre de gentils nationalistes. Ils jouent leur rôle d'opposition mais il leur faudra démontrer que l'horizon national permettra un développement économique ou une politique étrangère.

Cependant, cette situation s'explique parce que l'UE et ses institutions apparaissent véritablement comme détachées de la vie quotidienne des citoyens.

Ce n'est pas que l'UE est détachée de la vie des citoyens, c'est que l'on cultive depuis 15 ans cette vision là : les bonnes décisions sont nationales, les mauvaises sont européennes. La démocratie européenne a été présentée comme étant mauvaise et éloignée des citoyens, alors qu'il n'y a pas un dossier qui n'ait pas un ancrage européen.

Comment est-ce possible de changer ce double discours des politiques ?

C'est vraiment un énorme travail, qui doit partir des parlements nationaux. Il reste énormément de choses à faire, timidement on commence, parce que les parlements nationaux doivent comprendre là où ils peuvent intervenir et s'imposer, mais certainement pas s'opposer sur le principe. Il faut d'une part une intégration permanente de l'UE dans les parlements nationaux pour que le débat européen entre dans ces parlements et en retour, une présence de ces parlements au Parlement européen. D'autre part, il faut faire ce chemin permanent plutôt que d'avoir une bulle autour des quartiers européens ainsi que des bulles nationales avec une grande imperméabilité. Nous devons donc faire ce que font les chefs d'États à la différence qu'eux rendent les comptes qu'ils veulent à leur parlement et leurs citoyens.

Comment cela peut-il se réaliser ?

Il y a une partie constitutionnelle et une partie méthode de travail. Il faut inviter les parlements nationaux ou les

présidents de ces derniers à Bruxelles. Il faut par exemple inviter les présidents des commissions des finances des parlements nationaux, afin qu'ils travaillent en concertation avec des commissaires européens sur ces questions précises.

Cela n'a pas pour caractéristique de rapprocher les peuples...

Si les parlementaires nationaux commencent à comprendre ce fonctionnement, qu'ils y adhèrent, alors les parlements nationaux commenceront à s'impliquer sur ces questions et à changer petit à petit leur vision des rapports avec l'UE.

Il faut aussi faire du lobbying dans l'autre sens pour changer la diffusion qui ne se fait pas. Il y a une perception qui change et une idée qu'il faut construire l'Europe ensemble. Il faut que les parlementaires nationaux prennent l'habitude de venir ici. Si un député d'un petit pays européen vient à Bruxelles, qu'il est écouté, qu'il peut exposer son point de vue, il rentrera avec une image totalement différente du fonctionnement institutionnel de l'UE. Cela poussera le débat européen dans les parlements nationaux et si c'est le cas alors la pression médiatique sera complètement différente.

Ceci dit, ça ne suffira pas, parce que le citoyen ne tient pas forcément compte de son parlement national. Il y a un travail de participation citoyenne à développer, qui est plus difficile à développer qu'au niveau national du fait du caractère transnational mais pas parce que les questions européennes sont plus complexes.

En 2001, la commission européenne parlait déjà du principe d'espace public européen, en le définissant comme un « espace transnational dans lequel les citoyens de divers pays peuvent débattre de ce qu'ils considèrent comme les défis majeurs de l'Union. Les décideurs politiques pourraient(...) [savoir] quels projets européens suscitent l'adhésion de la population ». Quel rôle cet espace public



peut-il jouer et comment l'organiser ?

L'espace public européen est très important. Toutes sortes d'instruments sont à notre disposition et on doit les multiplier. Il faut partir des émotions, notamment par l'art, le cinéma en présentant des œuvres de pays européens. (...)

Il y a une boîte à outils considérable pour développer de la citoyenneté transnationale. Des petits projets comme euranef.com, c'est déjà quelque chose ! L'Europe se vit sur le terrain. Elle doit vibrer dans les médias à l'image d'Arte, dans la culture, dans les réseaux sociaux, dans tout ce qui touche les gens, et pas seulement sur les normes européennes sur les sièges pour enfants dans les voitures !

Le but est donc d'établir non pas un rapport vertical entre le citoyen et l'Europe, mais bien un rapport circulaire, permettant à chacun de communiquer et d'enrichir cette culture commune.

Durant la primaire du Parti Socialiste français, François Hollande a prôné la création d'un « noyau européen restreint et fort ». Si l'histoire a pu justifier cet axe, est-il toujours d'actualité ?

Je pense que ce couple à son histoire mais qu'aujourd'hui de plus en plus de chefs d'État sont exaspérés que tout tourne autour de ce duo, d'autant plus que Monsieur Sarkozy et Madame Merkel jouent aussi pour leur propre pays ; cela devient très irritant.

Les élargissements successifs de l'UE ne permettent plus d'exclure certains pays des décisions politiques, et le risque est qu'ils ne s'organisent qu'entre eux pour peser sur ces décisions.

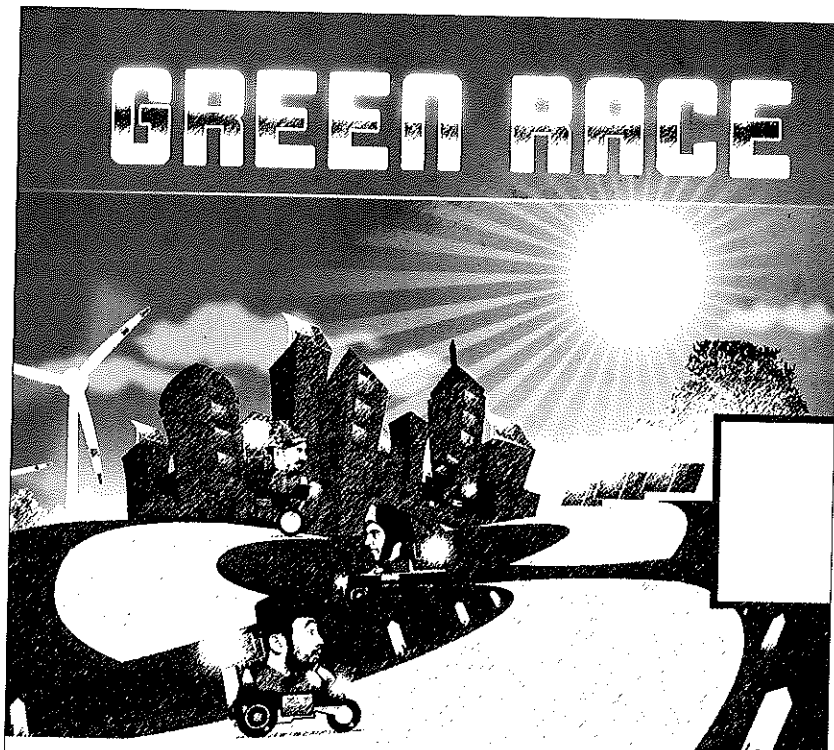
Ce sujet peut être l'enjeu d'un nouveau traité, pour créer une concertation européenne et instituer une égalité dans l'UE, afin de donner de l'importance à tous les pays de l'UE.

Il faut faire le pari de l'intelligence des gens, ne pas nourrir les nationalismes en faisant preuve d'une ouverture d'esprit

et travailler à des instruments qui jouent sur cette intelligence de compréhension et pas uniquement par un langage technocratique - même s'il est inévitable - mais par un langage portant sur la compréhension des enjeux. Cela reste la partie noble de la politique.

Isabelle Durand interviewée par Maxime Behar

Eurodéputée Ecolo et Vice présidente du Parlement européen. Elle est également un Représentant élu de la commune de Schaerbeek à Bruxelles.



www.the-green-race.com

Which countries are on course to win the green race?

A fun, informative and interactive tool showing which countries have already taken the lead in renewable energies.

Bet on your favourite country and leave your message for Durban !



The Greens | European Free Alliance
in the European Parliament



Stop climate change.
Play your part.

www.greens-efa.eu | www.stopclimatechange.net



Une Europe politique mais Primaire

Mathieu Camescasse – Étudiant en Master à la London School of Economics
Louis Lepoufle – Étudiant en Master à l'Institut Européen de l'Université de Genève

Les 9 et 16 octobre 2011 a eu lieu une première dans l'histoire de la politique française : un parti de gouvernement a organisé des primaires ouvertes à tous les citoyens afin de désigner le candidat qui portera les couleurs de ce parti pour la présidentielle de 2012. De telles primaires existent déjà dans certains pays européens. Similaires aux primaires américaine mais différentes dans leurs caractéristiques, les primaires citoyennes du Parti Socialiste français vont-elles avoir une influence sur la démocratie à l'échelle des partis politiques européens ? Un tel acte politique peut-il encourager, à l'échelle de l'Union, la participation des citoyens à la politique ?

La primaire en France est un phénomène politique anormal, les partis politiques français n'en n'ont jamais connu avant celle du Parti Socialiste en 2007. En effet, le Premier Secrétaire, élu parmi les militants lors de congrès, était le leader naturel et devenait le candidat pour le poste de Président ou de Premier ministre en cas de victoire au scrutin législatif. La primaire de l'Union pour un Mouvement Populaire n'a jamais eu les caractéristiques d'une primaire du fait de l'unique choix à la disposition des votants mais ressemblait plus à un plébiscite pour le lancement d'une campagne électorale. Cependant, il est important de remarquer que cette méthode de nomination n'est pas utilisée partout en Europe. Dans un même pays, différentes méthodes coexistent, mais diffèrent selon les partis. En effet au Danemark, en Irlande ou aux Pays-Bas, le leader du parti peut être aussi bien élu par le seul groupe parlementaire que par certains partis.

Les primaires de 2007 ont, de plus, été un échec au sein du Parti Socialiste français. Malgré une première vision positive de la victoire d'une candidate sans faction, cette dernière caractéristique a entraîné sa perte. Uniquement dotée de son organisation Désirs d'avenir, Ségolène Royal n'a pas pu se servir de la structure partisane déjà existante. La campagne a été ainsi désorganisée et souvent en contrepied des positions du parti qu'elle représentait (Gaffney, 2010, p. 188). Pour éviter un nouvel échec et conçues et inspirées très clairement des primaires américaine et italienne, les primaires citoyennes du Parti Socialiste français ont vu le jour

sous la houlette de la fondation Terra Nova qui présente un premier rapport dès août 2008. Arnaud Montebourg fut chargé de porter le projet au sein du Parti Socialiste. Ouvertes à l'ensemble des citoyens français inscrits sur les listes électorales, elles se présentaient dès lors comme publiques.

Arguant le principe de transparence avant tout mais – on s'en doute – guidé également par le coût financier de cet événement, le vote était possible uniquement à l'urne. Oublié donc le vote par procuration ou par correspondance, à l'exception des français résidant à l'étranger qui avaient la possibilité de glisser leur bulletin dans une enveloppe à destination de Rue de Solferino en s'y étant préinscrit. Oublié aussi le vote électronique, véritable élément de démocratisation et utilisé dans différents pays ou régions en Europe, à l'exemple de certains cantons suisses ou dans les onze circonscriptions des français de l'étranger. Désigner le candidat lors de ces primaires se voulait donc être démocratique jusqu'à un certain point : l'ensemble des citoyens étant potentiellement concerné mais les modalités d'accès relativement limitées. S'inspirant du modèle développé outre-Atlantique, les débats étaient pourtant relativement différents dans leurs structures comme l'affirme James Traub (2011) : « The debate, in format, resembled the American version, circa 1980 or so ». Des primaires old school synonyme de démocratie old school ? On pourrait le penser si on respecte à la lettre les propositions faites par Michel Balinski et Rida Laraki, tous deux économistes, reprenant un vieux débat de sciences politiques sur le scrutin

majoritaire en opposition au jugement majoritaire. Alors que l'exercice démocratique voulu par le Parti Socialiste français se basait sur un scrutin uninominal majoritaire à deux tours – sur le modèle de l'élection présidentielle française où seuls les deux premiers candidats passent au second tour en cas d'absence de majorité absolue au premier tour –, les deux scientifiques souhaitaient mettre en œuvre un scrutin qui « donne à l'électeur la possibilité de pleinement exprimer ses opinions. Au lieu de nommer un seul candidat, le [jugement majoritaire] lui demande d'évaluer les mérites de chacun des candidats dans une échelle de mentions : Excellent, Très bien, Bien, Assez bien, Passable, Insuffisant, à Rejeter » (Balinski & Laraki, 2011). Cette méthode permet, d'après les auteurs susmentionnés, de réduire le taux d'abstention ainsi que de donner une appréciation plus fine de chaque candidat et candidate. Dès lors, il permet de renforcer l'aspect démocratique de l'élection. Pourtant, combien d'électeurs opèrent leur décision de vote en analysant et en comparant le programme de chaque candidat ? Combien d'électeurs suivent la campagne de l'ensemble des candidats ? Noter chaque candidat sera alors très aléatoire et ne renforcera pas l'engagement des français, traduisant davantage une pensée vague plutôt qu'un choix basé sur la valeur politique des candidats. Toutefois, l'un des principaux problèmes des primaires ouvertes est le risque d'un détachement idéologique entre le candidat élu et le groupe parlementaire et/ou l'appareil politique du parti. En effet, dans des systèmes politiques où le groupe par-



lementaire ou le parti jouent un rôle important comme au Royaume-Uni, de trop fortes divergences suscitent un manque de confiance comme cela a été le cas après l'élection de Michael Howard en tant que chef du Parti Conservateur britannique en 2003 (Gallagher, et al., 2011, pp. 340-341). Le choix du candidat présidentiable par les citoyens ou les membres d'un parti politique peut diverger pour de multiples raisons. Les enjeux ultérieurs pour gouverner ne sont pas perçus avec la même importance et l'appareil d'un parti peut mettre en avant une candidature soit modérée soit radicale, en vue d'une éventuelle coalition ou partenariat avec un parti tiers ; elle peut même choisir de se repositionner dans l'échiquier politique pour s'allier par exemple les électeurs médians.

À l'échelle européenne, le constat est clair sur le manque d'influence des partis politiques européens, tout du moins sur leur faiblesse et leur manque d'autonomie. L'extension des primaires telles qu'elles ont été organisées en France et dans d'autres pays d'Europe à l'échelle des partis politiques européens pourrait réengager les partis politiques européens dans un processus démocratique plus proche du citoyen. Le chemin est long. En prenant l'exemple de la France, seulement 9% des français ont confiance dans les partis politiques (Représentation de la Commission européenne en France, 2009) et rappelons-le, seulement 1,8% des français adhèrent à un parti politique (Gallagher, et al., 2011, p. 331). Malgré l'existence de divergences assez importantes sur ce point avec les citoyens de pays européens plus confiants en ces organisations intermédiaires (50% des danois et 41% des luxembourgeois), les citoyens européens sont majoritaires non confiants envers les partis politiques (16%). (European Commission Representation in the United Kingdom, 2009) Toutefois, un tel acte politique pourrait par exemple avoir lieu avant les prochaines élections européennes. Le vote des citoyens européens proche de certains partis politiques permettrait de désigner des listes

transnationales – comme c'est désormais possible – et de renforcer l'aspect public de ces candidats mais aussi plus largement de ces élections. Le citoyen pourrait également y voir une certaine transparence. Aussi, une participation, même relativement faible, permettrait une autonomie d'action du parti politique européen concerné envers les partis politiques nationaux dont il est issu. La question de la confiance envers les partis politiques ne pourrait-elle pas connaître un développement positif avec une évolution de ce type au niveau européen ?

La question essentielle est, ainsi, de savoir si ces primaires seront suffisantes pour redonner confiance aux citoyens face à la professionnalisation du personnel politique et au détachement de la base militante, ainsi qu'à la dépolitisation par le transfert de prérogatives à l'Union européenne et le manque d'identification pour cette même Europe. (Katz & Mair, 1995, 2009). Cette déconnexion des partis politiques et de la société civile est dorénavant le principal challenge de l'évolution des primaires au niveau européen. De nombreux partis européens mettent en avant leur volonté d'élire le Président de la Commission européenne au suffrage universel (la CDU en novembre 2011 notamment). Le choix d'une primaire pourrait ainsi être le premier véritable suffrage transnational – l'élection du Parlement européen se faisant toujours sur le principe de lois électorales nationales – et viendrait alors prendre appui sur une évolution du Traité de Lisbonne, initiative citoyenne européenne qui entrera en vigueur en 2012.

BALINSKI, Michel & LARAKI, Rida (2011), *Rendre les élections aux électeurs : le jugement majoritaire*, Terra Nova, 21 avril 2011.

EUROPEAN COMMISSION REPRESENTATION IN THE UNITED KINGDOM (2009), *Eurobarometer 72: Public Opinion in the European Union - National Report: United Kingdom*, London: European Commission.

GAFFNEY, John (2010), *Political Leadership in France: From Charles de Gaulle to Nicolas Sarkozy*, Basingstoke: Palgrave MacMillan.

GALLAGHER, Michael, LAVER, Michael & MAIR, Peter (2011), *Representing Government in Modern Europe*, 5th ed, Maidenhead: McGraw-Hill. KATZ, Richard & MAIR, Peter (1995), *Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party*, *Party Politics*, 1(1), pp. 5-28.

KATZ, Richard & MAIR, Peter (2009), *The Cartel Party Thesis: A Restatement*, *Perspectives on Politics*, 7(4), pp. 753-766.

REPRÉSENTATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EN FRANCE (2009), *Eurobaromètre 72 : L'opinion publique dans l'Union européenne - Rapport national : France*, Paris: Commission européenne.

TRAUB, James (2011), *That Seventies Show*, *Foreign Policy*, September 30, 2011



Eurodyssee – Führt der Weg nach Europa über seine Regionen?

Kevin Kazimirek – studiert International Beziehungen an der Universität Bremen.

Mehr denn je steht Europa im Mittelpunkt aktueller Debatten. Indessen sieht sich die EU immer lauter werdenden Rufen nach mehr demokratischen Strukturen und Reformen ausgesetzt, um ihrem Anspruch als legitime Vertreterin europäischer Interessen vollends gerecht zu werden. Mit einem Stipendium der «Schwarzopf-Stiftung – Junges Europa» begab sich der Autor im Sommer 2011 auf eine mehrwöchige Studienreise, die ihm Einblicke über verschiedene Regionalisierungsprozesse in Europa, und die Blickweisen der Menschen auf die EU eröffnete. Der vorliegende Artikel zeigt einen Ausschnitt aus der Veröffentlichung «Eurodyssee».

Hintergrund

Europa wächst mit fortschreitender Geschwindigkeit zusammen und blickt dabei auf eine gemeinsame Vergangenheit zurück. Nirgends ist dabei das Zusammenkommen verschiedener Nationen, Kulturen und Mentalitäten gewöhnlicher als in Landesteilen, die in unmittelbarer Nähe zum Nachbarland liegen. Noch enger ist dabei die Verbindung in jenen Teilen, die im Sinne einer nationalen Zuordnung auf eine geteilte Vergangenheit zurückblicken wie dies z.B. bei den ehemals zu Deutschland gehörenden Gebieten Elsass-Lothringens in Frankreich, oder Schlesiens in Polen der Fall ist.

In jenen Gebieten stößt man häufig auf eine Mischung aus beiden Kulturen; eine Mischung, die dabei sowohl Charakterzüge der einen, wie auch der anderen Nation widerspiegelt und deren Landeskinder in Bezug auf eine nationale Identität schon immer gewisse „Sonderrolle“ einnahmen. So wird, um an gegebenen Beispielen zu bleiben, in Frankreich von den „Elsässern“ als eine spezifische Charakteristika aufweisende Bevölkerungsgruppe gesprochen, genauso wie seit jeher die Bewohner Schlesiens einen Sonderfall in Polen bilden.

In jenen Landesteilen blicken dabei die Einwohner oftmals auf Wurzeln beider Nationen zurück. Vor dem Hintergrund einer ehemals deutschen Vergangenheit sind diese Gebiete auch heute noch überaus kostbare Schauplätze, um mehr über die Beziehungen jener Nachbarländer zueinander zu erfahren sowie über die Sichtweisen, die die „eine Seite von der Grenze“, über die andere hat.

Nicht ausschließlich auf bilateraler Ebene birgt dabei ein solcher Blickwinkel interessante Fragestellungen: in gleicher Hinsicht interessiert die Thematik, ob solch historisch multikulturell geprägten Gebiete als Bindeglieder für den weiteren europäischen Einigungsprozess dienlich sein und als Vorreitermodell für ein besseres interkulturelles Verständnis agieren können.

Gerade in Zeiten eines scheinbar in Altern gekommenen und hinkenden Integrationsprozesses gewinnt die Frage nach möglichen Revitalisierungsmaßnahmen für die europäische Idee eine immer höhere Bedeutung.

Dem von vielen Seiten bemängelte wenig demokratische, und oftmals elitäre Anstrich eines scheinbar für eine exklusive Personengruppe bestimmten europäischen Zugprojektes, welches das Gros der Europäer als Zuschauer eines ihnen entgehenden Prozesses degradiert und vornehmlich in der Holzklasse Platz nehmen lässt, ist bisher in nur begrenzter Form institutionell entgegen gewirkt worden.

Die europäische Gesellschaft ist mittlerweile jedoch eine andere als die der 50er Jahre. Insbesondere seit den letzten zwei Jahrzehnten und den ganz Europa durchschüttelnden Ereignissen der Jahre 1989 und 1990 sind die meisten Europäer in punkto Mitwirkungsrechte und Transparenz der ihnen scheinbar nur vorgelegten europäischen Entscheidungen deutlich aufmerksamer und einfordernder geworden.

Ein Europa „von oben“ reicht den meisten Europäern nicht mehr, was die verbreitete Europaskepsis in vielen

Ländern mitunter zu erklären vermag.

Umso mehr sollte und muss das zukünftige Augenmerk für den erfolgreichen Fortgang der europäischen Erfolgsgeschichte auf einer forcierten Beteiligung der Bevölkerung liegen, damit sie nicht mehr das Gefühl hat ausschließlich passiver Fahrgast dritter Klasse zu sein, sondern selbst agierender Akteur sein zu können.

Mehr Selbstbeteiligung als Lösung für ein besseres Europa? So einfach wird und kann es wohl nicht sein. Prinzipiell ist allerdings die Hypothese zu überprüfen, ob ein verstärktes Mitspracherecht der einzelnen Regionen einem voranschreitenden Einigungsprozess auf europäischer Ebene förderlich sein kann. Anders herum gefragt, ob zu viel Nationalstaat dem europäischen Projekt im Wege steht.

Diese generelle Frage fällt zeitlich mit anscheinend in ganz Europa sich verstärkenden Autonomie- oder zumindest Regionalismusbewegungen zusammen, bei welchen verstärkt Wert auf lokale Eigenheiten gelegt und bewusst die Abgrenzung zu anderen Regionen gesucht wird. Ob man nun von den langjährigen Bestrebungen Kataloniens, des Baskenlandes sowie den sich im ethnischen Sinne auf ihren kleinsten gemeinsamen Nenner reduzierenden Balkanstaaten reden mag, oder den teilweise bestehenden noch relativ jungen Bestrebungen nach mehr Föderalismus und Autonomie in z.B. Teilen Polens: diese in großen Teilen Europas zu verzeichnenden Bestrebungen, als aber auch die immer größere Kodifizierung und Beachtung von Minderheitenrechten und kulturellen Eigenheiten in Europa konstatieren letztendlich



eine unter Umständen mögliche Marschrichtung. Ein Europa der Regionen.

Ein Europa also, das loslässt von seinen im 18. und 19. Jahrhundert errungenen Nationalgefühlen, hin zu dem Bewusstsein Europäer oder Bewohner einer bestimmten Region mehr noch als Bürger einer einzigen Nation zu sein?

Wo könnte man dieses Phänomen, wenn es denn existieren möge, besser untersuchen als in Gebieten, die seit Jahrhunderten von den Grenzverschiebungen politischer Akteure betroffen wurden? Wo, wenn nicht in Gebieten, in denen in relativ kontinuierlichen Abständen Pässe wie Spielkarten neu gemischt und verteilt wurden, und in welchen sich zwangsläufig eine Art Zwischenreiterrolle entwickeln musste, mit einer Fähigkeit sich schnell und flexibel an sich verändernde Ausgangssituationen und politische Akteure anzupassen?

In varietate concordia

Gerade in heutigen Zeiten ist immer häufiger die Rede von Toleranz, Pluralität, Offenheit und Gleichheit als Prinzipien einer demokratischen Gesellschaft. Gerade in einer sich scheinbar immer weiter kulturell diversifizierenden Umgebung scheinen diese Kriterien ausschlaggebend für die Harmonie innerhalb einer Gesellschaft zu sein.

Sind also, in größerer Perspektive, genau diese Kriterien der Schlüssel zum Erfolg für ein sich weiter entwickelndes Europa, das weniger Augenmerk auf nationale Interessen und Eigenheiten, als auf das Bewusstsein einer unterschiedlichen, dennoch gemeinsamen Vergangenheit legt? Führt der Weg in ein vollendetes, tolerantes und sich respektierendes Europa über ein verschärftes Bewusstsein für Unterschiede und damit einhergehend über eine Akzeptanz von Diversität verschiedener Regionen (ohne jedoch Homogenisierung anzustreben) im eigenen Lande?

In varietate concordia – In Vielfalt

geint. Der Wahlspruch der Europäischen Union scheint dies zu suggerieren. Gemeint kann dabei sicherlich nicht sein, die eigene Kultur in der Abstammung zu deponieren und nationale Besonderheiten für eine sich „neu entwickelnde Kultur“ hinten zu stellen. Denn genau in dieser Vielfalt liegt die Stärke Europas, trotz scheinbar immer wieder (und verstärkt insbesondere seit Auftreten der in Europa herrschenden Finanzkrisen) aufkehrender Differenzen auf europäischer Ebene, die mitunter auch den zu großen kulturellen Unterschieden zugeschrieben werden. Die große Interessen-, Mentalitäts- und Kulturvielfalt ist aber nicht Problem, sondern lediglich Herausforderung auf dem weiteren Weg zu einer europäischen Einheit.

Schlussfolgernd ist festhalten, dass die Vielfalt und die Betonung regionaler kultureller Besonderheiten nicht als Gefahr, sondern als Chance und Beitrag in Europa betrachtet werden kann, wenn nicht gar muss. Die in diesem Kontext immer wieder aufgeworfene Problematik der Zersplitterung eines Staates (die bei einer großen Diversität und der hieraus resultierenden größeren Autonomiebestrebungen entstehen kann) zeugt letztendlich nur von einem zu stark zentralisierten Staatsapparat, der regionalen Bedürfnissen nur unzureichend Beachtung schenkt.

Am Ende der Demokratieketten steht der Bürger. Oder doch eher am Anfang? Wenn dem so sei, und Demokratie dem Bürger dienen soll, dann macht es Sinn das auf europäischer Ebene geltende Subsidiaritätsprinzip generelle Wirkung auf allen Ebenen zu verleihen. Unschwer verständlich ist nämlich die Erkenntnis, dass je näher ein Verwaltungsapparat dem Volke steht, desto besser die Kommunikation und authentische Repräsentativität der Interessen ablaufen kann.

Warum also dann nicht den Regionen diese größere Verantwortung zuteile werden lassen, wenn die Bewegung aus dem Volke kommt?

Ob eine solch stärkere Betonung und intensivere Identifizierung mit der eigenen Region im Tausch für ein weniger stark betontes nationales Bewusstsein dem europäischen Gedanke nun letztendlich förderlich sein würde, kann hier indessen zwar nicht bestätigt werden, aber durchaus vermutet werden.

Zwar ist es unbestreitbar, dass eine solche Neuauffassung schwerlich nur durch eine politische Umstrukturierung erreicht werden kann; eine solche kann jedoch durchaus dadurch initiiert werden, dass man den einzelnen Regionen eine stärkere Stimme verleiht.

Ein Europa also, das die Karte seiner Diversität ausspielt und folglich dieser kulturellen Vielfalt auch durch die Beachtung und Stärkung der Kompetenzen unterstaatlicher Ebenen im Rahmen und in Anlehnung an das Subsidiaritätsprinzip Ausdruck verleiht und sich somit vom absolut unitaristisch geführten Staatsmodell, welches zwangsläufig nicht alle Vibrationen einer Gesellschaft aufnehmen und bewerten kann, auf lange Sicht distanzieret.

Sofern man also an die Zukunft der europäischen Idee und einer gemeinsamen europäischen Zukunft glaubt, wird es zukünftig nicht ausreichen Entscheidungen an untere Entitäten herunterzudelegieren; eine aktive Beteiligung auch der Regionen gemäß des Subsidiaritätsprinzips und im Interesse einer größeren Bürgernähe wird sicherlich nicht ausschließlich eine gesteigerte Effizienz zur Konsequenz haben, sondern gleichermaßen auch viele der bisherigen Skeptiker eines an Demokratie mangelnden Europas mit in das Boot der europäischen Konstruktion holen.

Durchaus ein möglicher Schritt also, dem „Projekt Europa“ neue Vitalität einzuhauchen – und das europäische Boot möglicherweise von seiner Odyssee erneut auf den richtigen Kurs zu bringen.

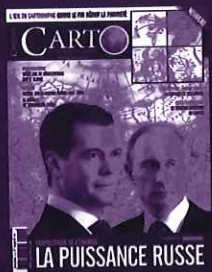
Vgl. Lissabon Vertrag.

Vgl. u.a. Rechtsprechung des EGMR in: Handyside ./.. Vereinigtes Königreich.



Tous les deux mois, relisez « tout en cartes » les événements marquants, mais aussi les faits moins médiatisés de l'actualité internationale.

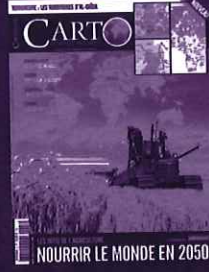
N°4 dossier spécial « La Révolution française en cartes »
Carto s'intéresse aussi aux zones franches, à la Hongrie à la tête de l'UE, aux trois ans d'indépendance du Kosovo, à la « révolution » tunisienne, à la crise ivoirienne ainsi qu'au Vietnam, à Oman, au Qatar...



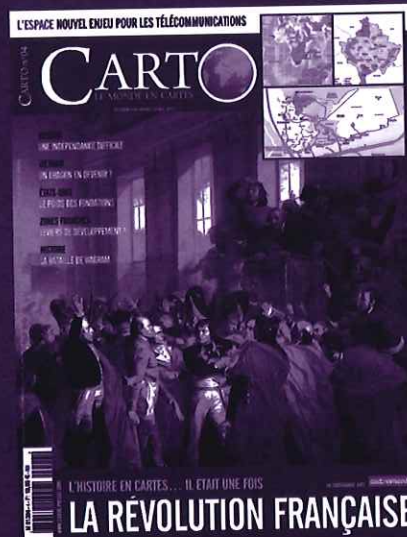
N°1 dossier Russie :
« Géopolitique de l'énergie :
la puissance russe »



N°2 dossier migrations :
« Quelles tendances ?
Un monde sans frontières »



N°3 dossier agriculture :
« Nourrir le monde
en 2050 »



Abonnez-vous en ligne sur www.GEOSTRATEGIQUE.COM

Par courrier à l'adresse : Arcion Group - Magazine Carto - 91 rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France)
Tél. : +33 (0)1 45 55 04 81 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31 - www.areion.fr - commande@areion.fr



Let's get Europe Working Again

www.pes.org



Economy

- Économie - Wirtschaft

European Economic Governance: is the 'six pack' enough to prevent future debt crises?

Laelitia Bouges – Master's student at the Brussels Institute for European Studies

The failure of the institutional structure of the economic and monetary union to deliver the means for an effective and assertive response to the European sovereign debt crisis has pressed the actors of the EU to adopt measures for stronger economic governance. These new rules have been devised to improve on and add to the unsuccessful 1997 Growth and Stability Pact (GSP). A closer look into the flaws of the GSP will allow us to evaluate the pertinence of the so-called 'six pack'



The continuing failure to tackle the Eurozone debt crisis decisively has recently spurred greater action by the European Union (EU) to reinforce European economic governance in order to prevent the resurgence of debt crises in the future. A new set of regulations and a directive known as the 'six pack' was approved by the European Parliament on 28 September 1997, with the aim of tightening the EU's control over national budgets and economic policies, introducing swifter sanctions for states which fail to comply with these rules.

What do we mean by Economic Governance?

Governance refers to the exercise of power and policy, which in the case of the EU has been arguably weak in the policy areas of fiscal and economic coordination. Indeed, the Euro is a single currency without a government to back it and since before its creation there has been much debate about the feasibility of a monetary union without a political union to ensure its stability and well functioning. When the European monetary union was launched, an independent central bank, the European Central Bank (ECB), was created to decide on and implement monetary policy for Eurozone members, but no ministry of finance was conceived to set forth centralised fiscal policy and

to ensure a coherent policy mix for the European economy.

Instead, the 1997 Stability and Growth Pact was the main mechanism adopted to guarantee budgetary coordination through set guidelines, but it proved ineffective and failed to prevent the accumulation of public debt which led to the advent of the European sovereign debt crisis. Let us look into the flaws of the Stability and Growth Pact before we explain the provisions for the EU's new economic governance and compare it to the previous order.

The Failures of the 1997 Stability and Growth Pact:

The 1997 Stability and Growth Pact is essentially a framework which was adopted by Eurozone member states to ensure the continuing respect of the 1993 Maastricht convergence criteria on fiscal discipline. The criteria pertaining to national budgets states that the annual budget deficit must not exceed 3% of their GDP (Gross Domestic Product) and that national debt must be limited to 60% of their GDP. The Pact was driven by Germany's fears of contagious inflation resulting from too much spending and tax cuts by profligate governments, and was adopted in an effort to coordinate member states' budgetary policies with the ECB's anti-inflation policy.

The Stability and Growth Pact has both preventive and dissuasive mea-



asures: The former based on annual stability programmes regarding medium term fiscal plans which member states must submit to the Commission. The Council can issue early warnings to avert excessive deficits, whereas the Commission can make policy recommendations to member states. The latter of the Pact consists of the Excessive Deficit Procedure which is set in motion when a member state's deficit goes beyond the 3% limit and can lead to sanctions if the Member State ignores recommendations by the Council to correct the deficit.

The sanctions were therefore not intended to be automatic; what is more, they were not even applied when France and Germany broke the rules in 2003. The EU Council of Finance ministers ignored the Commission's recommendation and simply gave the countries more time to control their deficits.

Various governments arrived to the conclusion that the Pact was too rigid, consequently it was reformed in 2005 to allow for more flexibility and exemptions from the excessive deficit procedure. The exemptions include member states with negative growth or prolonged low growth, whereas the exemption was previously intended for countries facing 2% negative growth. Moreover, the deadlines associated to the procedure were extended, and countries were given the possibility to temporarily breach the 3% of GDP deficit limit by invoking economic factors such as budgetary efforts, the economic cycle, potential growth, and so forth.

Overall, the rules were weakened, making it easier for countries to go over the deficit limits and to accumulate public debt. In 2008, Ireland, Greece, Spain, France, Latvia and Malta breached the 3% budget deficit and in 2009 the Commission concluded that Greece, Spain, France, and Ireland were running excessive deficits. By 2010, the Commission deemed that Belgium, Ire-

land, Spain, France, Italy, and several other countries that had triggered the excessive deficit, had complied with the Council recommendations and no further action was taken. These facts seem to suggest that the Commission did not react quickly enough to the countries' financial situation and that the delays were far too lengthy. It is clear that neither the preventive nor the dissuasive terms of the pact were sufficient to prevent countries from running excessive deficits or from exceeding the public debt limit.

What does the 'six pack' consist of?

The package is made up of five regulations on budgets and macroeconomic imbalances, and one directive on a common framework for national budgets.

The new regulation on budgetary and economic surveillance prohibits governments from increasing their spending by more than their countries' average GDP growth. Eurozone countries may face financial penalties if they do not act upon their failure to meet their medium-term budgetary objectives after warning from the Commission. These penalties force countries to put money aside in a deposit which earns them interests and can be reclaimed after they have reformed. However, at this stage the sanction can be cancelled if a simple majority of Eurozone members oppose it.

The excessive deficit procedure calls for countries to reduce their excess debt by a minimum average of 0.5% of GDP if their public debt exceeds the 60% limit. With the Gross State Product (GSP) only budget deficits triggered the excessive deficit procedure, but the procedure will now equally apply to excessive debts. Nonetheless, countries will continue to have the possibility of avoiding

the procedure if they can justify their debts on account of pension costs or other economic reforms. The sanctions are not applied automatically, since rule breakers will be given two chances to cut their budgets according to the recommendations set out by the Commission and the Council. The financial penalty incurred can turn into a fine if the deficit persists, but once again can be overturned, though this time with a qualified majority of member states (the so-called reverse voting mechanism), whereas a qualified majority was previously necessary to endorse it.

Although sanctions were possible with the GSP, they were never applied, but a new regulation on fines for deficit countries will increase the pace of the deficit procedure to pressure countries to correct their budgets and for the first time, any country which falsifies its debt and deficit statistics to meet EU requirements shall be fined.

The two regulations on macroeconomic imbalances give the Commission the task of monitoring the macroeconomic situation of countries, including public and private indebtedness, house prices, and unemployment. In the case of 'excessive imbalance' the government will need to submit a corrective plan to the Commission and the financial sanctions vary according to the persistence of the violation.

Finally, the directive on budgetary frameworks includes statistical and budgetary standards, such as the incorporation of debt and budget deficit limits into national laws (except in the United Kingdom), the inspection of government accounts by independent auditors, and three year budget plans.



Conclusion: is the 'six pack' enough?

Although these new measures improve the enforcement of deficit rules through a buttressed system of sanctions, and increase the role of the Commission in the surveillance of the member states' budgets and global economic changes, a margin for avoiding the rules remains mainly through the member states' collective power to overturn the rules. This being said, the adoption of recommendations is more automatic than before, since a qualified majority in the Council was previously required, whereas a qualified majority is now needed to oppose the adoption of the recommendation.

The 'six pack' is an improvement in various regards, notably in its comprehensive approach to economic stability by including relevant economic indicators other than public deficits, since countries like Ireland and Spain had healthy public finances, but became troubled after failing to curb the real estate and credit bubbles symptoms seen in these economic indicators.

Another important addition is the threat of sanctions for countries that fiddle with their deficit statistics, since the crisis was sparked by the disclosure of Greece's much larger deficit in 2009.

Nonetheless, we must not forget that the sovereign debt crisis was aggravated by the lack of a clear EU response as well as the failure of political leaders to commit toward maintaining the long-term stability of the Eurozone. Increased discipline is a step in the right direction to inspire the markets' confidence, but it only addresses one aspect of the wider crisis, which requires attention to problems such as the differences in economic performance and in the economic structures of the member

states, as well as the lack of a federal budget to mitigate these imbalances. Bolder and more ambitious action is required to ensure the stability and viability of the EU's economic and monetary union to restore confidence in its future.

Bibliography

COLLINS, Sarah, 'Six Pack' explained, *Europolitics*, Thursday 29 September 2011, n 4274.

What is the Stability and Growth Pact, *guardian.co.uk*, Thursday 27 November 2003 17.59 GMT

<http://www.guardian.co.uk/world/2003/nov/27/qanda.business>
Stability and Growth Pact, *EuroActiv*, updated 19 February 2007

<http://www.euractiv.com/euro/stability-growth-pact/article-133199>

Stability and Growth Pact, Economic and Financial Affairs, European Commission: http://ec.europa.eu/economy_finance/sgp/index_en.htm
http://ec.europa.eu/economy_finance/articles/sgp/article14582_en.htm

http://ec.europa.eu/economy_finance/articles/sgp/2010-06-15-edp_12ms_en.htm



La sortie de crise : la possibilité d'une revanche pour la politique ?

Anthony Ferreira - Étudiant en master à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles

Domenico Mininni - Étudiant en master à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles

Dernièrement Mario Monti a pris la relève de Silvio Berlusconi; en Grèce, c'est également un ancien de la Goldman Sachs qui a pris les rênes du pays, à savoir Lucas Papademos. Nos politiques ont-ils donc encore le pouvoir en Europe ? La crise a bouleversé l'échiquier politique en Italie et en Grèce, mais sans doute aussi dans bien d'autres pays européens. Nos dirigeants semblent comme aliénés aux notes des agences de notation et victimes d'un système dont ils sont pourtant eux-mêmes à l'origine.

A sa création, l'Union Economique et Monétaire (UEM) incarnait déjà cette absence de politique dans ses aspects monétaires et fiscaux. Ainsi dans sa structure même, l'UEM consacrait la délégation des souverainetés nationales en termes de politique monétaire à la Banque Centrale Européenne (BCE), et ce alors qu'aucune institution politique ne venait contrebalancer cet élan. En lieu et place d'une véritable entité de contrôle politique, nous nous sommes contentés d'une harmonisation à minima en termes d'exigences budgétaires et fiscales.

L'absence de politique fiscale et économique commune est une réalité. Il n'existe aucun outil de financement propre à l'Union Européenne : pas d'« impôt européen », un refus allemand aux « eurobonds » demandés par la France, une grande faiblesse du budget européen qui ne représente que 1% du PIB de l'ensemble des 27 Etats Membres, sans oublier l'impossibilité d'avoir un exercice budgétaire européen déficitaire. Il paraît donc plus que nécessaire de repenser une réelle gouvernance économique européenne.

L'insuffisance de la politique, mais aussi de celles et ceux qui la composent, les acteurs du champ politique, semblent être à l'origine de ces faiblesses structurelles de l'actuelle gouvernance économique européenne.

Dès le printemps 2009, on a assisté plusieurs fois à ce que Pierre Haski (2011) appelle la « dramaturgie européenne ». Depuis maintenant deux ans, les « rendez-vous de la dernière chance » se

succèdent. Chaque fois, nous observons le même rituel : « nuit blanche, tensions de couloir, conférences de presse au petit matin... Et un accord final conforme en tous points à ce qui était attendu depuis plusieurs jours ». Le vieux continent donne alors au monde la triste image de courir après des événements qui le dépassent et de n'agir qu'en dernier recours, avec peu de marge de manœuvre. N'en résultent par ailleurs que des mesures tardives à l'efficacité discutable.

L'influence des Parlements nationaux

Néanmoins, il n'est pas possible d'envisager la faiblesse de la politique face à la crise actuelle sans considérer l'échec national.

A cet égard, le désormais célèbre Bundestag allemand nous semble être un excellent objet d'analyse. Le 26 octobre dernier, un sommet décisif devait valider le renforcement du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF), et l'Europe entière était à la merci du Bundestag qui allait finalement donner son accord à Angela Merkel. Depuis le début de cette crise, les Parlements nationaux ont bien souvent représenté la menace la plus redoutée, cette « épée de Damoclès » pouvant tout faire échouer. Pendant ce temps, le Parlement européen, lui, faisait pâle figure... Alors que ce dernier restait assez inaudible, le Bundestag rappelait qu'il n'y aurait pas d'augmentation des garanties allemandes pour le FESF, que l'idée même de l'« eurobond » resterait dans les cartons, et qu'enfin le rôle de la BCE n'était pas de financer directement les pays en difficultés.

Si l'on regarde du côté des Etats Membres à l'origine de la crise, en l'occurrence l'Italie, les réticences sont semblables et les conséquences parfois plus dangereuses encore. Les Parlements des Etats Membres qualifiés de « moins vertueux » sont ainsi à l'origine de nombreuses hésitations qui ne facilitent pas la résolution de la crise. Aussi, force est de se demander si ces hésitations et ces longueurs décisionnelles ne sont pas à l'origine de l'amplification des événements intervenus en Italie. Néanmoins, dans ce cas précis, ce manque de réactivité existe depuis longtemps et n'est pas propre à la crise : incapacité à faire face aux problèmes et anomalies structurelles du système économique, absence de maîtrise de la dette publique dépassant les 120% du PIB, et très faible croissance sont monnaies courantes en Italie. Si actuellement la BCE dicte à l'Italie ses prescriptions en termes de politiques budgétaires, fiscales et économiques, peut-être ne fait-elle que remplacer un vide devenu insoutenable pour la viabilité des finances du pays.

La vague d'austérité en Europe : une pensée unique ?

Derrière ces réticences à donner une réponse claire et rapide à la crise, on peut reconnaître une nette tendance à l'austérité. Or, la cause de la crise actuelle n'est pas la rigueur mais bien le manque de celle-ci. Néanmoins, la généralisation à l'échelle européenne doit soulever des interrogations. La nostalgie refait parfois surface... où est donc passée notre bonne vieille machine à billets qu'il était bon de ressortir en temps de crise? La BCE, dans



sa lutte acharnée contre l'inflation, ne peut plus utiliser ce levier et l'austérité semble alors la seule issue possible pour l'Europe, et ce malgré l'échec des plans de rigueur successifs imposés à la Grèce et les prédictions désastreuses sur la viabilité économique de ces derniers, notamment en raison de leurs effets nocifs sur la croissance économique (STIGLITZ). Il y a alors un paradoxe dans une période où la faible croissance de l'Europe semble être la raison première de la fébrilité des marchés et des inquiétudes de grands pays exportateurs comme la Chine, qui semble ainsi prête à financer l'Europe – et en quelque sorte à financer ses propres exportations sur le moyen terme. La question est donc la suivante : comment relancer la croissance avec un tel mouvement d'austérité en Europe ? Là encore, il s'agit d'un problème d'inertie de la politique : se limiter à couper les finances publiques, c'est bien un renoncement à toute véritable décision politique pouvant permettre une réelle relance de l'économie.

Afin de mieux comprendre les dynamiques actuelles, il est important de rappeler le contexte politique actuel de l'Union Européenne. Premièrement, l'UE reste de manière non négligeable soumise au bon vouloir des Etats Membres, et dans ce cadre l'influence des gouvernements est considérable et bien souvent sous-estimée. La « renaissance » du couple franco-allemand au travers des tentatives de résolution de la crise a ainsi exacerbé cette prise de conscience, notamment dans la presse et l'opinion publique. Il semble alors évident que la vague bleue ayant succédé à la désormais dénommée « vague rose » – à l'origine notamment de la Stratégie de Lisbonne en 2000 – n'est sans doute pas sans conséquence sur la déferlante de plans de rigueur dans l'ensemble des Etats Membres. Par ailleurs, le renforcement du Parlement européen par le Traité de Lisbonne exacerbe l'influence des forces politiques de droite ou de centre-droit en donnant plus de pou-

voirs à une institution très largement dominée par le groupe politique du Parti Populaire Européen (PPE). Il n'est donc pas étonnant que les parlementaires hostiles au « six-pack » sont restés minoritaires, rendant l'adoption de celui-ci absolument logique et inévitable.

Pourtant, il y a bel et bien d'autres propositions pour sortir de la crise. Un point de vue intéressant à cet égard est celui de quelques parlementaires européens du groupe « Spinelli », majoritairement issus des groupes ALDE, Verts/ALE ou bien du S&D. Leur proposition était de conjuguer rigueur, relance de la construction européenne au biais d'une vision « fédéraliste » et nécessité de maintenir la croissance. Concrètement, ils proposaient alors de soutenir l'idée d'« eurobonds » et le développement de plans d'investissements dans l'éducation, la recherche, les énergies renouvelables, les transports et les télécommunications, tout en gardant à l'esprit le souci de la cohésion sociale, mais aussi de l'emploi et des salaires.

La politique face à l'économie

La position de BusinessEurope n'est par ailleurs pas si différente. Les entreprises européennes, si elles soutiennent la nécessaire rigueur des finances publiques, rappellent également l'impérativité que représente la relance de la croissance en Europe par le soutien à l'innovation, la recherche et l'éducation. Trois domaines fortement entravés par les mesures d'austérité que connaissent nos pays. BusinessEurope soutient que la seule austérité ne permet pas la relance de la croissance en ce qu'elle ne permet pas la création d'emplois, ce qui nous rapproche toujours plus de l'échec annoncé de la Stratégie EU 2020 ayant pour ambition notamment d'atteindre un taux d'emploi en 2020 de 75%, ce qui représente la création nette de 17,6 millions d'emplois. Il paraît alors évident que les seules mesures d'austérité ne permettront pas de remplir cet objectif. La Confédération Européenne des Syndicats, si elle s'érige

contre l'idée même de la nécessité de la rigueur en Europe, met aussi en avant la nécessité de mieux prendre en considération la croissance, mais surtout les conséquences sociales voire sociétales de ces mesures d'austérité. La crainte d'une baisse des salaires et celle d'une remise en cause des droits sociaux fondamentaux, sont désormais devenues une réalité en Grèce.

La crise de la dette souveraine que connaît aujourd'hui notre continent remet donc au centre un thème long-temps abordé, mais jamais vraiment pris au sérieux : celui de la faiblesse de la politique face aux impératifs économiques. L'Union européenne fait face à des contraintes économiques et financières irréductibles et à des intérêts politiques et sociaux qui divergent complètement. La question n'est donc pas tant de savoir si la nouvelle gouvernance sera en mesure de sauver l'Euro, mais plutôt de savoir à quel prix nous voulons sauver l'Euro.

**Read the bibliography on
eyesoneurope.com**



Debt Crisis: Confrontation of two main social actors. Business Europe and ETUC

In 2009, we discovered Greece was turning into a new "Argentina". The European Commission considered that the first measure to be taken was to reduce its debts, without taking into account consequences on Greek economy. Avoiding bankruptcy and contagion to other Member States became an obsession. Two years after, we wonder if our doubts became reality. Can we get out from this euro crisis by only taking debts into account? In order to answer that question, we asked the main social partners at the EU level to share their views on the new European economic governance: BusinessEurope, representing European companies and ETUC, representing European Trade Unions.

Recipes of the past no longer work

Steven d'Haeseleer, Social Department
Director, BusinessEurope



European economic governance

The current debate and decisions taken on Europe's economic governance are very important. It is beyond doubt that we need to continue to strengthen economic governance to help drive fiscal consolidation and structural reforms in Member States. During the past decade, the existing governance structure has failed to correct fiscal and competitive imbalances in good time.

Much stronger institutional and political incentives are needed in the system to deliver the right policies at the right time. This sovereign debt crisis has demonstrated a fundamental inter-connection between fiscal sustainabi-

lity, competitiveness, growth and job creation, the latter being our ultimate concern.

The reinforced stability and growth pact gives a greater role to the Commission in monitoring macroeconomic balances at Member-State level. This complements the important role the Commission has in providing recommendations to Member States regarding structural reform priorities. The European Council must put all its weight behind Commission recommendations to support growth in Member States. Member States must address fiscal or macroeconomic imbalances before they become a real threat to financial stability, jobs and living standards.

Europe now has new tools that it did not have before: a monitoring mechanism for Greece and the increased power of the European Financial Stability Facility (EFSF). But Europe is still a long way from solving the crisis. Implementation is crucial and it must take place in the next few months. Europe must put the more integrated surveillance process in place, reinforce the drive for growth-enhancing reforms and have real means to enforce compliance. This is the vision for the future.

The agreement between the Commission, the Parliament and the Council on the six legislative proposals to improve economic governance represents an important step forward. It gives the European Commission a central role in ensuring that Member States address the underlying reasons for the current instability and improve the sustainability of their public finances. All Euro-

pean Union members must demonstrate their commitment to responsible fiscal policy by putting in place firm limits on government debt. The six legislative proposals also include new framework to monitor competitiveness and to ensure that measures are taken that are conducive to sustainable and balanced growth.

Such a new framework should prevent countries from accumulating large debt and competitiveness imbalances as happened before the crisis.

Obviously, the rebalancing of the European economy will not be easy. The appropriate policy response will vary from country to country. But there is one common goal: the ability to combine a return to fiscal sustainability with higher growth in the years to come. This is a collective responsibility.

These two objectives are mutually reinforcing. Fiscal discipline provides confidence to households and investors. Growth and jobs are the only basis for sustainable government tax revenues.

European economic governance, social dialogue and collective bargaining

Social dialogue and constructive industrial relations are a critical factor for success. This is why we must show a sense of collective responsibility, including at the European level.

The crisis has clearly demonstrated that competitiveness adjustments are not functioning properly or quickly enough. This is particularly true in the euro area.



This is due to various reasons, including labour market rigidities and inflexible wage-setting mechanisms (other factors are: poor fiscal management in good times, unpredictable financial markets and lax prudential rules). It is in the common interest of social partners at national level to improve wage flexibility. If not, employment will be the main variable of adjustment. Automatic indexation mechanisms that act as inflation transmission belts are counter-productive.

Wages and unit labour costs must therefore be part of the new framework of macroeconomic coordination. They are important – even essential – objective indicators in the monitoring of competitiveness developments.

Because of the importance of such issues as competitiveness, labour markets, wage policies and social issues, the discussion around the new framework for economic governance is of direct concern to social partners.

Does this mean that the new framework for macroeconomic coordination will put collective bargaining and social dialogue at risk? Clearly not. But if the social partners want their autonomy to be respected, they must act in a responsible way. When social dialogue is not conclusive then governments may need to step in.

BUSINESSEUROPE attaches great importance to the autonomy of social partners, in particular where it concerns wage policies and wage bargaining. But, as much as we regret it, there are times when realism and a sense of urgency should prevail and governments might need to step in.

We will not be able to create prospects for the more than 23 million unemployed with the recipes of the past. In our latest publication, "Putting Europe to Work", we have issued 12 specific recommendations to improve the functioning of labour markets. One of the key recommendations is to increase

adaptability and skills of the labour force to give companies the flexibility they need to compete internationally while making sure that workers have the competences and qualifications they need to succeed in an increasingly uncertain world. Labour market reforms should be geared towards "flexicurity" principles in order to facilitate job creation.

Let us be clear. Is Europe responsible for the difficult situation in which countries such as Greece find themselves today? No, or only to the extent that it was unable to impose corrections on growing imbalances in years prior to the crisis. Is the status quo desirable? Certainly not. The "attack on social Europe" (if you want to talk in such terms) does not come from the rescue package or conditions attached to it. The real attack would have been not to adopt these packages. No one would deny that some of the adjustments are severe. But they reflect the challenges we face to restore sustainable growth.

The role of the European social partners

By and large, the discussion around wages is a matter for the national level. But there is also a role for social partners at the European level to play in the discussion around making Europe more competitive and able to create jobs and boost growth. This is particularly true where it concerns the Europe 2020 strategy. In June last year we adopted a joint statement on Europe 2020 in which we agreed on the need to cap public indebtedness combined with investments in growth-enhancing areas. We have on a number of occasions jointly recommended that wage increases must be kept consistent with productivity gains. It is possible to state principles of this kind at EU level but we will have to pursue the reflection further about the changes in the macroeconomic governance structure and what it means for the role European social partners can and should play.

With respect to both the design and implementation of reforms, we invite the ETUC to reflect with us on how we can make this happen. Employers are prepared to engage in a constructive dialogue with trade unions. The long-term benefits of reforms for growth, jobs and therefore prosperity, fiscal and financial stability should be our goal. The world is changing and Europe has to adjust. There is simply no alternative.

The new economic governance and its consequences on the labour market and the social rights of the citizens

Patrick Itschert, Deputy General Secretary, ETUC



Since the beginning of the monetary union, the European Trade Union Confederation (ETUC) has maintained that the single European currency and the European Central Bank should be complemented by an economic governance with strict coordination of national (macro) economic policy.

In 1999, Jacques Delors said: « The euro cannot be confined merely to playing



a defensive, shield-like role. It must become a tool for economic and social progress for the Europeans and a factor for stability in the world's economy as a whole. To achieve this, we believe that consistent with the Treaties, a balance must be struck between the economic and monetary poles, as indeed it already is the case in each individual member state.»

Unfortunately, the current crisis and the method of economic governance that is now being imposed call into question a number of social advances and the "European social model" in general. Be it the European Central Bank's "secret letter" to Italy, the "Troika" recommendations to Greece, Spain and Ireland, or even Commissioner Olli Rehn's recent letter to the six euro zone countries that are in difficulty, the objective in each case is public sector redundancies, the reduction of minimum wages in the private and public sector, or the decentralization of collective bargaining. Moreover, the autonomy of the social partners is being seriously attacked. To recall, if Article 121 of the Treaty allows Europe to formulate general guidelines and recommendations on economic and employment policies of the member states, the strict respect for the national traditions and models of industrial relation and wage formation systems – as formulated in art. 152 of the European Treaty – is key.

The European trade union movement is, of course, aware of the gravity of the crisis. The 2012 growth forecasts are being revised downwards, not only for Europe or the United States but also for China and Brazil. A return to balanced public budgets is certainly needed: however, "blind" austerity, "recommended" at the heart of Europe, is only making matters worse. Everyone knows that austerity is stifling the fragile growth that certain countries are experiencing because the Governance framework is forcing member states to orchestrate a co-ordinated reduction in demand, and to pursue "beggar they neighbour", or dumping policies, by which

they will seek to exit from this crisis at the detriment of others.

The other aspect of the Governance framework which will impact on the labour market and citizens' rights is that competitiveness/productivity is currently seen under the narrow prism of unit labour costs whereas other essential factors are also relevant. The increase in German exports – often cited as an example – over the last few years is in the first instance explained by the fact that German industry has specialised in products with high added value exported to developing markets. But in many of the countries presently in difficulties, the low-end industrial capacity has been lost to emerging economies whereas no new industrial activities were built. Investment, research and development, innovation (capital productivity), and training are therefore key aspects for a crisis exit strategy that allows Europe to take the high road.

The EU thus urgently needs to change the course and adopt positive proposals on economic governance, which would – in a balanced policy mix – foresee a more gradual but determined and continued reduction of national deficits on one hand, while fostering a stimulus policy focused on sustainable investment, growth and jobs on the other. Europe issuing its own debt implies that adequate new sources of finance need to be found. Europe could start taxing financial transactions as called for recently by the European Parliament and the Commission, extreme wealth, or funds hidden in tax havens.

The Governance should also be democratically controlled. The process of economic and social governance should be led by the European Council of heads of state, with social and employment ministers providing their input and being involved in the process on the same basis as finance ministers. Social partners should be better associated at all levels.

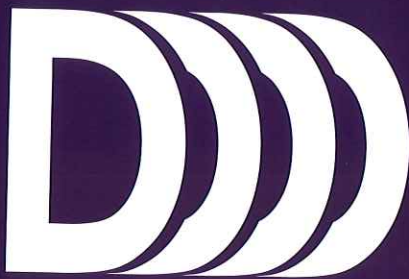
The European social dialogue therefore stands at a new crossroads, faced with a threefold challenge: the need of remobilizing all the necessary energies required for its relaunch; confronting the recent development of European and national policies that undermine the essential role of social dialogue in the formulation of policies and decisions; responding to the challenge presented by the new Economic Governance.

We dramatically need another Europe.

Yes, we are forgetting about growth !

Anthony Ferreira, Master's student in European studies (Politics) at the Brussels Institute for European studies.

Different interests shape EU social partners' views on the new European economic governance, but they all have in common a need for growth. Growth for developing companies and improving their competitiveness, growth for more and better jobs in Europe. On one hand there is BusinessEurope's need for more flexible labour markets, on the other hand ETUC's claim for more security, but they both agree on saying Europe will not manage to face this crisis without improving its growth. Economic interests are not so far away from social interests, and the views of the EU social partners on European governance have to remind us of what the Lisbon Strategy initiated in 2000: making social and economic interest only one goal in order to be more competitive at the global level. Even if times are much more difficult at the moment, we should still think about this.



Dossier:

The impact of the Arab spring on the European Union.

Déboires et défis européens sur la rive Sud : Entretien avec la jeunesse arabe

Damien Kerlouët - IEE - politique, 1ère année.

Personnes interviewées :

- Hend Ben Olhman, doctorante en 4ème année en urbanisme à l'Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis et enseignante à l'Université de Carthage, Tunisie.
- Nizar Idrissi Zougari, étudiant en 2ème année de science politique à l'Ecole de Gouvernance et d'Economie de Rabat, Maroc.
- Ahmed Oussama Ghanem, étudiant de 5ème année de Master en Aérodynamique à l'Université du Caire, Egypte.

Bien des analyses scientifiques nous rapportent aujourd'hui les conséquences du Printemps arabe sur la galaxie européenne, mais à cela doivent s'ajouter des témoignages plus subjectifs et dotés d'un intérêt critique pour l'Europe. Nous avons réuni ici les réflexions de cette jeunesse qui a pris part aux mouvements démocratiques. Hend, Oussama et Nizar nous traduisent un certain état d'esprit général, une perception que l'Union Européenne devra indubitablement prendre en compte.

EOE : Est ce que vous considérez l'Union Européenne comme un partenaire de confiance, vue sa tiédeur à réagir au moment des révoltes ?

Hend (Tunisienne) : Bien sûr, l'attitude de l'Union Européenne pendant la révolution a été décevante, et perçue particulièrement comme telle chez nous, la jeunesse, oscillant entre un silence complice et une justification éhontée des actes de violence perpétrés par le régime déchu, pour le cas de la France notamment. Je dirais qu'il est impératif que de nouvelles relations soient mises en place, il y a lieu de revoir les termes du partenariat, en passant d'une relation d'allégeance et de suprématie à des relations basées sur plus de respect. Au-delà du partenariat économique et politique, je pense que l'apport de l'union Européenne en terme d'échanges entre sociétés civiles est indéniable, et pourrait enrichir le débat entre les deux rives.

Oussama (Egyptien) : Selon moi il n'y a pas de partenaire de confiance, les pays européens autant que les Etats Unis n'ont pas su, en tout cas au début, sur quel pied danser. Entre les discours conventionnels de liberté, démocratie et Droits de l'Homme, et le fait qu'un partenariat est toujours basé sur des intérêts, lorsque nous mettons d'une certaine façon ces mêmes intérêts en

danger, nous serions naïfs d'avoir aveuglément confiance dans les discours européens ou de quelque partenaire que ce soit d'ailleurs.

EOE : Est ce que vous pensez que l'Union Européenne devrait intervenir dans les affaires internes de vos pays à travers ses politiques de démocratisation et de Droits de l'Homme ?

Nizar (Marocain) : Je pense que l'U.E n'a pas spécialement à intervenir dans les affaires internes du Maroc, en tout cas, pas directement, et surtout pas dans une posture donneuse de leçons. Elle n'a pas fait grand cas de la démocratisation du Maroc depuis des années, il est maintenant un peu tard. Cependant, je n'exclue pas que l'UE, ou d'autres organismes, rappellent comme au lendemain de la répression du 29 mai le Maroc à l'ordre et notamment à ses engagements internationaux.

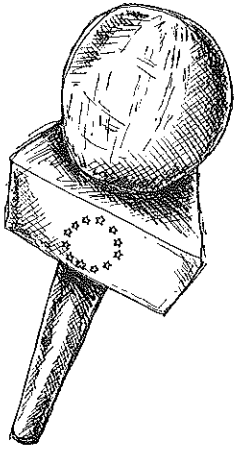
Hend : Non, je pense que l'U.E n'a pas de leçons à donner aux peuples dits du Sud, et surtout aux Tunisiens, qui ont prouvé leur maturité et leur capacité à se renouveler et à défendre corps et âme les Droits de l'Homme. Les dernières élections de la constituante, qui ont réservé 40% au parti islamiste, ne doivent d'ailleurs pas être analysées en termes de « régression » et de dan-

ger islamiste, mais au contraire comme une preuve de la mise en place d'un processus démocratique, qui cherche à établir des équilibres entre les différentes factions de la société civile.

EOE : Dans ce cas, est ce que par la même occasion, l'utilisation de la démocratie par l'Union Européenne peut cacher d'autres objectifs politiques ?

Hend : Il serait naïf de penser que cet essai de « transplantation » qui risque d'être plus « un rejet de greffe » pour les Tunisiens est désintéressé. Pour bon nombre de Tunisiens, la Tunisie post-révolution est un enjeu que se disputent Américains et Européens (Surtout les Français !) afin d'accroître leurs influences dans la région MENA - Moyen-Orient et Afrique du Nord. Donc oui, pour une frange de la population, la Tunisie est un laboratoire où il est question d'expérimenter l'islam dit modéré, où l'enjeu est la stabilisation de la région, mais les enjeux sont surtout économiques à mon avis.

Nizar : L'Europe voit qu'elle a perdu la main sur la rive sud. Elle ne peut plus utiliser comme auparavant les dictateurs en place pour mettre en œuvre ses politiques anti-migratoires ou pour se prémunir contre l'Islamisme grâce à des régimes conciliants. Les nouveaux régimes qui se mettront



en place vont obliger l'Europe à repenser ces politiques et leur mise en œuvre, dont elle était auparavant assurée.

EOE : Pensez-vous que vos futurs gouvernements vont continuer à considérer les politiques européennes comme acquises ou sentez-vous un changement de ce côté ?

Ouassama : Je pense que les futurs leaders égyptiens ne pourront plus se permettre ce genre de relation avec l'Union Européenne. A partir d'aujourd'hui les Egyptiens auront leurs mots à dire et dans le cas où de telles politiques iront à l'encontre de leurs intérêts, ils le feront savoir à la classe politique, qui, elle, devra écouter.

Nizar : Le Maroc fait exception dans le sens où il n'a pas, contrairement à la Tunisie, la Libye et l'Egypte, changé de mode de gouvernement. L'absence de réforme en profondeur et les applaudissements de toutes les chancelleries occidentales vis-à-vis de la nouvelle constitution montre que le Maroc est le seul pays dont l'Europe est encore certaine de l'allégeance politique. Quand on connaît l'architecture institutionnelle marocaine, et notamment l'absence totale de pouvoir du gouvernement en matière de politique étrangère, qui reste aux mains du roi, il semble évident que l'Europe restera l'horizon principal pour le Maroc, tandis que le Maroc sera l'une des seules valeurs sûres de l'Europe au sud de la Méditerranée.

EOE : L'image de l'Union Européenne est donc sortie entachée ? J'imagine que vous jugez maintenant urgent pour l'U.E de changer de politique, d'autant plus au regard des résultats récents des élections en Tunisie ?

Hend : Oui, l'image de l'U.E a été sérieusement mise à mal, surtout après le conflit en Libye. La complicité des Etats de l'U.E avec les régimes despotes, le

retard de réaction et de condamnation de leur part est impardonnable, et montre que les intérêts économiques et politiques priment sur les intérêts de la société civile. Il est évident que l'U.E doit remettre en question cette attitude de complaisance et adopter la posture d'un vrai partenaire, chose qui est loin d'être évidente après les élections, étant donné les signes de prémisses de partenariat avec les pays du Golfe, qu'essaie de mettre en place Ennahdha depuis le lendemain des élections.

Nizar : Pour ce qui est du Maroc, je pense que c'est à nous de revoir nos relations avec l'Europe. Mais la classe politique n'y a aucun intérêt, car elle dépend beaucoup de l'Europe pour rester en place. Il suffit de voir l'accord de pêche récemment signé, où le Maroc brade littéralement ses ressources halieutiques. D'un autre côté, l'Europe n'a pas non plus, et c'est compréhensible, d'intérêt à revoir ses relations avec le Maroc, qui sont plus économiques que politiques.

EOE : Une dernière question, est-ce qu'avec la mise sur la voie démocratique de plusieurs pays voisins, une Union Pan-Arabique est pensée et discutée chez vous comme quelque chose d'envisageable ?

Nizar : Je pense qu'un mouvement vers la démocratie dans le monde arabe est indissociable d'un mouvement d'intégration régionale, tant économique que politique. Le meilleur modèle selon moi d'ailleurs serait une union économique poussée.

Il faut distinguer cela de l'idéologie pan-Arabe qui est présente dans le mouvement de contestation marocain, mais qui est une idéologie à mon avis non-souhaitable, car je pense qu'elle est antinomique de la démocratie. C'est une idéologie que je pense totalitaire, et comme toute idéologie totalitaire, non démocratique.

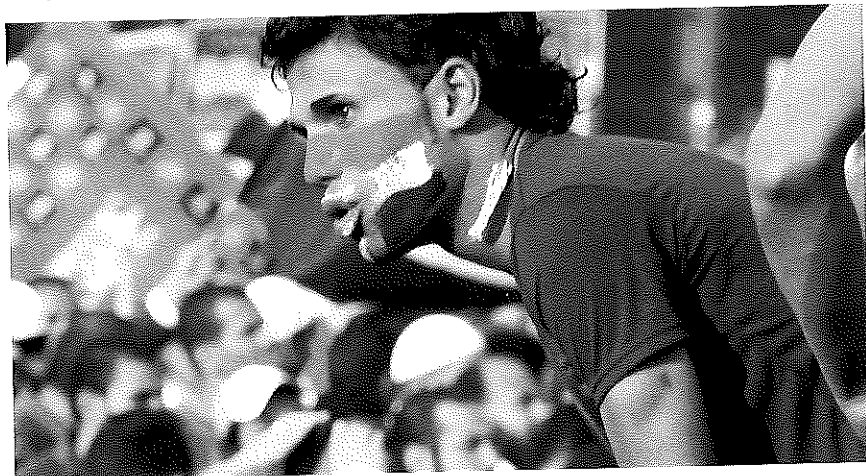
Ouassama : Oui, je pense qu'une Union Arabe est concevable, mais je crois que cette nouvelle union ne devrait pas inclure nombreux pays du Golfe par exemple, qui n'accepteront jamais l'instauration de la démocratie dans leurs voisinages. Il est essentiel de construire cette union en compagnie de pays qui sont réellement ancrés sur la voie démocratique, sans quoi il y aura toujours des résistances internes à voir le système fonctionner pleinement.

Hend : C'est un débat qui est d'actualité, surtout que les spécificités locales et régionales sont loin d'être les mêmes ! Le contexte tunisien est très différent de celui des autres pays de la région. Sur le plan économique, la Tunisie entretient la plupart de ses échanges avec les pays européens, contrairement à d'autres pays, ce qui ne facilite pas la mise en place d'un marché commun. Ensuite, les acquis de modernité sont très loin de ceux des autres pays de la région, en termes de droits de la femme et d'acquis sociaux. Et last but not least, je ne suis toujours pas convaincue qu'on assiste à la mise en place d'une vraie démocratie, que ce soit en Egypte, en Algérie, où c'est principalement l'armée qui commande, ou encore en Libye qui est très loin du modèle tunisien. Même la victoire partielle, et non durable, des islamistes aux élections ne laisse pas présager une telle union.

EOE : Pour finir, que faut-il penser du rejet du Conseil Militaire Egyptien de recevoir la Commission électorale européenne ?

Ouassama : Je ne pense vraiment pas que les Européens doivent comprendre dans ce rejet de futures fraudes électorales. Nous avons confiance en la volonté forte de tous les Egyptiens à voir se tenir un scrutin régulier.

Un grand merci à vous trois pour avoir répondu à nos questions.





A legal road to Egyptian elections

Aziz EL-KAISSOUNI - Political Analyst at the Delegation of the European Union to Egypt

Romain GUSTOT - Master of European Affairs at the Institute for European Studies of the Université Libre de Bruxelles.

The road leading to the first democratic elections in Egypt has been paved with much tensions and debate around the legal, technical and practical process under which the people will elect their Assembly. To be able to understand the results and the political impact of these elections, it is necessary to decrypt the new and complex electoral framework behind these elections. At the time of writing, only the first phase of the elections has been carried out... Successfully!



On November 28, Egyptians have headed to the polls to vote in the first round of elections to the lower house of Parliament. It is a momentous occasion, with many Egyptians voting for the first time in their lives, eager to participate in what is the first free legislative election in 30 years. The elected Parliament will be in charge of selecting a committee to draft a new Constitution, raising the stakes considerably for political parties vying for votes.

The electoral system has rightfully been described as confusing and a hodgepodge of considerations cobbled together into a single piece of legislation. In this article, we will try to clarify the most prominent aspect

To begin, the Lower House of the Parliament, the People's Assembly, is made up of 498 elected members, plus 10 members appointed by the President.

This role is now played by the ruling Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) in the absence of an elected President. The handling of power by the SCAF during the transitional period has been the major leitmotiv for the recent protest in Tahrir. Since the 25 January uprising, the revolutionaries, and especially the youth, want to make sure that they have not replaced a dictator by the 12 general commander of the SCAF. Until now, since the 1st round of the elections has been successful, the minds are appeased and the process will go on into the next step.

The Parliament will be elected by Egypt's voting population which stands at around 50 million, more than half the citizens due to the young population. The registration is now done automatically based on the national ID card issued to all citizens at age 16. This replaces the usual method of voter re-

gistration used under ousted President Hosni Mubarak, which was used to restrict and control the number of voters. The residential address displayed on an individual's ID card is the voting domicile which determines where an individual is registered to vote.

For the first time, Egyptian expatriates will also have a chance to vote. More than 300,000 registered to vote abroad, in Egyptian embassies and consulates. Their number may not weigh heavily in the electoral battle, nevertheless, it is a victory for the democratic values.

The elections are administered and supervised at every stage, from candidate registration through campaigning, voting, vote counting and the announcement of the results, by the Higher Electoral Commission (HEC), a panel of seven judges appointed ex-officio from among the Presidents and Vice Presidents of various courts.

A delicate balance

Elections will be staggered across three phases, with nine governorates voting in each of them. The phases will be separated by two weeks, with runoff elections held a week after each vote. This arrangement ostensibly allow for the allocation of the necessary number of judges to supervise the balloting process at each stage. One example of the great improvisation skills of the Egyptian legislator is that two days before the first round, each phase has been extended for two days, which will lead to one of the longest electoral marathons the world has seen. It will take 24 voting days spread over four months, from November 28 to March 12, to elect both houses of the legislature.

There has also been much debate on



the configuration of the electoral system to be used in order to please every side involve. The election is finally based on a mixed system comprised of:

- Closed, multi-candidate lists elected on the basis of proportional representation
- Individual candidates elected on the basis of majoritarian voting

Most parties argued that a fully list-based system, as before, would prevent remnants of the former ruling National Democratic Party (NDP) from returning to the legislature. SCAF originally proposed a 50%-50% breakdown between proportional representation (PR) and individual candidacy, but eventually conceded to a 2/3-1/3 breakdown in favor of a list-based system, which parties still criticized as not going far enough.

One-third of Parliament (166 representatives) will be elected on an individual candidacy basis, from 83 dual-seat constituencies. The remaining two-thirds (332 representatives) will be elected on a PR basis from 46 electoral districts, an average of 7.2 candidates per district.

Famer and Worker quota

To be eligible to stand for election to the Lower House of the Parliament, a candidate must be at least 25 years old, have completed primary education, must be born to an Egyptian father, must be registered to vote, and have completed or been exempted from compulsory military service. Electoral lists must include a minimum of one woman candidate, but there is no seat allocation quota for women.

Half of the elected members of both the upper and lower houses must be either "workers" or "farmers", with specific, but broad, legal criteria defining each - a vestige of Nasser-era socialism. To understand this issue, it is highly advisable to read the article from Almasry Alyoum, an Egyptian independent newspaper, aptly named:

"Eye on elections: Does the workers and farmers quota help workers and farmers?"

The principle of farmer and worker quota will mostly be applied in case of runoff election, with two different scenarios:

- If no candidate obtains the winning number of votes, the four candidates with the highest number of votes compete in a runoff vote. Two of those four must be workers or farmers, and the two candidates with the largest number of votes win.
- If the two winning candidates do not include a worker or farmer, then the candidate with the largest number of seats wins a seat, while a runoff vote is held for the second seat between the two worker-or-farmer candidates with the highest number votes.

As in every country, a threshold limit is set. To gain Parliamentary representation, a party must attain a minimum threshold of 0.5% of all valid votes cast nationally in the districts designated as proportional representation districts. For the proportional representation, the lists that qualify are allocated seats in proportion to the votes won in the district, on the basis of the 'largest remainder' method. In districts elected on a majoritarian basis, the formula to calculate the needed number of votes to win a seat is 50% of number of valid ballots cast + 1.

Time for some campaigning

In theory and in the law, campaigning begins when the final list of candidates is announced, and ends two days before the start of the relevant election stage. For runoffs, campaigning begins the day after the announcement of results, and ends the day before the runoff vote. This was probably the major transgression in the first election. The areas surrounding each polling station was full of banners from every party. In front of some school facilities hosting the vote, people were handing over

flyers and sometimes tents were sent to "help" people find the right candidate. These infractions were sometimes dismissed by the police but most of the time it seems logical for everyone to have the newly authorized parties fighting to the bone to get attention from their fellow citizens.

Parties and individuals are also prohibited from using religious or discriminatory slogans in their campaigns. A violation carries a sentence of three months imprisonment and a fine and the HEC chairman can request from the Supreme Administrative Court that an offending candidate's name be struck from the candidates' list.

These two issues set the ground for the endless possibilities of appeal that the parties and individual will be able to address to different Courts. Although the elections may happen with no major incident, it will always be possible to find numerous fraud and approximation in this first free election in 30 years. This issue may be a way for the "losers" of the elections to discredit the new Parliament and the Constitution. It will be an issue to watch closely as it can at the same time legitimate and strategic for political power.

Electoral monitoring and crimes:

HEC regulations allow both local and foreign civil society organizations to register for accreditation to observe the elections, with the caveat that the organization has to have a political mandate, i.e. work in the field of democracy promotion or human rights. This may seem natural in other countries but here in Egypt, the debate on foreign observation was intense and the decision was officially settled only a couple of weeks before the first round of elections, favorably for foreign civil observations. In regard of state and international observation, the European Union, for example, is persona non grata on the field during the elections. It would take a full article and more to address this issue since the Egyptian authorities are very sensitive on the possibility of any foreign interference. To



follow more closely the elections from the inside, it is possible to read various reports from Democracy Reporting International (DRI) and the Carter Center, two international NGOs specialized on the monitoring and observation of elections throughout the world.

Observers are bound to make no comment to the press or to individuals and not to conduct exit polling. Failure to abide by these rules could see the observer's NGO stripped of accreditation.

Due to the political and symbolic importance of these elections, many crimes are granted with heavy sentences, the use of force, or financial inducements to affect the voting process would earn a convicted perpetrator five years of jail time. If a candidate in the elections is found to have endorsed or been aware of, and benefitted from any of the above, the candidate would be similarly punished, and would be barred from standing for parliamentary elections for five years from the date of his final conviction.

Jail terms are also mandated for various other forms of electoral fraud, including voting while non-eligible, using fake identification, and voting more than once. Anyone who publishes or broadcasts 'false' statement or news about elections or a candidate with a view to affecting the outcome of the poll can face between 1-5 years in jail. Furthermore, the political beneficiary of such misinformation would also receive a similar sentence, if he is found to have known about or endorsed the crime.

The head of HEC has the authority to invalidate votes cast as a result of any of the above crimes. This draws back on the previous comment for potential appeal of the elections.

Election days and beyond

On election day, polling stations are open from 8 am to 7 pm. Voters have their ID cards checked, and then should receive two ballots with a HEC

stamp on them, to mark in private. On the first, they will designate one electoral list, in the second, they will select two candidates, and then fold and place the ballots in appropriate box. Voters then dip their fingers in indelible ink and either sign the voter rolls or fingerprint them.

The individual candidacies, which voters have to choose two candidates from, among 122 possibilities. Picture from arabist.net

In Egypt, voting is compulsory and the government has the right to fine registered who do not vote, to the tune of L.E. 500. The turnout to this first open election is estimated to a record 62%, against around 20% for the last election. After the closing of the vote, ballots are counted by committees composed solely of judges.

After the run-off for this first round of the elections, the two other phases for the People's Assembly and the three phases for the Shura Council, many steps are still to be taken. But this is another story, and possibly History...

To allow you to follow the major steps of the Egyptian transition, here is an extreme summary of the major dates to follow:

January 12 (midnight): publication of final results for the whole country.

March 13 (midnight): publication of final results for the whole country

March 24: deadline for the joint session of People's Assembly and Majlis al-Shura.

Within 6 months from joint session: election of the 100 members Constitutional Assembly (CA).

Within 6 months from CA formation: draft Constitution to be submitted.

Within 15 days from draft's submission: nation-wide referendum on the text.

June 2012: deadline for the presidential elections.



EU and Palestine After the Arab Spring - La médiation de l'UE dans le conflit

israélo-palestinien.

Eric Remacle - Professeur de Science politique à l'Université libre de Bruxelles

In 2011, many North Africa's populations woke up against dictatorship and bad standards of living in their countries. That wave of revolutions, especially in Libya, Egypt, Tunisia or Syria considerably influenced the international relationships between Europe and North Africa but also with the entire Middle East and its most sensible conflict. Indeed, the political situation between the European Union, Palestine and Israel has changed with the Arab uprisings but the question is to know how much the EU, alongside the numerous other actors involved, is willing and able to adopt a new approach toward the conflict.



The history of EU-Palestinian Relations can be divided into three stages. During a first period, between the mid-1970s and 1993, the European Communities focused on economic and financial instruments in order to address the Palestinian question when it became an international political issue after Yasser Arafat's 1974 speech in the United Nations. Through their diplomatic informal consultation within the so-called European Political Cooperation, the Nine produced a rather clear position in 1980 with the Venice Declaration recognizing the legitimacy of Palestinian rights. Europeans and the EC were nevertheless put aside from any peace efforts by Israel and the United States as illustrated by the silent role given to EC Commissioner Hans van den Broek during the 1991 Madrid peace talks between Israel and Arabs.

After the 1993 Oslo Agreement signed by Israel and the Palestinian Liberation Organisation (PLO), the European Union could experience its new Common Foreign and Security Policy (CFSP)

in the Middle East. It got recognition as a political peace actor by others, including Israel, appointed a Special representative to the Middle East Peace Process and welcomed Yasser Arafat in Brussels. EU became both an actor of Conflict Resolution and Peacebuilding. This also opened a window of opportunity for launching the Euro-Mediterranean Barcelona process in order to stabilize the whole region and to consolidate EU interests and ties in its Mediterranean periphery.

A third European approach came after the failure of the peace process in 2000, the Second Intifada and the new American Middle Eastern policy focusing on war on terror and regime change after the 9.11.2001 attacks. European decided to get closer to the US position in order to prevent their own marginalisation and divisions (especially after the accession of pro-US Central European governments in 2004). On the one hand, they adopted an anti-terrorist discourse about Palestinian violence and decided to follow the American

classification of Hamas among terrorist organisations. On the other hand, they pushed for a new conflict resolution process by obtaining the formation of the Quartet (USA, Russia, EU and the UN Secretary-General) and the adoption of the Roadmap for the peace process. Europeans were converging very much with the Arab League which also proposed in 2002 a comprehensive peace with Israel in exchange of the release of occupied territories and recognition of the Palestinian State. These efforts were ruined by Israeli unilateral steps, Palestinian internal divisions and fighting and American focus on war on terror and war on Iraq. Despite its stronger involvement into the conflict, the EU lost paradoxically its role in conflict resolution while leaving it to the USA and focusing on crisis mitigation or crisis management, especially by appeals to the end of violence and deployment of two civilian missions dealing with policing in the West Bank (EU COPPS) and border control in Gaza (EUBAM Rafah) Under the aegis of the new Common European Security and Defense Policy (CSDP). The EU choose to follow the American and Israeli position to ignore Hamas' victory in 2006 elections and boycott links with the Hamas government. In 2007, Europeans accepted to appoint the Former British Prime Minister Anthony Blair as envoy of the Quartet in the region but they were not associated by President Bush when he organized the Annapolis conference.

Self-marginalisation

This European voluntary marginalisation has not been changed after Barack Obama's election. Europeans let him decide how to lead the indirect peace talks and propose diplomatic



solutions. American leadership on Europe has even been reinforced under Obama whose policy seemed closer to European views than his predecessor. The EU also accepted to upgrade the status of Israel as associated country despite the absence of opening from the Israeli leaders, the entrance of the ultra-right in the government and the brutality of the bombings on Gaza considered totally inhumane and unacceptable by Europeans. When President Obama shifted his position from predicting in 2010 the creation of a Palestinian state after twelve months to refusing the recognition of such a state in 2011, Europeans remained uncritical. Understanding they would be divided once again, they tried to convince Palestinians to accept an observer status at the UN General Assembly and the entrance into several UN subsidiary organisations until end of 2012, hoping probably that a re-elected Obama would be more free for taking a stronger stance in conflict resolution. When UNESCO voted for the accession of Palestine on October 31, some Europeans voted in favor (like France), others against (like Germany) and others abstained (UK and Italy). It seems rather clear after this vote that the EU is divided and will remain divided as long as the American position is not changing. But changes could come from another direction. The Arab Spring of 2011 has indeed transformed radically the diplomatic Middle Eastern stage. The end of Mubarak in Egypt and the weakening of the current Syrian regime drop two factors of stability on Israeli borders. Critics towards Israel have become stronger in those two countries. Egypt has re-opened its border with Gaza, Syria has let Palestinian refugees crossing the Israeli border for protests. Official critics against Tel Aviv from Turkey and support of Turkish authorities to changes in Syria have also contributed to a change of mood. Saudi Arabia, Qatar and other Gulf countries use the current Arab revolutions for their own international positioning by supporting some Islamist movements in Tunisia, Egypt and Syria (though sup-

porting at the same time repression in Bahrein and taking time in their efforts for convincing President Saleh to leave power in Yemen). New powers in Tunisia and Egypt, and maybe tomorrow in Syria and Lebanon, might become rather critical against Israeli occupation. Presence of Islamist parties in those governments, as it is already the case in Turkey and Lebanon, can also help to consolidate Hamas' position.

Palestinian public opinion

In Palestine itself, Fatah and Hamas listened to the voices in the Palestinian public opinion asking for the immediate end of the internal civil strife. President Abbas used the card of the official application to the UN as a way to answer those popular demands while Hamas was successful in completing the negotiation with Israel about the release of Palestinian political prisoners in exchange of soldier Shalit.

By such a move Israel is showing that it has understood the new risks in its environment and tries to control damages created by the brutality of its policy towards Palestinians. It has lost all the benefits it took from Saddam Hussein's fall in Iraq and marginalisation of Ahmadinejad's Iran since 2003. Its relations with Turkey are at the lowest level since the 1950s. If the Arab spring leads to a more critical position of the Arab League towards Israel, this would really oblige Tel Aviv to move. In such a case, especially if the regime is changing in Syria, Israel would need to find a solution with Palestinians in order to prevent new tensions and marginalisation.

The question remains whether this would influence the European approach to the Palestinian question. It is unlikely that EU will adopt any new approach before the American presidential election. Meanwhile Israel itself will likely ask Europeans to go on with the Israeli-European rapprochement that is a strategic asset for Israel within the current regional context. Americans and Europeans will remain very

close in their Middle Eastern policies, they might intervene militarily in Syria together as they did in Libya. Their geopolitical vision seems today inspired by a dual-track approach : On the one hand keeping a strong alliance with Israel and on the other hand playing the card of support to oppositions and to new regimes, including Islamist parties, in several Arab states (except Moroccan, Jordanian and Gulf monarchies). Turkey, Saudi Arabia and some Gulf countries like Qatar and the United Arab Emirates openly contribute to this Western reaction to the Arab spring and probably inspire it to some extent.

This approach is clearly very new since it gives up previous emphasis on stability ensured by pan-arabist authoritarian republics and builds a region in which several regimes might be pro-Western while including an Islamist component. For the USA and Europe, this is compatible with their previous alliances with Israel, Turkey and Saudi Arabia. Their first challenge might be to convince the new regimes to recognize the state of Israel.

Palestine is obviously not at the core of this Western vision though its recognition can be part of a final deal with Israelis and new Arab regimes at the end of the current sequence.

It is clear that Europeans and Americans have other priorities in the region for the next twelve months than recognizing Palestine. But it is also clear for any observer of the Middle East that stability cannot come on the long term without solving the Palestinian question. Arab leaders are aware of this. Turkish leaders are aware of this. New regimes might claim for it. Therefore Israel might finally move on its own in order to establish ties and get recognition from the new Arab regimes in its neighborhood. It is in fact likely that local actors will move faster than Washington DC and Brussels, and that Brussels will move only after Washington DC.

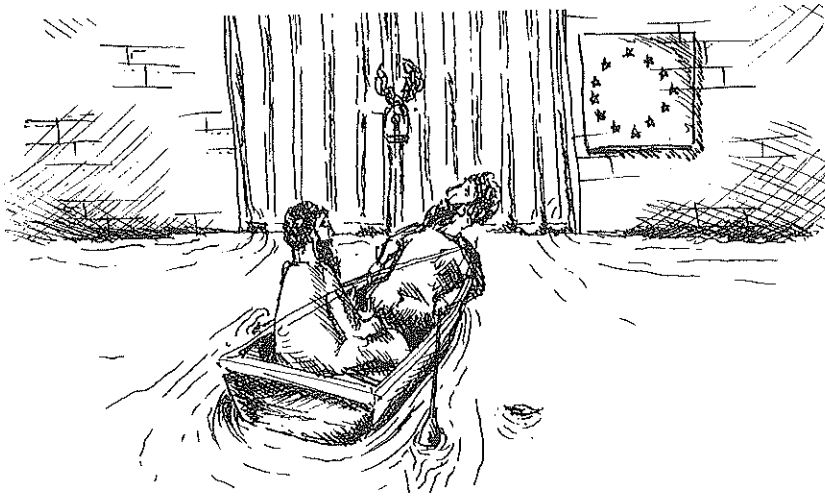


Migration et printemps arabe :

Une nouvelle migratoire s'impose.

Mehdi Lahlou - Chercheur à l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA) de Rabat.

Où est passée la vague d'immigration massive issue du Printemps Arabe, pourtant prophétisée et crainte par une partie de l'élite politique européenne ? Quelle est la nouvelle direction à prendre pour la politique migratoire de l'Union européenne (UE)? Renforcement ou réajustement des accords bilatéraux ? Telles sont les questions que nous adressent le Dr. Lahlou.



En tenant compte notamment de plusieurs rapports publiés en 2009 et 2010 par l'agence européenne de contrôle des frontières (Frontex), il était possible d'avancer, dès la fin de l'année 2010, que le Maghreb avait quasiment cessé d'être un espace de transit pour les migrants subsahariens cherchant à atteindre les côtes sud-européennes, pour devenir davantage une zone d'accueil – pour un petit nombre – pour ces mêmes migrants.

Toutefois, la politique migratoire européenne ne va pas pour autant fléchir vis-à-vis des pays du sud de la Méditerranée. Bien au contraire, depuis 2008, elle va connaître une forte impulsion dans le sens de la fermeture et de la sélectivité, et ce pour deux raisons : d'un côté la crise économique et financière – devenue en 2011 crise des dettes publiques et de l'Euro – et de l'autre, le fort engagement en la matière de responsables politiques européens, le président français et le premier ministre italien en particulier, dont les actions sont constamment guidées par les échéances électorales dans leurs pays respectifs.

Divers accords bilatéraux, concernant

le contrôle des frontières et la gestion des flux migratoires, venaient alors d'être signés entre la France et la Tunisie d'une part et l'Italie et la Libye, de l'autre. Alors que les négociations continuaient avec les Marocains pour les pousser à signer l'accord de réadmission qui manquait toujours à l'arsenal diplomatique, juridique et sécuritaire que ceux-ci avaient accepté d'adopter en échange de la reconnaissance de la Clause de statut avancé dans leurs relations avec l'Europe.

Comme un peu partout à travers le monde, les Européens n'exprimaient alors aucun doute quant à l'assise démocratique des régimes avec lesquels ils négociaient en Afrique du Nord, comme ils ne nourrissaient aucune inquiétude au sujet de leur durabilité, et donc à propos de leurs engagements à protéger les frontières sud de l'Europe.

Un changement qui surprend les frontières européennes.

Or, le Printemps Arabe va faire voler en éclats cet édifice et toutes les certitudes sur lesquelles il était fondé. De même qu'il va fortement fragiliser les

dispositifs déjà mis en place, de part et d'autre, pour rendre étanches les voies de passage de migrants clandestins vers les pays de la rive nord-méditerranéenne.

Alors que les soulèvements démarraient en Afrique du Nord (en décembre 2010), une peur, plus ou moins réelle et plus ou moins feinte, va se saisir des responsables européens plus particulièrement en France, en Italie et à Malte, étant des voisins immédiats – face à la fois à un afflux massif de réfugiés et de migrants et face à la mise en place de régimes qui seraient moins enclins à répondre favorablement à toutes les demandes de l'Europe en matière migratoire.

La première peur – celle d'une invasion de l'Europe par des milliers de migrants et de réfugiés maghrébins et subsahariens – s'est révélée très vite largement non justifiée. En effet, les mouvements violents ont été rapidement contenus et, dans tous les cas, n'ont duré que quelques jours en Tunisie (entre la fin décembre 2010 et le 14 janvier 2011) et en Egypte (entre le 25 janvier et le 11 février 2011, en Egypte). Cela n'a donc pas pu donner l'occasion aux Tunisiens et aux Egyptiens d'être inquiétés au point de quitter par dizaines de milliers leurs pays. Quant aux événements davantage plus violents intervenus en Libye à partir de la mi-février 2011, ils vont surtout provoquer le blocage des migrants subsahariens dans ce pays ou leur retour chez eux, via les pays voisins: ils vont conduire à un exode important de Libyens – pas seulement des infortunés – vers les deux pays arabes limitrophes, l'Egypte et surtout la Tunisie.

Moins de 30.000 personnes fuyant la région vont atteindre les côtes européennes à la mi-avril 2011 (2000 vont se noyer durant la traversée), pour plusieurs centaines de milliers qui se trouvaient alors ou qui avaient déjà été reçues au sud de la Tunisie ou à la frontière entre l'Egypte et la Libye. Malgré



cela, une forme de panique "diplomatique" et médiatique s'est emparée de certains pays, d'un coup placés face à une immense inconnue, celle du nombre de personnes pouvant chercher à rejoindre l'Europe à partir du Maghreb, ainsi qu'à une grande incertitude, celle née de la chute de régimes "amis" soutenus jusqu'à leur crépuscule.

Partant de la mise en application du "principe de précaution" – généralement utilisé en cas de catastrophe ou pour raison de santé publique – le Conseil européen des 23 et 24 juin 2011 va, malgré l'évidence, insister principalement sur la nécessité d'une surveillance renforcée des frontières extérieures de l'Europe. Pour le Conseil, ces frontières "doivent être contrôlées de façon effective et consistante, sur la base de la responsabilité commune, de la solidarité et d'une coopération opérationnelle renforcée". A cette fin, les moyens mis à la disposition de Frontex sont appelés à être renforcés. De même que seront mis en place un système d'entrée/sortie et un programme d'enregistrement des voyageurs (vers et à partir des pays de l'U.E).

En substance, le Conseil européen de juin 2011 a surtout appuyé certains des objectifs retenus par le Pacte européen pour l'immigration et l'asile, dont, notamment:

Le renforcement de l'efficacité des contrôles aux frontières de l'Europe.

La lutte contre l'immigration illégale, en s'assurant du retour des étrangers en situation irrégulière dans leur pays d'origine ou vers un pays de transit.

En filigrane de ces éléments, la question de la signature d'accords de réadmission avec des pays de départ ou de transit semble être devenue la pierre

angulaire de la politique migratoire européenne et la "condition des conditions" autant pour le "Partenariat pour la mobilité" que pour la "Coopération politique et économique" avec les nouvelles autorités maghrébines.

Politique migratoire, crise économique et équité des accords.

A ce propos, il est bien clair que, la donne politique a beaucoup changé depuis le Printemps Arabe. L'Europe pensait depuis de nombreuses années avoir sécurisé sa frontière sud-méditerranéenne, aujourd'hui, face au changement, elle doit s'adapter. Elle doit nécessairement revoir ses alliances, les fonder sur des approches plus institutionnelles et surtout, remettre à plat sa politique migratoire. Cette dernière doit être placée dans le cadre d'une approche politique et économique globale, tenant compte de la grave crise économique et financière que l'Union traverse. L'UE doit aussi tenir compte des possibilités qu'un autre type d'ouverture vis-à-vis des pays du Sud, dont ceux du Printemps Arabe, lui donnent pour sortir de cette même crise. Cette ouverture doit se faire via une approche partenariale moins déséquilibrée et à travers un autre type de coopération, où les intérêts des populations nord-africaines seraient pris en compte et préservés, pour qu'elles soient mieux protégées à l'avenir des risques de migration forcée.

Mehdi Lahlou est docteur en science économique, enseignant chercheur à l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA) de Rabat, et spécialiste des questions de migrations subsahariennes. Récemment, il est l'auteur de «Un schéma migratoire reconfiguré, dans les faits et dans l'approche politique» (IFRI, 2011).

Mehdi LAHLOU, "Un schéma migratoire reconfiguré, dans les faits et dans l'approche politique". Programme «Le Maghreb dans son environnement régional et international» - Février 2011.



Opinion Paper der Grünen/EFA Auswirkungen des arabischen Frühlings auf den Außenhandel der EU

Martin Köhler - Adviser on International Trade
der Fraktion der Grünen/EFA im Europäischen Parlament

Die Handelspolitik der Europäischen Kommission reagiert schnell auf den arabischen Frühling. Bereits in den nächsten Monaten sollen Verhandlungen zu tiefreichenden und umfassenden bilateralen Freihandelsabkommen mit Ägypten, Tunesien, Marokko und Jordanien auf den Weg gebracht werden. Im schnellen bilateralen Vorgehen liegt jedoch eine Gefahr: es bedeutet eine Abkehr von dem 1995 in Barcelona eingeleiteten schrittweisen Aufbau einer regionalen Freihandelszone, mit dem auf die politischen Rahmenbedingungen stabilitätserhöhend Einfluss genommen werden kann. Die Grünen sind der Auffassung, dass das Barcelona-Modell durch den arabischen Frühling nicht zu einem Auslauf-Modell geworden ist. Im Gegenteil. Für die Grünen schafft gerade der arabische Frühling die Voraussetzungen, den in Barcelona begonnenen Prozess nun entschiedener - und ein bisschen schneller - vorantreiben zu können.



Die Außenhandelsbeziehungen der EU mit den südlichen Anrainerstaaten des Mittelmeeres stehen seit jeher in einem direkten Bezug zu der geopolitischen Bedeutung und Entwicklung der Region. Ähnlich der Politik in der ost-europäischen Nachbarschaft der Union, die mit der Auflösung der Sowjetunion und der Zersplitterung in konfliktträchtige neue Staatengebilde einen erheblichen Impuls in Richtung einer schnellen Annäherung der Region an die EU erhielt, ist nun zu erwarten, dass sich Europa zügig um eine forcierte Annäherung des südlichen Mittelmeerraums an den pan-europäischen Integrationsraum bemüht.

Dabei stehen die wirtschaftspolitischen Maßnahmen zur Zeit eindeutig im Vordergrund. Die Kommission möchte möglichst schnell mit Ägypten, Jordanien, Tunesien und Marokko in Verhandlungen über tiefgehende und umfassende Freihandelsabkommen (FHAs) eintreten. „Tiefgehend und umfassend“ (deep and comprehensive) bedeutet in diesem Zusammenhang, daß die angestrebten Abkommen nicht nur den Handel mit Gütern, Agrarprodukten und Dienstleistungen vollständig liberalisieren, sondern auch

die Regeln der Wirtschaftspolitik dieser Länder an die Standards der EU angleichen sollen. Das betrifft zum Beispiel ihre Wettbewerbspolitik, ihren Schutz geistigen Eigentums, ihre Produktstandards und Gesundheitsbestimmungen. Ganz besonders interessiert ist die EU auch an der vollständigen Liberalisierung und Regelangleichung im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens und des Investitionsschutzes.

Die neue EU Außenhandelspolitik gegenüber den südlichen Mittelmeerrainern begründet sich in dem ethischen und politischen Anspruch, den arabischen Frühling unterstützen zu wollen. Das ist ein Ziel, das die ungeteilte Zustimmung auch der Grünen erhält. Ob der gewählte Weg dem Ziel allerdings gerecht wird, sollte auf drei Ebenen vom Europäischen Parlament und der europäischen Öffentlichkeit hinterfragt werden.

1) One-size-fits-all - auch für den Mittelmeerraum?

Im Kontext der globalen Handelspolitik der EU fällt zunächst einmal auf, daß die dem Mittelmeerraum vorgeschlagene FHA Orientierung sich in keinem Deut von der praktizierten Strategie der Kommission gegenüber den meisten anderen Staaten des Globus unterscheidet. Ob Kanada, Indien, Singapur oder Lateinamerika: in all diesen Weltregionen strebt die EU zur Zeit tiefgehende und umfassende Freihandelsabkommen an. Dabei ist die Begründung ebenfalls regions-unspezifisch. Die EU sieht sich in einem globalen wirtschaftlichen

Konkurrenzkampf vor allem mit China und den aufstrebenden Entwicklungsländern, in dem sich Europa neue Märkte in den Bereichen erschließen muss, in denen hiesige Unternehmen Wettbewerbsvorteile haben. Das sind vor allem die Dienstleistungsindustrie und das öffentliche Beschaffungswesen, das in vielen Partnerstaaten relativ abgeschottet ist. Unbeschadet aller wirtschaftlicher Probleme seit 2008, die im Kern in den starken globalen Ungleichgewichten des Handels und der Investitionen wurzeln, wird von der EU weiterhin der Freihandel als Lösung für Aufschwung und Jobs angesehen; für Europa zumindest. Ob dies allerdings einheimischen Industrien in den mediterranen Partnerstaaten bessere Chancen gibt und Aufschwung und Jobs auch für die Staaten des arabischen Frühlings einschließt, das ist eine berechnete Frage, die sich die Mittelmeerpartner stellen sollten, bevor sie in FHA Verhandlungen eintreten.

2) Barcelona-Prozess gescheitert?

Auf einer zweiten Ebene ist zu fragen, ob die neue Freihandelsstrategie der EU gegenüber den Staaten des arabischen Frühlings sinnvoll das vorantreibt, was seit 1995 die politisch eingerahmte Außenhandelsstrategie der Gemeinschaft dominiert hat, nämlich die graduelle Errichtung einer gemeinsamen mediterranen Wirtschaftszone. Als sich in der kurzen Phase der Entspannung im Nahen Osten die Mittelmeerländer 1995 in Barcelona trafen, um die



Euro-Mediterrane Partnerschaft ins Leben zu rufen, wurde wirtschaftliche Entwicklung in den Staaten des Mashrek und des Maghreb als Teil politischer, sozialer und kultureller Annäherung angesehen - und entsprechend vorsichtig vorangetrieben. Trotz vieler politischer Rückschläge in diesen 16 Jahren des „Barcelona-Prozesses“ wurde der Handel mit Gütern Schritt für Schritt liberalisiert, bilateral zwischen jedem einzelnen Mittelmeerpartner mit der EU, aber auch zwischen den Mittelmeeranrainern selbst (Agadir-Abkommen, 2007). Gerade diese Dimension der engeren wirtschaftlichen Zusammenarbeit zwischen den Mittelmeeranrainern ist es, was diesen Ländern zu ihrer Entwicklung eigentlich fehlt, und was die notwendige Stabilisierung der politischen Beziehungen zwischen ihnen vorantreiben würde. In diesem Sinne strebt die EU seit ein paar Jahren die Reform der Herkunftsland-Regeln an (Rules of Origin), um den Austausch von Halbfertigwaren zwischen den Mittelmeerpartnern zu fördern, sowie auch Abkommen über die Konformitätsbewertung und Anerkennung gewerblicher Produkte für einige industrielle Sektoren (ACAA Abkommen). Parallel hierzu wurden die bilateralen Abkommen um die Bereiche des Agrarhandels und der Dienstleistungen erweitert. Alle diese Initiativen werden seit geraumer Zeit parallel verfolgt, wenn auch von Partnerland zu Partnerland verschieden ausgeformt und in verschiedenen Stadien der Entwicklung. Mit Libyen und Syrien hängen die Aktivitäten zurück; mit Israel sind sie sehr viel weiter entwickelt; mit Palästina haben die Handelsabkommen besondere Spezifikationen. Es geht alles sehr viel langsamer voran als gedacht, und der 1995 für eine gemeinsame Mittelmeerfreihandelszone gesteckte Zielhorizont 2010 ist bereits verstrichen. Der langsame Schritt ist zwar oft bedauerlich, aber er ist die Folge der positiven Gesamtidee, einen regionalen Wirtschaftsraum zu schaffen, der auch einen gemeinsamen politischen und sozialen Gehalt hat. Das ist gerade in dieser politisch so spannungsreichen Region von primärer

Bedeutung.

Inzwischen hat es den arabischen Frühling in einigen dieser Länder gegeben. Es sollten diese Länder besonders unterstützt werden. Allerdings sind schnelle Verhandlungen für tiefreichende Freihandelsabkommen mit einigen von ihnen eine radikale Abkehr vom bisherigen Rezept eines regionalen Wirtschaftsraumes für die Friedenssicherung durch gemeinsamen Wohlstand. Bilaterale FHA Abkommen sind nicht „one step more“, sondern „one step beyond“. Sicherlich kann eingewendet werden, daß der Erfolg dieser letzten 16 Jahre mediterraner Wirtschaftspolitik nicht gerade überwältigend war. Das Wohlstandsgefälle zwischen dem nördlichen und dem südlichen Ufer hat sogar zugenommen. Aber es hat im Mittelmeerraum bei weitem nicht die tiefen wirtschaftlichen Verwerfungen gegeben, die der schnelle Übergang des östlichen Nachbarschaftsgebietes der EU zu Liberalisierung und Kapitalismus in dem gleichen Zeitraum gekennzeichnet hat.

3) Cui bono ?

Dies führt zur eigentlich entscheidenden dritten Ebene der Bedenken: wem nützt eine Strategie des forcierten Freihandels und der schnellen Annäherung der Staaten des arabischen Frühling an die EU Standards? Bringt sie den Menschen Arbeit, fördert sie die demokratische Beteiligung der Menschen am Aufbau und Umbau ihrer staatlichen Strukturen? Schafft sie Besitztum, das die Landflucht und die Flucht über das Mittelmeer stoppt? Ist sie langfristig kompatibel mit der Erhaltung der fragilen mediterranen Umwelt?

Man kann auf diese Fragen ideologische Antworten geben. Das macht die Europäische Kommission. Für sie ist der Freihandel gut, per se, überall und ohne Einschränkungen.

Man kann versuchen, die sozialen Folgen zumindest vorauszusehen. Das macht die Universität Manchester im Auftrag der Kommission und kommt dabei 2008 in der Voraussicht einer mit-

telmeerweiten Freihandelszone zu dem Schluß, daß in den ersten zehn Jahre die sozialen Spannungen stark zunehmen würden und ohne ausgleichende Maßnahmen den Erfolg einer FHA gefährdeten. Vor allem stünde eine De-Industrialisierung der arabischen Staaten zu erwarten, deren Unternehmen der freien Konkurrenz mit EU Unternehmen nicht gewachsen seien. FHAs könnten also aus dem arabischen Frühling eine kurzlebige Konsumbewegung machen, an deren Ende die Armut eher größer ist als zu Zeiten der Diktaturen.

Im Sinne einer Grünen Politik wäre es, die regionale Dimension einer wirtschaftlichen Liberalisierung in den Vordergrund zu stellen und den sich neu formierenden Staats- und Gesellschaftsstrukturen die Zeit zu lassen, ihre Entwicklung selbst bestimmen zu können. Vielleicht braucht es auch in Zukunft eine Politik der Beharrlichkeit und der kleinen gemeinsamen Schritte, auch im Wirtschaftsbereich. Pardon. Und vielleicht schafft gerade der arabische Frühling die Voraussetzungen, diesen in Barcelona begonnenen Prozess nun entschiedener - und, ohne aus der Spur zu geraten, ein bisschen schneller - vorantreiben zu können.

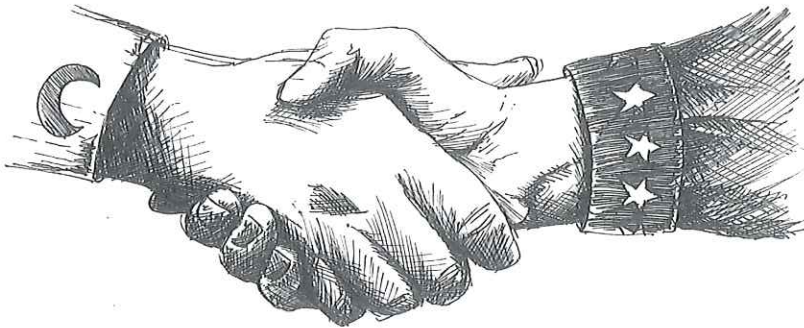


The road of solidarity.

Opinion Paper from the PES

Pablo Garmon

The Road of fear or the road of solidarity), the choice should be obvious. Those words quite summarize the message of the Party of European Socialists at the dusk of the Arab Spring. For Pablo Garmon and the entire PES, there are still many challenges left to take up, be it in securing stability or in keeping up the pressure against all remaining repressive regimes. Partnership with the opposition but with all actors and sectors of the civil society in general is an important answer that European political parties can and should put in place.



The Arab Spring, this burst of freedom, did not come from nowhere. It was not a chain of events set in motion by sheer chance or coincidence but the result of a long, tortuous history of democratic aspirations. Every voice silenced by an authoritarian regime, every right stifled in the name of security and stability, led to the massive protests that have erupted in the Middle East and North Africa. First it was Tunisia, then Egypt and Libya. In a short period of time, the claim of justice was spreading throughout the entire region. The Party of European Socialists (PES) President, Poul Nyrup Rasmussen, called it "a crossroads moment for a generation". He knew what was at stake because he was there.

The PES was the first European political party to hold a conference in the region since the revolutions began. The PES Euro-Med Conference took place at the end of April in Tunisia, and gathered not only members of the opposition but also party representatives from North Africa, the Middle East and Europe. The goal was to ensure the follow up of the democratic reforms in the region and strengthen the civil population rights. And the conclusion was clear: in order to succeed, European

and Arab progressive forces needed to work together.

«Thousands of new heroes of Democracy are waiting to see where the Union is standing.»

The Conference urged the European Union to "act now and act together" in supporting democracy in a North-South equal partnership – both by financial assistance and by assuming a key role in managing the refugee flows caused by the revolution. At a time when conservative leaders watched the borders with concern, many refugees were sent back to their countries, leaving them vulnerable to reprisals and putting their lives at risk. Europe was on the verge of closing the door. It was during the meeting with Tunisian Socialist leader Mustapha Ben Jaafar, that President Rasmussen asked the European leaders: "Do we go the road of fear or the road of solidarity? Thousands of new 'heroes of democracy' are waiting to see".

Only a few years earlier, Europe had supported and cooperated with the repressive regimes now shaken under popular pressure. As recently as this

January, French Foreign Minister Michèle Alliot-Marie, of the Union for a Popular Movement (UMP), offered to help Ben Ali's authoritarian government to enforce crowd control during the Tunisian protests. In February, Italian Prime Minister Silvio Berlusconi, of the People of Freedom (PdL), praised Mubarak's three-decade role as President of Egypt describing him as a "the wisest of men and a precise reference point". And in March, after the loss of countless human lives and many sacrifices, both countries, Tunisia and Egypt had new interim governments heading for a constitution, bringing their former dictators to justice, and promoting fair elections and a broad set of rights and freedoms.

"The word Tahrir means liberation!"

This revolutionary lesson of democracy changed everything – and made conservative leaders realise that they were on the wrong side of history.

"The word Tahrir means liberation", President Barack Obama said with reference to the square in Downtown Cairo that became the focal point of the Egyptian revolution. "It is a word that speaks to that something in our souls that cries out for freedom. And forevermore it will remind us of the Egyptian people – of what they did, of the things that they stood for, and how they changed their country, and in doing so changed the world". Nowadays, American and European citizens look south and draw inspiration from this brave region that moves obstinately towards a more just, democratic society. However, there is still so much to do.



The Euro-Med was more than just a loud call on the European Union to get involved in the emerging Arab wave. PES was the first to provide the political framework for a coordinated action in the area, mobilising the public opinion while organising task forces, workshops and meetings to assist the Arab leaders. At such a fragile time in history, it was crucial to secure stability through the engagement of all sectors of society, strengthening the economy and upholding the rule of law. The immediate result of this synergy was none other than the promise of a true democracy where social and economic progress could go hand in hand.

An unscattered and incomplete victory, but still an important victory.

Tunisian opposition leader Mustapha Ben Jaafar, of the Democratic Forum for Labour and Liberties (FDTL) or Ettakatol, underlined that; "it is not a matter of applying the criteria known to democracies according to the logic of the majority versus the minority. The important thing, at this stage, is to combine all efforts to start the constitutive phase with a consultation and dialogue process which has already been launched between the various political parties". With a turnout of over 90%, the first victory of democracy started in the ballot box.

But not all the countries of the region have had the same good fortune. Unarmed protesters in Syria, Yemen and Bahrain have all faced brutal crackdowns from the army and security forces, sometimes suffering the consequences of large-scale military operations against civil targets. In November, the oppressive actions of the Syrian government earned the condemnation of the international community and the rejection of the Arab League. Human Rights Watch (HRW) informed of evidence of crimes against humanity, including torture and unlawful killings, by the security forces of president Bashar al-Assad. Officially, the United Nations has sta-

ted that more than 3,500 people have been killed since the protests broke out in mid-March.

As the events unfold, the PES support to the Arab Spring have grown louder and louder, calling to stop violence against protesters and highlighting the freedom of expression and assembly – a vital value of the UN Charter of human rights. In a public declaration last April, PES General Secretary Philip Cordery stated: "Democratic movements have been violently opposed, or repressed by autocratic regimes in the last couple of months, in Libya, Yemen, Syria and Bahrain. These regimes must fall. The instigation of democratic foundations is a must". Months later, the end of the dictatorship in Libya happened at the same time as the beginning of democracy in Tunisia: far from being full circle, it was the demonstration that, despite the repressive efforts, the shift to democracy led by the civil society in the Arab world was unstoppable.

A strong partnership

In September, Philip Cordery led a PES delegation to Cairo, Egypt, in order to assess preparations for the upcoming elections. Through partnership with several progressive elements of Egyptian society, the PES emphasized the need of a participatory, inclusive dialogue in the national decision-making process among all political forces, trade unions and civil society – both men and women. No society could make any significant progress if half of the population was left behind. It is not a coincidence that this year's Nobel Prize for Peace went to three women: in Egypt alone, women amounted to a quarter of the protesters and were invaluable protagonists of the events that toppled the regime. For women, maybe more than for men, this was their Spring.

And the season is not over yet. People in North Africa and the Middle East are still fighting for their rights in the best way they can, through protests or confrontations or negotiations that as-

pire to a future of freedom. In the end, it is a fight about the most basic human rights – the right to think, to choose, to live. In the meanwhile, the PES keeps supporting the movement both on the field and at European level: scheduling meetings with representatives from all over the region (like the newly appointed Libyan Ambassador to the European Union, Mohamed Farhat), participating in debates about the ongoing obstacles to overcome (like the Global Progressive Conference in Madrid), and organising workshops within the framework of the PES Progressive Convention of late November.

Also, the PES will hold its 2nd Arab Spring Conference in Egypt next year. It will be a unique opportunity to gather the European and Arab progressive forces and work together to build a stable, democratic society where freedom is paramount. It will also be the occasion to evaluate all the steps taken so far: what started with peaceful demonstrations and cyber-activism and grew to be a revolution and a transition and, eventually, a new society. Now, Europe has the responsibility to make up for all the past mistakes and give them the hand the world has been asking for. There is not another way: it is the road of solidarity but also the road of justice and human dignity – a very long road, indeed. But it is a road that must be travelled, in hope and in solidarity.



International Relations

- Relations internationales
- Aussenbeziehungen

The Republican Candidates and the EU

Priya Sara Mathews, - Middle East Peace Process student KUL Leuven

As the GOP race heats up, it is interesting to look at what their foreign policy towards the European Union is. Indeed, the old fashioned issues about China and the Middle East should not aside the importance of the European project, as world major economy and as main ally of the US in the foreign affairs, while the European crisis remains intense.



American European Relations

The crisis in Europe is not given much consideration by the nominees most probably because of the belief that it will not have much effect on America, especially since US exports to the Eurozone are a very small share of the GDP. Nevertheless, exports to European Union are still three times as that to China. The impact of the European crisis will be much bigger than they seem to anticipate as EU is the world's largest economy and houses one of the largest banking sectors in the world. However, as far as foreign policy is concerned, the need for more focus on Europe goes beyond mere economical worries. As it is not only the American economy that will be affected, but with most of the EU nations focused on austerity measures they will be less inclined to spend money in other areas of EU involvement. This is already happening as the budget proposed by the EU commission in September for 2014-2020 was slammed as been too high. The Euroactiv network uses a quote from Polish Prime Minister Donald Tusk which emphasis this view, "Now we are mainly discussing austerity and the the [sic] situation is grave and there will be voices saying reduce the budget." This will force the US to play a bigger role in the international arena, a role it cannot afford at the moment.

Listening to the GOP candidates, we could be forgiven if we were to believe that the world politics followed the pattern of most children's cartoons. As Richard Adam's of the Guardian recently noted "the [candidates] foreign

The American Presidential race always promises to be entertaining and exciting for anyone interested in politics and the 2012 race stays true to this promise. The GOP race has been especially eventful. First came the allegations of sexual misconduct against the new front runner Herman Cain and then there was the hilarious "oops" moment that Rick Perry had on November the 8th debate. Entertaining though it maybe, this race gives one cause to wonder - do the candidates have anything valid to say about important questions?

Europe is not US's problem

The GOP nominees have gone through many debates over the past couple of months and we are made increasingly aware of their views on different policies and issues. The current set of nominees, with the possible excep-

tion of Jon Huntsman who was former ambassador to China, is not very strong on foreign policy. Nonetheless, as possible future Commander-in-Chief, the nominees were forced to speak about their take on American Foreign Policy on 12th November. Although most of them have ideas on how to deal with the Arab spring or Iran or Israel, there seems to be woefully little attention paid to the American relations to the 'old country' or Europe. Mitt Romney, for example, said during the CNBC debate on foreign policy, "Well, Europe is able to take care of its own problems. We don't want to step in and try and bail out their banks and bail out their governments. They have the capacity to deal with that themselves." Mitt Romney is not alone among the candidates to hold the 'Europe can handle its own' stance but was merely voicing the popular opinion.



policy boils down to two words 'Israel' (good) and 'China' (bad)". At the very least this fear of Chinese empowerment should have promoted the candidates to be a little more concerned about the crises in the EU. If Chinese government agrees to bailout the Eurozone or even provide assistance to the EU nations then the EU will obviously give certain concessions to China thereby strengthening it. David F. Gordon head of research in Eurasia Group is of the opinion that these concessions would help China in its quest for better representation in international economic institutions thereby shifting the international system in a manner that will not bode well with America.

The Obama policy

Traditionally, the American policy towards the EU has varied depending on the administration. However, there has always been a disconnect between the US and EU brought on by cultural differences and by the difference in

priorities, for America it is the result that holds most importance and not the process itself. The Obama administration, though criticised strongly for this at home, has overall been quite supportive of the EU. He has always been for greater integration of Europe and recognises EU as a key global player. And the crisis has not changed his policy but he has continued to remain vocal about his support for both the Union and the Eurozone "Ultimately what they [the EU] are going to need is a firewall that sends a clear signal we stand behind the European project and we stand behind the Euro".

The EU even with all its current problems still has an important role to play in the international system. The presidential hopefuls should therefore not be quick to dismiss it. However, it seems that if any of the present republican candidates wins, US foreign policy might go back to its pre-Obama traditions. This would mean a strong focus on the role of China and the middle-east but a relative neglect of issues like strengthening the European Union and Eurozone

– issues which, paradoxically, would help the US China and middle eastern politics a lot on the long run. Again: a strong preoccupation with the results, but a relative neglect of possible, potentially more harmless processes leading to reaching those results.

To go further:

Al-Eryani, Ausan. EU problems threaten US. November 07, 2011. <http://www.collegiatetimes.com/stories/18761/eu-problems-threaten-us/p2> (accessed November 11, 2011).

Smith, Mike. «The USA and the EU.» In US Foreign Policy, by Micheal Cox & Doug Stokes, 236-256. Oxford: Oxford University Press, 2008.

«U.S. Senate Committee on Foreign Relations SUBCOMMITTEE ON EUROPEAN AFFAIRS .» US Senate Committee on Foreign Relations. November 02, 2011.



Élections présidentielles 2011 au Cameroun : Défis démocratiques pluriels

Yves Christian TSALA ELOUNA – Enseignant titulaire à l'université de Douala

Les dernières élections au Cameroun ont laissé le président Paul Biya à sa place, une nouvelle fois encore. Malgré la surveillance du processus électoral et les larges insuffisances qui ont été observées, la communauté internationale, l'Union européenne (UE) en tête, n'a pas émis d'objection majeure au résultat ; ce qui oblige à s'intéresser à l'implication et au rôle de cette dernière.

Les élections présidentielles du 9 octobre au Cameroun viennent de livrer leur verdict. C'est pratiquement un raz-de-marée pour Paul Biya, le candidat sortant du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), 78 ans, au pouvoir depuis 1982, et confortablement réélu pour un sixième mandat avec 77,9 % des suffrages. Le leader du Social Democratic Front (SDF), John Fru Ndi est arrivé deuxième loin derrière avec 10,71 % des voix, tandis que les 21 autres candidats se sont partagé les miettes restantes. Ces résultats, malgré leur ampleur, n'ont pas réellement été une surprise dans cette élection à un tour, au vu de la disproportion des moyens mis en œuvre par le RDPC et face aux erreurs tactiques et divisions congénitales de l'opposition. La surprise est venue du taux de participation officiellement annoncé à 65,8. En effet, celui-ci semble difficilement crédible au vu d'une consultation électorale qui a clairement mobilisé peu de Camerounais en dehors des partis politiques. Elle était dénuée de tout suspens et a fait l'objet de nombreux errements d'ELECAM, l'organe indépendant chargé d'organiser le scrutin.

La faible participation électorale

En effet, s'il est de l'avis de tous que l'élection s'est déroulée dans le respect général des règles formelles de démocratie et d'ordre public, tous les observateurs, y compris les mieux disposés à l'égard du pouvoir, sont unanimes sur le faible taux de participation. Les coordinateurs de la mission électorale de l'Union Africaine présents dans 150 bureaux de vote sur près de 25 000, ainsi que l'ancien Premier Ministre du Mali Ibrahim Boubacar Keita l'ont relevé lors d'une conférence tenue à Yaoundé le 11 octobre. De plus, pour le chef de la mission d'observation du Commonwealth pour l'élection présiden-

tielle, Fred Mitchell, « des gens (...) avec leurs récépissés (...) n'ont pas trouvé leurs noms sur les listes électorales et on leur a dit d'aller dans un autre bureau de vote, puis dans un autre, et encore un autre. Finalement, ils n'ont pas pu voter ». L'ONG Transparency International, qui avait une centaine de scrutateurs sur le terrain, a annoncé un chiffre de participation proche de 30 %. Selon le rapport de Me Charles Nguini, Président de l'antenne du Cameroun, « environ 70 % des personnes inscrites sur les listes électorales n'ont pas jugé utile de se déplacer pour aller voter, la majorité étant constituée de ceux n'ayant pas réussi à entrer en possession de leur carte d'électeur ».

La société civile tenue à distance

La délégation de l'Union européenne a octroyé le 28 juillet dernier une subvention de 196 millions de Fcfa (environ 300 000 Euros) pour le suivi et l'observation de l'élection présidentielle de 2011 à l'ONG Transparency International Cameroon (TIC). La subvention accordée à l'ONG TIC est une fraction de l'enveloppe globale du Programme d'appui de l'UE au processus électoral au Cameroun. Le montant total est de 1,31 milliard de Fcfa (2 millions d'euros), comptant pour les élections de 2011 et 2012. Cette ONG avait déjà, avant l'élection, eu des différends avec le gouvernement camerounais pour une opération d'inscriptions par « sms » sur les listes électorales. Cet incident était le troisième du genre entre le gouvernement et l'UE en l'espace de 6 mois. Cette dernière a été accusée, à mots à peine voilés, de vouloir orchestrer la déstabilisation du pays par la société civile. Avant ces événements, les films financés par l'UE avaient été interdits de

diffusion à Yaoundé et une association de défense des homosexuels (ADEFO) avait connu des problèmes au sujet des fonds qui lui étaient alloués. Ces actions de l'UE s'inscrivent pourtant dans le cadre établi par les conventions successives (Yaoundé, Lomé et Cotonou) qui déterminent la place de la société civile dans le partenariat ACP-U.E. Mais le pouvoir s'est toujours méfié des rapports entre l'UE et la société civile. Le Premier Ministre, chef du gouvernement, a sommé l'ONG TIC d'arrêter son opération d'inscription par « sms » au cours d'une réunion à laquelle ELECAM, pourtant partenaire de ce projet, n'a pas été convié. D'ailleurs, le délégué régional du Centre d'ELECAM s'était rétracté en affirmant que « ce mode d'opération est incompatible avec les modalités d'inscriptions sur les listes électorales ».

Les controverses autour d'ELECAM

La loi n° 2006/011 du 29 décembre 2006 règle la création, l'organisation et le fonctionnement d'un organisme indépendant chargé de l'organisation, de la gestion et de la supervision de l'ensemble du processus électoral et référendaire appelé ELECAM. Mais très rapidement, la neutralité de cet organisme est mise en doute, dès le décret n° 2008/463 du 30 décembre, portant nomination des 12 membres du Conseil Electoral d'ELECAM. En effet, la plupart de ces derniers étaient reconnus comme membres du R.D.P.C. D'ailleurs, le Président d'ELECAM, était lors de sa nomination, Secrétaire Général adjoint de l'Assemblée Nationale. Victime de ce péché originel, ELECAM n'a jamais pu vraiment se départir de cette image de proximité avec le pouvoir. Les premières élections organisées par elles n'ont fait que renforcer cette impression. Sur les 20 recours déposés par



l'opposition auprès de la Cour Suprême siégeant comme Conseil Constitutionnel, sept avaient trait à l'absence de neutralité d'ELECAM. Même le groupe d'experts du Commonwealth dans son rapport sur l'élection, a « relevé de sérieux problèmes concernant la totale indépendance d'ELECAM vis-à-vis du gouvernement. Nous pensons que cela est partiellement dû aux affiliations politiques de certains membres de la commission électorale par le passé ». Pour ne rien arranger, le fichier électoral lui a été transmis après les délais prévus; il n'est donc pas étonnant que ce scrutin a été entaché de nombreux dysfonctionnements.

Malgré tout la communauté internationale a accepté l'élection, bien qu'elle ait reconnu qu'il y avait eu de nombreux dysfonctionnements, mais pas de nature à affecter la sincérité du scrutin selon la formule consacrée. Apparaît donc ici l'ambivalence des relations entre le gouvernement camerounais et la communauté internationale. D'une part le gouvernement n'a de cesse de fustiger, de mettre en garde contre la « menace extérieure ». Le « printemps arabe » avec l'épilogue libyen et la Crise en Côte d'Ivoire ont été suivis de près par les camerounais. Le RDPC a donc fait campagne sur la paix et la vigilance face à la menace extérieure. D'autre part, la communauté internationale n'a cessé d'émettre des doutes sur le déroulement du processus électoral. In fine, un certain consensus s'est formé et on s'aperçoit que le gouvernement et Paul Biya n'ont pas lâché grand-chose. De la désignation des membres, en passant par la fixation unilatérale du calendrier électoral, jusqu'aux résultats, Paul Biya est resté le maître absolu.

Le regard tourné vers la communauté internationale : l'Union européenne, acteur incontournable

La communauté internationale s'en est remise aux observateurs de l'Union Africaine, la francophonie, le Commonwealth, et l'ONG TIC et personne n'a demandé la reprise, du scrutin. La délégation de l'UE au Cameroun qui fournit une aide financière au processus, n'avait elle-même pas d'observateurs directs. Il existe bien un programme de concertation entre le gouvernement camerounais et l'UE, issue des accords de Cotonou, appelé « dialogue politique » qui réunit le Ministre des Relations Extérieures et les Ambassadeurs des pays de l'UE. On se serait attendu à un regain de fonctionnement de ce programme, au lieu des deux réunions régulièrement prévues en cette période particulière, et à ce que ses membres exercent davantage de pression sur le gouvernement de Yaoundé.

Une partie du financement de l'UE au processus électoral concerne ELECAM. Mais la contribution de l'UE est attendue au-delà de l'aspect financier. L'élection présidentielle du 9 octobre dernier n'a pas totalement rasséréiné les Camerounais, réduit les incertitudes et crédibilisé le processus. L'âge de Paul Biya et la non mise sur pieds de certaines institutions pourtant prévues par la constitution du 18 janvier 1996, donnent le sentiment aux Camerounais de plonger, une fois de plus, dans l'inconnu. Les chantiers sont immenses et différent de ceux annoncés par la RDPC dans le cadre de son programme « de grandes réalisations ». Il faut la refonte du fichier électoral, un bulletin unique, un perfectionnement

d'ELECAM, une plus grande équité dans le financement des campagnes ainsi que la répartition du temps d'antenne dans les médias publics, la mise sur pied du Sénat, du Conseil Constitutionnel et de la Cour des Comptes. Proposition : Les prochaines élections municipales et législatives ont lieu en 2012. Le comportement de l'UE et celui de toute la communauté internationale y seront observés de près.



China, the WTO and International Law. A Progressive Adherence

Dr. Leïla Choukroune - Director of the Advanced Master in International and European Economic Law, Maastricht University Law Faculty

The progressive implementation of China inside the international system of law, say WTO, shows us the ambivalence of its foreign policy and can help to understand its strategy. In one hand, China follows the rules and acts as good student, while in an other hand, it becomes more exigent and influences the organization from the inside without any change within the intern governance.

Some years ago, when a doctoral student trying to research on the internationalization of Chinese law and its relation to international law, one if not the only systematic and scientific source I could find was the famous course given by Prof. Wang Tiewa at the Hague academy of international law. In a simple yet relatively free approach to international law, the Chinese leading academic and practitioner was indeed describing China's attachment to the concept of State sovereignty and its sympathy towards non-alignment and as well as the development oriented discourse. But more interestingly, Wang was also foreseeing China's progressive integration into the world system and so the inevitable need for a less doctrinal approach to international norms selectively used as powerful tools for economic prosperity.

Since this 1990 course indeed, China's practice of international law has dramatically changed and so have Chinese international lawyers. Starting from an almost non-existing academic community, China has been able to train, in less than 20 years, a myriad of new experts now evolving in all technical arenas where international law matters.

This legal revolution is now conventional wisdom, but China's international approach to world affairs and its use of international law have hardly been re-conceptualized by either Chinese or foreign scholars. While the various series of vague platitudes recently proposed by Beijing under the banner of the "Harmonious World" may not help us further decode the PRC's strategy, China's practice of international law could, on the other hand, provide us with a clearer account of the Chinese strategy. In this context, China's accession and participation to the World

Trade Organisation (WTO) proves a fascinating example of a progressive adherence to international law.

10 years ago, China's accession to the World Trade Organization (WTO) highlighted the ability of the People's Republic of China (PRC) to internationalize by incorporating the norms and practices of globalized trade. Such institutional importation was not new: Chinese law opened up to foreign influences in the late 19th century, turning first toward the Roman-Germanic model, then of course to the socialist paradigm, and finally to the modern West, incorporating various international norms and practices in successive waves. This process of harmonization, which is part of the overall trend of globalizing law, accelerated over twenty years and reached its climax on December 11, 2001, when after fifteen years of particularly difficult negotiations, China became the WTO's 143rd member.

China entering the WTO

To understand this major political decision, it must be placed in historical perspective. Chinese development strategy was largely based on internationalizing its economy, particularly by increasing foreign exchanges and direct investments. China's participation in the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) was thus a way to meet the goal of opening up to the market economy, which the government had set when it launched the policy of reform and opening up. This approach was preceded by China's re-entry into the United Nations (UN) on October 25, 1971, which was followed by its integration into the World Monetary Fund (WMF) and the World Bank on May 15, 1980. On July 10, 1986, the Chinese government presented the

GATT director general with a request to resume its status as contracting party to the Agreement. China made this request for five very clear reasons: to "increase the volume of foreign trade, deepen economic reforms, participate in international affairs and the formulation of trade rules, combat protectionism, and acquire greater information on exchanges." The PRC then concluded its request for reinstatement in the GATT by insisting on its status as a developing country and its desire to benefit from the trade regime granted such countries. It is difficult to make it more clear how internal policy goals determined China's international strategy: in the space of thirty years, China went from associating with the international legal order to excluding/challenging it, then actively participating in it.

And this participatory stance sums up today's Chinese position towards the WTO. China is a system continuator, not a reformer and even less a "perturbator". After almost 10 years within the system, China has shown a clear understanding of the multilateral trade rules and a constant will to use these rules as much as other major trading partners such as the US or the EU. Putting apart Beijing's mixed record in implementing its complex and unique Protocol of accession to the WTO - this question deserving an entire article to be analyzed in a balanced way -, one can illustrate this position with two series of examples: rule-making and dispute settlement. In the first case, China has participated to the Doha Round's negotiations in submitting, for instance, a detailed proposal on the revision of antidumping rules, but generally shown a rather low profile favouring the development of bilateral and regional trade agreements beneficial to its direct economic interests. As to dispute settlement, and after a few years of good student's observation,



China's position is evolving towards a more offensive stance. Since its accession China has brought seven complaints (most of them very recently) and has appeared 21 times as respondent, 8 times as complainant and 78 times as a third party in disputes. China now seems to be much more willing to use the WTO DSB as a complainant (as in the majority of cases introduced in 2008, 2009 and 2010).

Some of these issues dealing with anti-dumping or intellectual property related commitments are key to the Chinese economy and have been highly debated. But in all these cases, China is playing with the rules, not against them and offers the image of the perfect supporter of the international liberal trading system. Nevertheless, this apparent socialization does not bring a genuine adherence to the principles of international law in their liberal

form. Here again, the harmonization of China's international relations aims at nothing else than keeping a troublesome democratic universal at bay in focusing on the development and maintenance of economic stability.

China's "harmonious" system

A piece of evidence giving clue to this taste for complication can be found in China's incomplete application of its "WTO+ commitments". Going beyond simple harmonization, China's accession to the WTO was conceived, by the US and the EU, to contribute to a more ambitious legal reform founded on the respect by China for three principles established in its accession protocol's second section on the "administration of the trade regime." The uniform application of China's commitments, the transparency of its legal system, and

the independent and impartial judicial review of administrative acts related to WTO law were aiming at the institution a sort of *sui generis* rule of law or an "economic rule of law" if one can define such concepts without altering the meaning of the original expression, "rule of law," and thus attain a form of *yi fa zhi guo* (government by law) free of ideological elements. But the implementation of these special requirements remains very incomplete and limited to "secured" trade areas which reform will not question the whole "harmonious" system in introducing elements of transparency/democracy and so disorganize the regime's political structure.

Let us hope that China's progressive adherence to international law and practices could eventually turn into another political approach of governance.

To go further:

On October 11, 2011, Dr. Leïla Choukroune presented the results of an European Parliament funded study ("HYPERLINK: (<http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies/download.do?language=en&file=48592>)EU-China Trade Relations") aimed at providing an independent and concise overview of the major risks and opportunities of the EU-China trade and investment relations.

Drawing upon a number of economic and legal assessments largely related to China's WTO commitments and its performance in implementation, the study concludes that EU companies are well equipped to overcome the current China challenges, but they need to be better supported by an EU policy geared to the specificities of the Chinese case.

The Study was authored by Dr. Leïla CHOUKROUNE, Dr. Denise PREVOST, Rogier CREEMERS (Maastricht University Law Faculty, the Netherlands) and Dr. Jean-François HUCHET (French Centre for Research on Contemporary China - CEFC, Hong Kong).

HYPERLINK: (<http://www.europarl.europa.eu/wps-europarl-internet/frd/vod/player?eventCode=20111011-1500-COMMITTEE-INTA&language=EN&byLeftMenu=researchcommittee&category=COMMITTEE&format=wmv>) \(\ «anchor1»

The European Parliament hearing at which IGIR's study was presented was recorded and streamed.



Israel/Palestine: Europe's absence

Nathalie Janne d'Othée - Communication officer of the Association belgo-palestinienne and Directrice of the Institut Européen de Recherche sur la Coopération Euro-Arabe (MEDEA).

As the recent developments on the Palestinian question remain problematic in the international area, and first of all the UN, the role of Europe must go deeply. Its quiet position in the issue reduces its weight in the region and its credibility.

2011 was supposed to be the year of the changes for the Palestinians. But despite the hopes created by some declarations and by the Arab spring, no noticeable changes have been seen in European politics towards Middle East: the EU and its member States are still non-actors on the Israel/Palestine question.

Since Oslo Agreements, no important achievement has been realized on the ground. September 1993, a text is adopted by Y. Rabin, Y. Arafat, under the B. Clinton's mediation. It concluded that both parties are mutually recognized and ready to establish, progressively, a Palestinian state. In order to complete with this goal, the Palestinian Liberation Organization (PLO) should give up terrorism while Israel would withdraw from the "occupied territories". Nonetheless, today we are still waiting for these concretizations. Camp David in 2000, the meeting in Geneva three years later, and the last "Road Map for Peace" were not successful.

Indeed, essential questions are still unresolved. We can mention the ongoing colonization process of the West Bank, the Jerusalem's status, the refugees' right to return and Israel's security. Today's Israeli government is controlled by extreme right parties, pushing the settlements building in East Jerusalem and the West Bank further. Palestinian Authority refuses to resume peace talks without a freezing of the colonization process. The peace process is therefore in a stalemate. Things cannot better if the Israeli and Palestinian authorities are staying by themselves. It is also third parties' responsibility to involve. We could wonder, then, if Europe is not missing something.

2011 was supposed to be the year of changes. One year ago, Barack Obama



announced his will to see a Palestinian State welcomed in the 2011 United Nations General Assembly. The message was clear. As PM Salam Fayyad had announced the same deadline for his state building efforts, everything was indicating the way to an international recognition of a Palestinian state in 2011.

We have now almost reached the end of the year. Even if Palestine has been recognized as a UNESCO member, the Security Council will more than probably issue a statement against the recognition of a Palestinian state. In this process, Europe has been absent. No European common position could be found, and the EU prevented its members from taking independent positions – read: a position in favour of the State, as a non position plays against the recognition – by giving guidelines to support an under status for Palestine at the UNGA.

The European Union and EU member States' position towards the question of Palestine is symptomatic of the weakness of EU foreign affairs. In the

Middle East, the EU is more and more considered as a non-actor, at most a funding organism. The move made by France, recognizing on the one hand Palestine's membership at UNESCO, abstaining from voting at the Security Council on the other hand, shows the ambiguity of French politics, conscious of the importance of its relations with the Arab states, but also submitted to United States position.

Regarding changes under way in the Arab world since the beginning of the year, Europe's absence could mark the end of any European influence in the South and East Mediterranean. The Israel/Palestine question is and will remain central in the region. Europe has no choice: it has to care.



Exzessive Kapitalverkehrsfreiheit als Hemmnis für eine effektive Finanzmarktregulierung

Prof. Dr. Michael Fehling – LL.M. (Berkeley), Bucerius Law School, Hamburg



Risikoreiche Finanzmarkttransaktionen bedrohen wirtschaftlichen Wohlstand und soziale Gerechtigkeit in der Europäischen Union. Selbst für Insider kaum noch durchschaubare neue Finanzinstrumente – besonders bekannt die so genannten (nichtgedeckten) Leerverkäufe – entkoppeln die Finanzmärkte zunehmend von der Realwirtschaft. Namentlich Spekulationsgeschäfte, also das kurzfristige Hin- und Herschieben von Geldern in der Gier nach schnellem hohem Gewinn, wirken destabilisierend. Selbst dort, wo Spekulation – wie bei der Schuldenkrise – nicht die Ursache des Problems ist, sie Krisen durch Schneeballeffekte und Herdenverhalten massiv. Ihre Eindämmung ist dringend notwendig, um weitere schwere Wirtschafts- und Finanzkrisen zu verhindern. Dazu kann eine Finanztransaktionssteuer (auch „Tobin“-Steuer genannt) beitragen, wie sie etwa von Attac seit langem gefordert und nunmehr in einer abgeschwächten Variante auch von Sarkozy und Merkel unterstützt wird. Eine solche

Steuer würde, auf alle Finanztransaktionen erhoben, kurzfristige Spekulationsgeschäfte deutlich weniger attraktiv machen, während sie bei langfristigeren Anlagen kaum ins Gewicht fielen. Zugleich würden dadurch die Finanzmarktakteure, die von den staatlichen Unterstützungsmaßnahmen in der Krise besonders profitieren, zur Finanzierung mit herangezogen. Ganz Europa hat dies mittlerweile begriffen. Ganz Europa? – Vor allem die britische Regierung sperrt sich weiterhin vehement gegen eine solche Steuer, um den Finanzplatz London zu schonen. International kann Großbritannien dabei auf die Unterstützung der USA zählen, so zuletzt auf dem Pariser G 20-Gipfel.

Ganz ohne Großbritannien geht es jedoch nicht. Erstens können Steuern in der Europäischen Union nur einstimmig harmonisiert werden (Artikel 113 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union – AEUV); damit lässt sich auch eine europaweite Finanztransaktionssteuer nur einstimmig koordiniert einführen. Zweitens drohen sich durch eine solche Steuer ohne Großbritannien Finanztransaktionen verstärkt nach London zu verlagern; ohne Gegenmaßnahmen entstünden massive Anreize zur Kapitalflucht. Abgeschwächt besteht dieses Risiko im Weltmaßstab zwar schon dann, wenn die USA und andere Nationen mit bedeutsamen Finanzplätzen nicht mitmachen. Doch dürfte das wirtschaftliche Gewicht der Europäischen Union als ganze stark genug sein, die Auswirkungen in Grenzen zu halten. Die Lenkungswirkung einer Finanztransaktionssteuer allein in Europa bliebe begrenzt, aber könnte zumindest nicht komplett ausgehebelt werden.

Wie aber können die Befürworter im Rat der Europäischen Union Großbri-

tannien und andere „Widerständler“ zur Zustimmung zu einer europaweiten Finanztransaktionssteuer bewegen? Verhandlungsgeschick allein wird nicht ausreichen, selbst wenn man – wohl unvermeidlich – bei der konkreten Ausgestaltung einer solchen Steuer zu Kompromissen bereit ist. Die Blockadehaltung muss für sich sperrende Staaten negative Konsequenzen nach sich ziehen. Zumindest gilt es zu verhindern, dass sich diese Staaten auf Kosten der übrigen Union Vorteile für ihre Finanzplätze sichern. Als Gegenmaßnahme ist insoweit vor allem an eine Abgabe auf Kapital zu denken, das aus EU-Mitgliedstaaten, die eine Transaktionssteuer einführen, in Staaten ohne eine solche Steuer fließt. Über widerstrebende EU-Staaten wie Großbritannien hinaus könnte man diese kompensatorische Abgabe gegebenenfalls sogar auf Staaten außerhalb der EU (etwa die USA) ausdehnen. Damit wird der finanzielle Vorteil abzuschöpfen, den Finanzmarktakteure durch das Fehlen einer Finanztransaktionssteuer in solchen Staaten hätten. Die genaue Ausgestaltung einer solchen Ausgleichsabgabe wäre gewiss sehr schwierig. Insbesondere müsste man darauf achten, dass nicht Auslandsinvestitionen in der Realwirtschaft, sondern nur in den Finanzmärkten erfasst würden. Immerhin bestünde ja die Hoffnung, dass die Idee einer solchen Abgabe ausschließlich als Drohpotential benötigt wird, um Großbritannien und andere bei der Transaktionssteuer „mit ins Boot zu holen“.

Vorgelagert stellt sich jedoch die Frage, ob eine solche kompensatorische Abgabe europarechtlich überhaupt realisierbar wäre. Dies muss nach der bisherigen Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs in Luxemburg leider bezweifelt werden. Als eine der Grund-



freiheiten der Europäischen Union errichtet die Kapitalverkehrsfreiheit (Artikel 63 AEUV) hohe Hürden gegen jegliche Beschränkung des freien Kapitalflusses zwischen den EU-Mitgliedstaaten. Eine solche Beschränkung liegt im Rechtssinne in jeder Maßnahme, die geeignet ist, Gebietsfremde von Investitionen in einem anderen Mitgliedstaat abzuhalten. Es muss sich dabei nicht um Ge- oder Verbote handeln, auch indirekte finanzielle Abschreckungsmaßnahmen reichen aus. Die oben skizzierte Abschöpfungsabgabe hätte gerade den Zweck, eine Umgehung der Finanztransaktionssteuer durch Ausweichen auf nicht erfasste ausländische Finanzplätze finanziell weniger attraktiv zu machen. Zwar lassen sich Beschränkungen der Kapitalverkehrsfreiheit unter gewissen Voraussetzungen auch europarechtlich rechtfertigen. Der Europäische Gerichtshof interpretiert diese Rechtfertigungsmöglichkeiten jedoch äußerst restriktiv: Dies gilt schon für das in Artikel 65 Absatz 1 Buchstabe a AEUV ausdrücklich garantierte „Recht der Mitgliedstaaten, die einschlägigen Vorschriften ihres Steuerrechts anzuwenden, die Steuerpflichtige mit unterschiedlichem Wohnsitz unterschiedlich zu behandeln“. Steuerliche Nachteile im Inland, die einen Anreiz für Investitionen im steuer günstigeren Ausland ausgleichen sollen, lassen sich mit dieser Vorschrift gerade nicht rechtfertigen; dies hat der Gerichtshof zu Kapitalerträgen in Österreich entschieden. Ebenso wenig soll sich eine solche Maßnahme auf Artikel 65 Absatz 1 Buchstabe b AEUV stützen lassen. Bei einer inländischen steuerlichen Kompensation für die Nutzung von Steuervorteilen im Ausland (wie im genannten Fall Österreichs) handele es sich nicht um eine „unerlässliche Maßnahme [...]“, um Zuwiderhandlungen gegen innerstaatliche Rechts- und Verwaltungsvorschriften, insbesondere auf dem Gebiet des Steuerrechts und der Aufsicht über Finanzinstitute, zu verhindern“.

Diese Rechtsprechung muss geändert werden. Sie stammt aus der Zeit vor

der großen Finanz- und Wirtschaftskrise, als die komplette Öffnung der Finanzmärkte noch als Allheilmittel für wirtschaftliche Prosperität galt und die Risiken von Spekulation und hochriskanten Finanztransaktionen für die Weltwirtschaft grob unterschätzt wurden. Heute sollten wir klüger sein. Außerdem passt diese Rechtsprechung nicht zu der Linie, die der Europäische Gerichtshof zu anderen Grundfreiheiten (etwa der Niederlassungs- und der Dienstleistungsfreiheit) entwickelt hat. Dort werden auch ungeschriebene Beschränkungsmöglichkeiten anerkannt, nämlich bei „zwingenden Gründen des Allgemeinwohls“. Es gibt keinen Grund dafür, dies bei der Kapitalverkehrsfreiheit anders zu machen. Als hinreichendes Allgemeinwohlinteresse ist zum Beispiel der Verbraucherschutz anerkannt. Dann müsste erst recht das Interesse an der Stabilität der Finanzmärkte und an der Gewährleistung ihrer Finanzierungsfunktion für die Realwirtschaft ausreichen, um eine Einschränkung der Kapitalverkehrsfreiheit zu rechtfertigen. Eine unzulässige Diskriminierung ausländischer Finanzplätze würde vermieden, wenn die Ausgleichsabgabe in ihrer Höhe der Finanztransaktionssteuer entspricht, die auf entsprechende Transaktionen in den beteiligten EU-Staaten anfällt. Darüber wie auch allgemein über die Verhältnismäßigkeit einer solchen Ausgleichsabgabe hätte weiterhin der Europäische Gerichtshof zu wachen. Droht bei der einseitigen Einführung einer Finanztransaktionssteuer nebst Ausgleichsabgabe nicht eine Kettenreaktion von „Vergeltungsmaßnahmen“, gar ein Handelskrieg? Gewiss birgt der Verzicht auf eine Konsenslösung Risiken, doch ist das Warten auf einen nicht erreichbaren Konsens über eine Transaktionssteuer mit noch weit größeren Gefahren behaftet. Bei der gegenwärtigen Beschwörung einer einvernehmlichen Lösung drängt sich sogar ein böser Verdacht auf: Manch einem der (meist konservativ-liberalen) Regierungschefs mag es gar nicht so unlieb sein, dass eine Finanztransaktionssteuer am Widerstand Großbri-

tanniens scheitert. So kann er oder sie mit vollmundigen kostenlosen Absichtserklärungen punkten, zugleich aber die von einer solchen Steuer betroffenen Wirtschaftskreise – oftmals ein Teil der eigenen politischen Klientel – von realen finanziellen Belastungen verschonen.

Und was ist mit dem Binnenmarkt als *raison d'être* der Europäischen Union, was mit den ehernen Gesetzen des Freihandels? Hier lohnt sich ein Blick in das Werk von Adam Smith, dem wissenschaftlichen Urvater offener Märkte und einer internationalen Freihandelspolitik. Zwar äußerte er sich insoweit nicht zu den (im 18. Jahrhundert erst rudimentär existierenden) Finanzmärkten, wohl aber zum internationalen Warenverkehr. Ausgleichsabgaben zur Herstellung von Steuergleichheit für in- und ausländische Produkte hielt er ohne weiteres für zulässig. In seinem Hauptwerk „Wohlfahrt der Nationen“ (*Wealth of Nations*) schreibt Smith: „Der zweite Fall, in welchem es im Allgemeinen vorteilhaft ist, fremde Waren zur Ermunterung des einheimischen Gewerbetreibenden mit Abgaben zu belasten, ist der, wenn im Land selbst auf die Erzeugnisse des letzteren Steuern gelegt sind. In diesem Fall scheint es billig, dass auch von gleichen Erzeugnissen des auswärtigen Gewerbetreibenden dieselben Steuern erhoben werden. [...] Es würde nur verhindern, dass ein Teil von dem, was ihm [dem eigenen Staat] von selbst zuflösse, durch die Steuer in eine minder natürliche Richtung käme, und würde die Konkurrenz zwischen dem fremden und einheimischen Gewerbetreibenden nach der Steuer so viel als möglich auf demselben Fuß lassen, wie er vor derselben war.“

Von „Verschwendern und Plänemachern“, zu denen man heute im Finanzsektor wohl auch Spekulanten zählen müsste, hielt Smith im Übrigen gar nichts. Um diese in Zaum zu halten, hatte er sich sogar für eine gesetzliche Begrenzung des Zinssatzes für Kredite ausgesprochen:



„Es ist aber wohl zu beachten, dass der gesetzliche Zinssatz zwar etwas, aber nicht viel über dem niedrigsten Marktpreis stehen sollte. [Andernfalls] würde das meiste auszuleihende Geld an Verschwender und Plänemacher gegeben werden, da diese sich allein zu so hohen Zinsen verstehen würden. [...] Sonach würde ein großer Teil des Landeskapitals denjenigen Händen, die am wahrscheinlichsten einen einträglichen und vorteilhaften Gebrauch daran machen könnten, entzogen und anderen zugewandt, die es höchstwahrscheinlich durchbringen und vergeuden würden.“

Spekulation richtet sich oft gezielt gegen die Kreditwürdigkeit eines Staates oder gegen eine Währung und geschieht auf dem Rücken auch privater Schuldner und der Allgemeinheit, die gegebenenfalls milliardenschwere Unterstützung leisten muss. Die Eindämmung kurzfristiger spekulativer Finanztransaktionen ist deshalb kein Verstoß gegen eine liberale Ordnungspolitik, sondern umgekehrt die Voraussetzung für funktionsfähige und gemeinwohldienliche Märkte. Werden diejenigen, die aus den Turbulenzen auf den Finanzmärkten Gewinne ziehen, mit einer Finanztransaktionssteuer an den Kosten des Desasters beteiligt, so wird das Verursacherprinzip durchgesetzt. Wer als „systemrelevantes“ Kreditinstitut darauf hoffen kann, im Notfall mit staatlichen Hilfen gerettet zu werden, muss auch mit einer Transaktionssteuer zur Finanzierung beitragen. Die Kapitalverkehrsfreiheit der Europäischen Union steht, richtig verstanden, der Durchsetzung einer solchen Steuer mittels einer Ausgleichsabgabe auf Transaktionen in Finanzplätze blockierender Staaten nicht im Wege. Packen wir's an!

Résumé en anglais - englische Zusammenfassung, 14.11.2011

Speculation is often purposefully aimed at the creditworthiness of a state or at a currency – at the expense of private debtors and taxpayers. Limiting short-term speculative financial transactions is therefore not a detriment to liberal governance, but, quite to the contrary, the foundation of fully functional markets serving the public good. The “polluter pays” principle can only be upheld if those who profit from the turmoil in the financial markets are held responsible for the cost of the disaster as well. Therefore, there should be a financial transaction tax in all European countries. This article argues for putting more pressure on the United Kingdom which currently opposes this project. States that refuse to participate should be “punished” by a tax on cross-border capital movement into their financial markets. Such a compensatory payment should equalize the benefit such states enjoy for their financial markets for which there is no transaction tax. The free movement of capital in the European Union properly understood does not impede such a strategy.



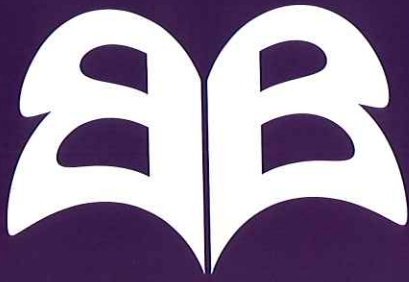
Joh. Enschedé
Van Muyswinkel

- Offset Printing
- Digital printing
- Premedia department
- Multimedia solutions

50-54 Rue du Bon Pasteur - 1140 Bruxelles (Evere)

T +32 (0)2 240 44 11 - F +32 (0)2 240 44 00

info@enschede.be - www.enschede.be



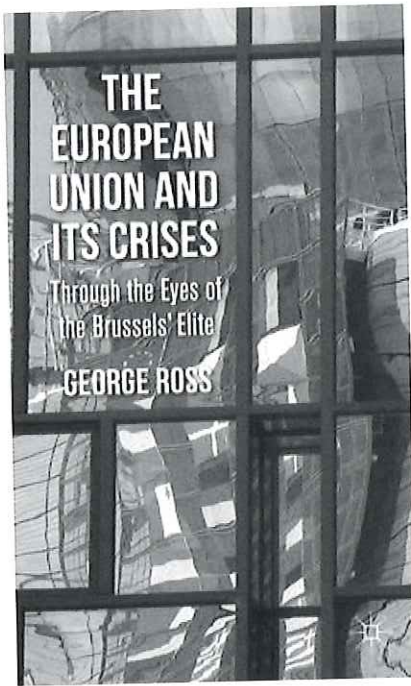
Recommended Books

- Livres recommandés
- Buchrezensionen

The European Union and Its Crises

ROSS George, The European Union and its Crises. Through the Eyes of the Brussels' Elite, United Kingdom, Palgrave MacMillian, Janvier 2012, 224 pages

Date de sortie prévue : janvier 2012.
Par Matilde Cristofoli



A travers un dialogue direct avec les membres de l'équipe de Jacques Delors, Ross cherche à présenter leur avis sur les causes de l'échec du référendum français sur la Constitution européenne. A l'époque, plusieurs thèses circulaient dans les couloirs bruxellois : pression économique sur les citoyens, risques quant au bon équilibre entre les institutions et la Commission, conséquences d'un élargissement vers l'Est, états membres en retrait... Chacun avait son point de vue, son explication à donner. Ross s'interroge dès lors sur ce qui fait une crise. Et pour trouver

une réponse, il dialogue avec ses amis. Sans prétendre à une conclusion, l'ouvrage cherche à rassembler et à présenter les différents arguments qui ont traversé l'Union européenne après le référendum de 2005, une sorte d'analyse historique de la crise basée sur les idées de son entourage. Comme un roman qui prend forme au fil des tribulations de son personnage, l'analyse de Ross évolue et se transforme au rythme des crises que traverse l'Union, de 2005 à 2008, puis en 2009. A travers des entretiens sur la crise, Ross dresse le portrait d'une Europe où les grandes justifications politiques et idéologiques s'épuisent de plus en plus. Après la récession de 2008, l'auteur parvient, sans préméditation, à recycler les explications de la perte de consensus en 2005 en hypothèses sur les causes de la crise financière. Des états membres en retrait à la désillusion des citoyens, en passant par la recherche de prospérité par la pacification du continent, "The European Union and its Crises. Through the Eyes of the Brussels' Elite" révèle l'Union Européenne dans toute sa complexité à travers les opinions des ses élites et de ses porte-parole.

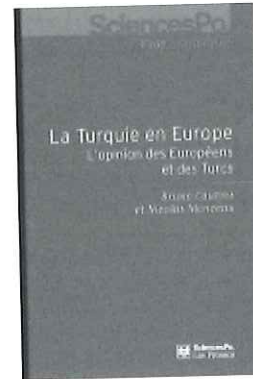
Remerciements au Professeur George Ross pour nous avoir accordé cette interview.
Montréal, le 15 novembre 2011.

Chaires Hillquit à Brandeis (Massachusetts) et Jean Monnet à l'Université de Montréal, ancien directeur du Center for European Studies de l'Université d'Harvard, le Professeur George Ross nous propose de commencer l'année 2012 par une réflexion sur les crises de l'Union Européenne de 2005 et 2008.

La Turquie en Europe. L'opinion des Européens et des Turcs

CAUTRES, Bruno, MONCEAU, Nicolas, La Turquie en Europe. L'opinion des Européens et des Turcs, Paris, Presse de Sciences

Po, 2011, 176 pages.
par Fernanda Flacco



Jamais un élargissement n'a été si débattu, ni autant à même de structurer les fractures au sein des couloirs institutionnels et de l'opinion publique. Cautres et Monceau, dans leur ouvrage, enquêtent sur les raisons de cette « primauté ». Objectif ambitieux, fixé dans un moment d'impasse, où la question de l'élargissement « turc » semble disparaître dans les méandres de la crise.

La stagnation du rapprochement entre l'Union européenne et la Turquie est souvent présenté comme le corollaire des caractéristiques du pays candidat (sa taille démographique, sa position géostratégique, sa situation économique et, notamment, l'Islam). Ici, les auteurs ne semblent pas se contenter de cette interprétation statique et accomplissent un pas supplémentaire. L'originalité de cet ouvrage est d'ouvrir la « boîte noire » d'une démarche d'intégration souvent présentée comme processus univoque. « Intégration », dans son sens étymologique (in+tangere), suppose un mouvement à « double sens » et non simplement la progression vers l'est de l'Union.

D'où la nécessité de proposer un « regard croisé, en miroir, des Européens et des Turcs sur la même question », à savoir le processus d'intégration. Cette volonté donne naissance à une structure bipartite de l'ouvrage, dont la première section est consacrée aux « européens face à l'adhésion de la

Turquie », tandis que la deuxième envisage les « Turcs face à l'adhésion ».

L'opérationnalisation de ce « double regard » s'avère possible à travers une démarche spécifique permettant de croiser « scientifiquement » les perceptions réciproques des Européens et des Turcs. Cette méthode, autre point de force de l'ouvrage, permet la « démythification » de la question turque et la réalisation d'une analyse qui se pare de toute forme d'instrumentalisation. Les données, issues principalement de l'Eurobaromètre, sont soumises à la méthode de traitement de l'analyse factorielle. Un tel choix consent in primis de synthétiser la « multidimensionalité » des opinions, secundo de cartographier la trame des ces opinions autour des facteurs structurants (le facteur historico-culturel et le facteur économique), tertio d'échapper à une interprétation simpliste des données repérées.

L'objectif des auteurs dépasse alors la simple reconstruction manichéenne des représentations sociales que les Européens ont des Turcs et vice versa. À la base de cet ouvrage, demeure la conviction que le schéma des représentations réciproques ne peut pas prendre la forme binaire d'un référendum d'opinion. Il est essentiel de reconstruire les configurations de représentations, d'organiser leur géographie, ainsi que d'observer leur variabilité par rapport à certains facteurs. Les résultats d'une telle opération démontrent que les opinions des Européens vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie sont loin d'être homogènes et unidimensionnelles. Par exemple, ces résultats tracent une géographie des opinions qui ne coïncide pas forcément avec la géographie habituelle des opinions sur l'UE en général : des Pays généralement eurosceptiques se montrent parfois plus favorables à l'entrée de la Turquie.

Les auteurs arrivent à dénouer cette géographie des clivages, à dessiner de manière critique et raisonnée la mosaïque des configurations nationales qui organisent les fronts du « projet contre élargissement » vers la Turquie. En Turquie, l'on constate la même trame complexe, qui n'est pas synthétisable à travers un schéma d'opposition/approbation du projet européen. Par exemple, l'analyse des auteurs nie la correspondance parfaite entre la perception de l'« européenité » de la Turquie et celle de son intégration européenne chez les Turcs.

Une dernière considération vient à l'esprit. Il s'agit d'une sorte de fil rouge qui accompagne l'ouvrage de Cautres et

Monceau. La question de l'adhésion de la Turquie ne peut être dissociée d'une réflexion sur l'état de l'intégration elle-même et comment cette dernière est perçue par les Européens. In fine l'idée qui ressort de cette étude est donc celle de la question turque comme « révélateur » de l'intégration. La question turque, dans l'esprit du présent ouvrage, véhicule une véritable pédagogie pour le projet européen.

Bruno Cautres est chercheur au CEVI-POF. Ses recherches portent sur les comportements et les attitudes politiques, ainsi que sur les clivages politiques et sociaux liés à l'Europe et à l'intégration européenne.

Nicolas Monceau est chercheur associé au laboratoire PACTE (Politique Publiques, Action Politique, Territoires). La Turquie, dans son environnement régional, européen et international, représente le domaine d'expertise de l'auteur

La politique étrangère européenne

LEFEBVRE, Maxime, La politique étrangère européenne, Paris, Presses Universitaires de France, 2011, 127 pages.

par Fernanda Flacco



LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE

Maxime Lefebvre

PUF

Maxime Lefebvre nous offre un ouvrage synthétique mais néanmoins complet sur la politique étrangère de l'Union européenne. Le Traité de Maastricht (1992) institutionnalise une politique étrangère de sécurité commune (PESC) soumise à des procédures intergouvernementales. Le Traité de Lisbonne (2007), fruit de longues années de négociations, laisse un « goût d'inachevé ». Comme Lefebvre l'explique, ce Traité ne constitue pas un saut en avant de l'Europe politique. Malgré les innovations importantes pour la politique étrangère de l'Union, l'équilibre

entre l'intégration communautaire et la méthode intergouvernementale, entre ses institutions supranationales et ses Etats membres peine à s'affirmer.

L'objectif de Lefebvre est de détecter, de la manière la plus claire et objective possible, les racines du caractère inabouti, hybride, ambigu du projet européen dans son rapport à la politique étrangère. L'auteur aborde cette recherche à travers différentes approches qui permettent d'en faire un objet le plus achevé possible. La première partie propose une approche historique de la problématique. La particularité de cette section est de remonter jusqu'à l'Antiquité pour retracer la physionomie étatique de l'Europe actuelle : le monde grec, l'Empire romain, le Moyen Age et finalement le monde Westphalien sont revisités pour capter les gènes d'une géographie européenne à frontières « nationales ». La deuxième partie s'attache à une réflexion différente. Toutes les unités institutionnelles (Conseil européen, Commission, Parlement, Conseil, service européen pour l'action extérieure), les procédures décisionnelles ainsi que le rôle d'une volonté commune et la définition « d'intérêts communs » sont convoqués. Lefebvre se demande comment toutes ces unités favorisent ou limitent la politique étrangère de l'Union européenne. À côté de cette approche institutionnelle, toujours dans le même chapitre, l'auteur accomplit un pas supplémentaire : il essaye de synthétiser les intérêts, les préoccupations et les « tropismes » que les Etats projettent sur la politique étrangère de l'Union.

Finalement l'auteur se penche sur une troisième partie plus « systémique ». L'Union fait partie d'un système international, avec lequel elle a tissé et continue à tisser des relations de nature différenciée. Lefebvre analyse les différentes facettes de l'Union dans le monde : ses actions extérieures sont examinées à travers le prisme d'une géographie des partenariats, des accords, et de la coopération. Le fil rouge, encore une fois, est de découvrir les forces et les faiblesses d'une Union qui, malgré tout, opère à l'échelle mondiale.

Lefebvre présente un travail bien structuré, qui permet de tracer un profil critique de l'acteur européen, de faire un état des lieux des avancements et des régressions de la politique étrangère, ainsi que d'envisager cette dernière en perspective diachronique. L'ouvrage, par son approche synthétique mais globale peut représenter une sorte de manuel de la politique étrangère européenne.

Maxime Lefebvre, diplomate et directeur des relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris, est ancien élève de l'École Nationale de l'Administration (ENA). Il a publié *Le jeu du droit et de la puissance. Précis de relations internationales*, PUF Major, 2007.

L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?

GNESOTTO, Nicole, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?*, Paris, Armand Colin, 2011, 220 pages.

par Fernanda Flacco



Nicole Gnesotto dresse une analyse lucide sur la politique de défense de l'Union européenne. Dans cet ouvrage, l'auteur s'interroge sur le rôle et sur la nature de l'acteur européen, acteur hybride qui oscille entre attraction de la puissance américaine et campanilismes nationaux.

Un « déjà-vu » oblige l'auteur à se questionner sur la physionomie présente et future de l'Union européenne. Pendant la guerre froide, aucune initiative portant sur la constitution d'une Euro-puissance ne voyait le jour. La volonté de faire de l'Europe un acteur stratégique autonome s'écroulait face à la structure binaire du système international. Vingt ans après l'éclatement de ce système l'Europe continue à rester immobile, tandis que des nouvelles puissances émergent et façonnent l'environnement international. Cette curieuse répétition de l'histoire peut sembler paradoxale face aux impor-

tants changements qui transforment la communauté des six en une Union des vingt-sept.

La conscience d'une transformation de l'acteur européen, surtout en termes de défense, est forte chez Gnesotto, il nous le démontre dans la première partie de l'ouvrage. Cette section est consacrée à « l'irrésistible ascension de l'Europe stratégique » ; elle met en lumière la rapide histoire de la défense européenne ainsi que ses fondements politiques. Effectivement, depuis la fin des années nonante, l'Europe stratégique connaît une évolution non seulement rapide, mais aussi profonde et pluridirectionnelle : l'augmentation des initiatives concrètes, la diversification des missions, l'élargissement des zones d'intervention, la multiplication des partenariats, l'affirmation d'une stratégie proprement européenne sont les axes qui véhiculent le renforcement de l'Union au sein de l'arène internationale.

Cependant, et c'est l'objet de la deuxième partie, les réalisations de l'Union dans le domaine de la défense restent largement invisibles. L'insertion d'une capacité de défense dans le cadre institutionnel de l'Union ne peut pas représenter une condition suffisante pour son affirmation en tant qu'acteur international autonome. Au contraire, l'Union européenne continue à présenter des handicaps structurels qui la cantonnent dans une condition de marginalité et de périphéricité par rapport aux autres puissances. Comme Gnesotto le remarque, l'Europe stratégique est active, mais marginale ; elle existe, mais de manière invisible ; elle produit des outputs, mais ces derniers sont virtuels. La rareté des ressources budgétaires, les mécanismes alambiqués de financement et surtout la préférence portée sur des méthodes de décision intergouvernementales réduisent la politique de défense européenne à une simple addition de vingt-sept souverainetés. De manière claire, Gnesotto expose les limites d'une « eurostratégie » en perpétuelle gestation, héritière des égoïsmes nationaux perpétuant le système d'accumulation des divergences des Etats européens. L'Europe devient alors une puissance interdite, et ses propres membres sont les auteurs principaux de cette interdiction.

L'élément qui rend l'interprétation de Gnesotto originale est de poser au centre de la réflexion le processus de mondialisation : quel rôle peut-elle jouer dans le futur de l'Europe stratégique. Ce processus semble affaiblir la position internationale de l'Union européenne, miner ses fondements (tels que le commerce), favoriser le repli dans les frontières nationales. Par contre, la mondialisation devrait

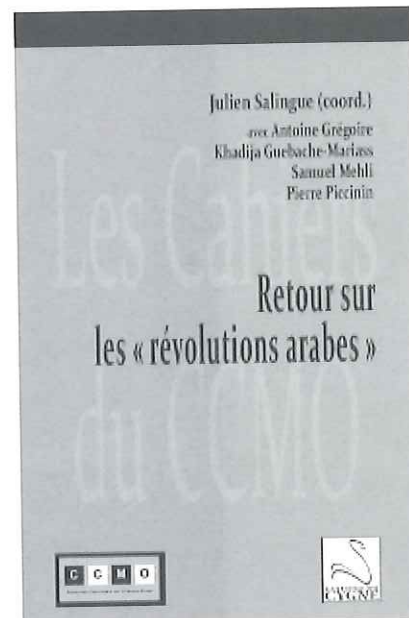
représenter un stimulus pour le renforcement de l'Union. Comme Gnesotto le conclut, le renforcement de l'Union européenne en tant qu'acteur autonome, semble être le seul antidote à l'étroitesse et l'inefficacité des cadres nationaux. L'Europe, donc, de puissance interdite devient, à la fin de l'ouvrage, une puissance nécessaire.

Nicole Gnesotto est professeur du CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers) et premier directeur de l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne. Elle est l'auteur des autres publications axées sur la sécurité européenne, dont : *La Puissance et l'Europe*, Presses de Sciences Po, 1998.

Retour sur les « révolutions arabes »

SALINGUE, Julien (coord.), *Retour sur les « révolutions arabes »*, Paris, Editions du Cygne, 2011, 76 pages.

Par Fernanda Flacco



Il y a un an, des bouleversements secouaient le monde arabe et brisaient une longue période de glaciation politique. Si le rythme, l'ampleur et les développements d'un tel « printemps » restent incertains, il est clair que le monde arabe vit un point de non retour. Les auteurs de cet ouvrage tentent de tisser la trame d'un processus encore in fieri et d'appréhender les révolutions arabes à l'intérieur d'un contexte international et régional.

MASTER OF EUROPEAN POLITICS AND POLICIES

Interested in a career in the ever-growing field of European administration and European organizations?

Looking to analyze the public sector problems and solutions in European countries?

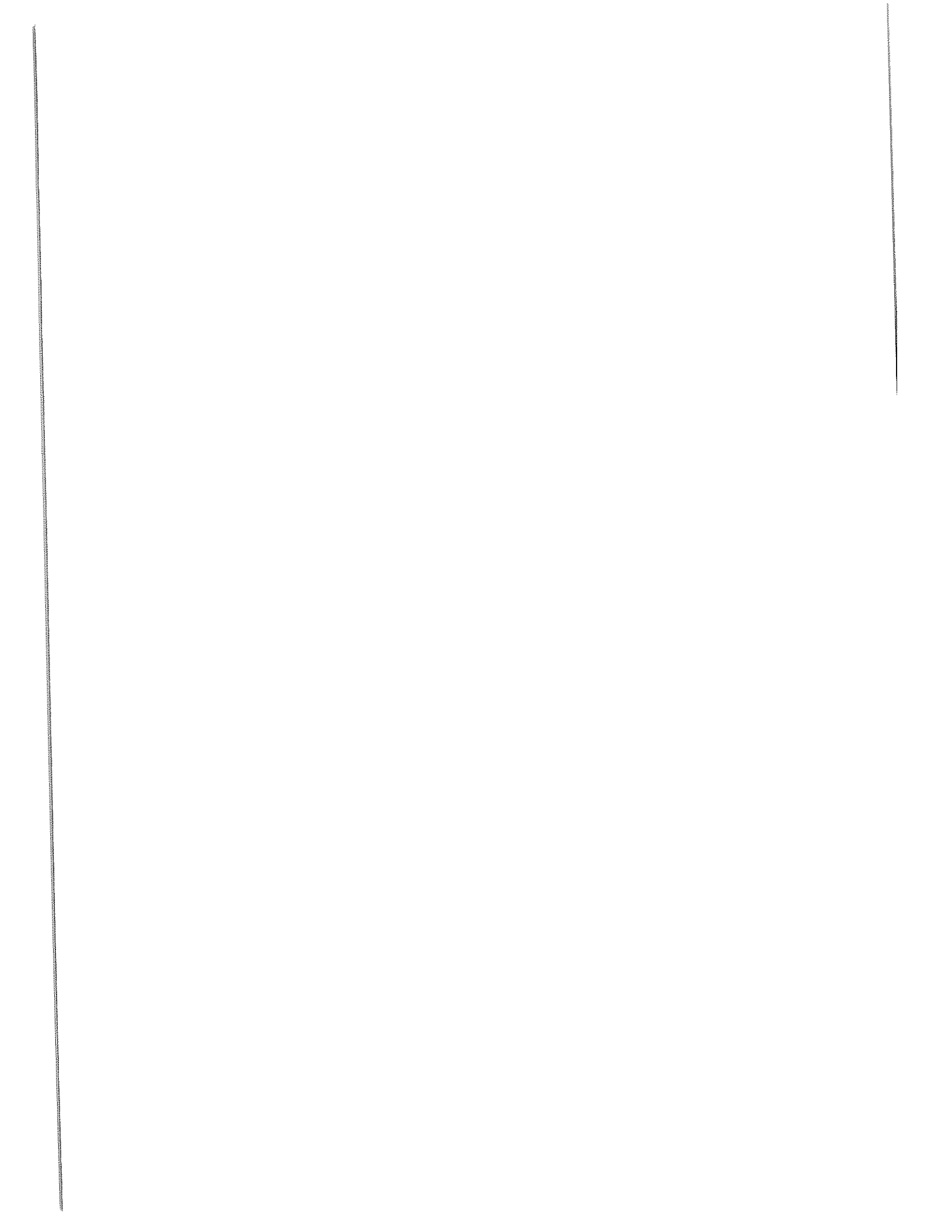
Enthusiastic about the institutions, decision making and policies of the European Union?

Then the Master of European Politics and Policies is your ticket!

The programme's location - just 20min from the Brussels' institutions - is a distinctive added value. And, as part of the European Masters in Public Administration (EMPA) Network, you have the option of taking a semester of study abroad.

Application deadline: March 1

All information on www.kuleuven.be/mepp



Conference
Hiver 2011: Que retient l'Union européenne des bouleversements du Printemps arabe?

16/12 at the ULB salle H1309 (6.30 pm)

«Eyes on Europe» thanks its partners & institutional Members:



Visit our website: www.eyesoneurope.eu
Brand new from 15 February 2012